

GRESEA *échos*

revue trimestrielle
du groupe de recherche pour une stratégie économique alternative

Belgique-België

P.P. Bruxelles 1

1/1770

P601044

Envoi
non prioritaire
à taxe réduite

Le virage à droite en Argentine

Formation et extension
du capitalisme en Argentine
Natalia Hirtz

Résistances et auto-organisation
à la base
Natalia Hirtz

Consolidation du kirchnerisme.
Inflexion des mouvements sociaux
Natalia Hirtz

Le gouvernement kirchneriste:
ruptures et continuités
Natalia Hirtz

Hydrocarbures non conventionnels
et propagande
Grégory Lassalle

La restauration néolibérale
Nicolás Hirtz

Le gros lot pour les vautours
Raf Custers

RESISTIENDO

Le virage à droite en Argentine

SOMMAIRE

N°87

Edito: L'interventionnisme en Argentine; Rupture ou continuité ? / Natalia Hirtz	p. 1
Formation, développement et extension du capitalisme en Argentine / Natalia Hirtz	p. 2
Résistances et auto-organisation à la base / Natalia Hirtz	p. 12
Consolidation du kirchnerisme et inflexion des mouvements sociaux / Natalia Hirtz	p. 17
Le gouvernement kirchneriste: ruptures et continuités / Natalia Hirtz	p. 24
Hydrocarbures non conventionnels et propagande / Grégory Lassalle	p. 31
La restauration néolibérale / Nicolás Hirtz	p. 36
Le gros lot pour les vautours / Raf Custers	p. 45
Agenda Gresea	p. 52

À partir du 6 octobre 2016, chaque publication s'accompagnera d'un «Café politique» qui aura lieu au café-bouquinerie coopérative «la Vieille Chéchette», Rue du Monténégro 2-6, 1060 Bruxelles.

Gresea échos N°87

Trimestriel: Juillet-Aout-Sept. 2016

Couverture: **Donald Sturbelle**

Photo couverture: Greet Brauwers

ISSN: 1377-7718

Editeur responsable:

Bruno Bauraind, c/o GRESEA

Disponible dans les librairies:

Librairie Cépages

22 Avenue Jean Volders 1060 Bxl

PTB Shop, 171 Bld Lemonnier 1000

Bxl

Librairie Tropismes

Galerie des Princes 11 1000 Bxl

Comité de rédaction:

Bruno Bauraind, Raf Custers, Romain

Gelin, Natalia Hirtz, Henri Houben,

Anne Dufresne, Mario Bucci.

Relecture et Mise en page:

Zahra El Grandi

Nathalie Van Verre

Abonnement:

8 euros/4 numéros

3 euros/numéro

CB: 068-2464659-13

IBAN: BE08-0682-4646-5913

BIC (swift): GKCCBEBB

GRESEA asbl

Groupe de Recherche pour une
stratégie économique alternative

Rue Royale 11, B-1000 Bruxelles

Tél. + 32 (0)2 219 70 76

Fax + 32 (0)2 219 64 86

Email: info@gresea.be

Site: www.gresea.be

Réalisé avec le soutien de



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

L'interventionnisme en Argentine

Rupture ou continuité ?

Le 10 décembre 2015, le libéral Mauricio Macri succède à la présidente Cristina Fernández de Kirchner. Les élections semblent confirmer le débat installé depuis un an sur ce qui concerne le moment sociopolitique que vit l'Amérique latine et, plus précisément, sur «le virage à droite», dorénavant devenu un lieu commun pour désigner le contexte actuel de la région. Le terme «droite» est ainsi employé pour désigner une orientation politique pro-marché opposée à une vision pro-étatiste. Mais peut-on simplifier la complexité des rapports entre l'État et le marché par le clivage gauche/droite? Quelle est la place que cette analyse octroie aux mouvements sociaux?

Afin d'éclairer ce débat, le présent numéro offre une synthèse historique sur les interactions entre ces différents acteurs. Ceci nécessite la compréhension du développement du capitalisme et de la lutte des classes depuis le XIXe siècle en Argentine. La division internationale du travail attribue aux pays du Sud la fourniture de matières premières nécessaires aux principaux centres industriels européens. Cette division est accentuée à partir des années 1970, avec «l'intégration des économies nationales dans un marché mondial». En Argentine, comme dans la plupart des pays d'Amérique latine, des régimes dictatoriaux liberticides imposent un modèle de libre-échange débridé où chaque pays se spécialise dans la production de biens pour lesquels il dispose de la productivité la plus forte.

En 2003, l'avènement au gouvernement du kirchnerisme est perçu par certains militants et intellectuels «progressistes» comme l'entrée de l'Argentine dans une nouvelle ère «post-néolibérale», terme utilisé pour désigner les nouveaux gouvernements de certains pays d'Amérique latine qui cherchent à repositionner l'État comme acteur régulateur. On parle alors du «virage à gauche» de l'Amérique latine. Ces gouvernements s'emparent de la bannière de gauche. Les seuls choix possibles deviennent: la «droite» ou cette «gauche». Les mouvements sociaux et les partis politiques révolutionnaires ne peuvent qu'être assimilés à l'une ou l'autre vision du monde. Mais quelle est la politique économique mise en œuvre par cette «gauche» gouvernementale? Quelles ruptures et quelles continuités par rapport au passé? Comment comprendre le «virage à droite» actuel? Que reste-t-il des mouvements so-

ciaux, fortement affaiblis durant cette ère «post-néolibérale», pour lutter contre le gouvernement Macri?

À partir de l'expérience argentine, ce numéro soulève de nouvelles questions sur les alternatives politiques, sociales et économiques envisageables, tant au Nord qu'au Sud. Quelles sont les ruptures et les continuités proposées par l'interventionnisme d'État dans un contexte international où l'intégration dans l'économie mondiale implique l'abandon de la stratégie d'intégration verticale, remplacée par une internationalisation de la production selon «les chaînes globales de valeur»? Quelles sont les alternatives proposées, les leçons, mais aussi les faiblesses des mouvements sociaux qui cherchent à changer le monde sans prendre le pouvoir? Doit-on privilégier des alternatives qui s'inscrivent dans la politique «réellement existante»? Comment définir cette politique «réellement existante»? Et, dans ce sens, quels rapports envisager entre les mouvements sociaux et les arènes politiques du pouvoir? Autant de questions que le présent numéro cherche à analyser à partir du cas argentin pour les luttes présentes et futures.

Natalia Hirtz

« – Pourrais-tu me dire quel chemin je dois suivre pour sortir d'ici ?, demanda Alice.
– Tout dépend de l'endroit où tu voudras aller, répondit le chat.
– Cela m'est presque égal, dit Alice.
– Alors le chemin que tu suivras importe peu, dit le chat. »
Lewis Carroll, *Les Aventures d'Alice au pays des merveilles*.

Formation, développement et extension du capitalisme en Argentine

Natalia Hirtz, Gresea

Les conditions nécessaires à la formation d'un marché libre du travail, indispensable au développement de rapports de production capitaliste, apparaissent en Argentine au début du XIXe siècle. Ces transformations s'assoient principalement sur la dépossession des conditions matérielles d'existence d'une grande masse d'habitants.

Commence ainsi un processus d'extension sans fin du capitalisme, caractérisé par l'élévation de la productivité du travail, la concentration toujours plus importante du capital (notamment dans le secteur des matières premières) et l'accaparement des terres habitées par des communautés paysannes et indigènes¹, qui, dépossédées de leurs conditions matérielles d'existence viennent allonger la liste des chercheurs d'emploi.

Mais le développement du capitalisme ne se passe pas sans contradictions et les dépossédés ne sont pas des victimes dociles. Cet article cherche à synthétiser quelques aspects de ces relations conflictuelles ainsi que leurs formes de résolution.

Naissance et développement des rapports de production capitaliste

Le développement du capitalisme dans les principaux centres industriels européens au XIXe siècle nécessite la création de nouveaux marchés et l'obtention de matières premières pour alimenter les industries et la population de plus en plus nombreuse. Le capitalisme se développe ainsi au-delà des marchés nationaux. En Argentine, ce phénomène implique le passage d'une économie basée sur l'élevage à une économie de capitalisme

agricole. La structure économique coloniale repose sur l'*encomienda*, un système de regroupement d'indigènes dans un territoire sur lequel ils sont forcés de travailler au champ ou à la mine, pour un *encomendero*. Celui-ci est un

colon à qui la Couronne d'Espagne confie une terre dont il a l'usufruit sans pour autant en être propriétaire. L'*encomendero* jouit donc de terres et d'indigènes (*encomendados*). L'accumulation primitive du capital se situe donc au sein du latifundio (des exploitations agricoles pratiquant l'agriculture extensive) dont la production est essentiellement consacrée à l'approvisionnement de la métropole.

Le capitalisme impose une nouvelle forme de subsumption du travail au capital. Les *encomendados* deviennent des travailleurs « libres », vendant leur force de travail en échange d'un salaire. Mais, le travail libre n'est pas automatiquement accepté par une population habituée à travailler (pour autrui) de manière forcée. La fuite et l'absentéisme seront des pratiques très courantes parmi ces habitants cherchant à se soustraire à la discipline du salariat². À partir des années 1820, des lois draconiennes (connues comme « Loi des fainéants ») obligent les habitants à posséder un certificat de travail sous peine d'être emprisonnés, flagellés et/ou condamnés au travail forcé. Ces lois répondent au refus de la population de vendre sa force de travail et à la pénurie de main-d'œuvre qui en découle.

1. En Amérique Latine « indigène » est venu remplacer le terme « indien », mot lié à l'appellation construite par les conquérants espagnols qui croyaient débarquer en Inde.

2. Lire à ce propos, Román C. Manuel, « Los cambios en la protesta: los trabajadores de las estancias y saladeros. El caso del oriente entrerriano (1850-1862) », PIMSA, Buenos Aires, 2004.

L'indépendance des « Provinces unies de la Plata » est formellement proclamée en 1816. Elle est suivie de guerres de démarcation de territoires qui aboutissent à la séparation du Paraguay et de l'Uruguay (1817), de la Bolivie (1825) et après huit ans de guerres civiles (1816 -1824), à la constitution de la République d'Argentine, officialisée en 1826.

L'extension des frontières ne s'achève cependant qu'en 1881. Au nord du pays, l'occupation des terres habitées par les populations indigènes est achevée en 1876, empêchant celles-ci de perpétuer leur mode de vie ancestral. Dans cette région agricole, la culture du sol nécessite une grande quantité de main-d'œuvre. La réduction des domaines de chasse et l'inaccessibilité des rivières provoquées par la clôture des territoires détruisent l'ancienne économie indigène et créent un contingent de population, disponible pour la production capitaliste. De cette façon, les indigènes habitant le nord du pays sont dépossédés de leurs conditions matérielles d'existence, c'est-à-dire non seulement des moyens de production, mais également de leur mode de coopération et d'organisation, et deviennent le réservoir de main-d'œuvre pour l'exploitation agricole.

Dans les régions de la Pampa (centre-est du pays) et de la Patagonie (sud), jusqu'alors sous la domination de la nation mapuche, l'élevage se développe. Celui-ci requiert peu de main-d'œuvre et les populations originaires de ces régions représentent plutôt une menace du fait du pillage du bétail. Dans ces régions, l'extension du territoire national entraîne une guerre de sept ans (1878-1885) durant laquelle des milliers d'indigènes sont exterminés¹.

L'accumulation primitive du capital en cours depuis le XVIII^e siècle, la délimitation des frontières, la conquête des terres et leur exploitation assurent les bases du développement d'un capitalisme agraire. Or, la population en Argentine n'est pas suffisamment nombreuse pour faire face à une demande de plus en plus importante de main-d'œuvre. Entre 1880 et 1899, 1.949.593 migrants arrivent dans le

1. Lire à ce propos, Carrera N. Iñigo, « El problema indígena de la Argentina », RyR, n°4, Buenos Aires, 1998.

pays. La population passe de 1.830.000 en 1869 à 4.044.911 habitants en 1895². Cette croissance démographique et la forte concentration de population dans les grandes villes créent un besoin supplémentaire de biens de consommation et entraînent la création d'industries manufacturières. Le développement de la production capitaliste crée une situation nouvelle pour une part importante de la population. Cette masse devient une classe³. Elle commence à développer des formes de résistance collective et à s'organiser, formant ses premiers syndicats dans les années 1880, dirigés principalement par des courants anarchistes et anarcho-communistes.

Industrialisation, renforcement et institutionnalisation du mouvement syndical

La crise de 1929 a par conséquent une brutale réduction de la demande externe des produits agricoles. Pour trouver une résolution à la crise économique, le gouvernement conservateur-libéral en place, développe des mesures protectionnistes. La production industrielle a été multipliée par trois entre 1935 et

1945. Ce processus entraîne des transformations profondes au sein du mouvement ouvrier. Le processus d'industrialisation accentue la concentration urbaine et ouvrière, il renforce ainsi le nombre des affiliés aux syndicats et transforme leurs structures. En effet, jusqu'en 1930, les syndicats de métiers et ceux des services stratégiques (énergie, transport, etc.) représentent les secteurs les plus dynamiques du mouvement syndical. Dorénavant commencent à émerger des organisations syndicales fortes dans le

2. Godio Julio, *Historia del movimiento obrero argentino. 1870-2000. Tome I. La época de las corrientes sindicales fundadoras. 1870- 1943*, Corregidor, Buenos Aires, 2000, p.70.

3. Nous reprenons ici le concept de classe en soi de Karl Marx. Cette classe ouvrière est constituée par ceux qui, par la vente de leur force de travail, produisent directement ou indirectement une plus-value pour une autre classe qui achète cette force de travail. Ainsi cette classe en soi est constituée par des travailleurs partageant une condition d'exploitation et de domination.

4. Del Campo Hugo, *Sindicalismo y Peronismo. Los comienzos de un vínculo perdurable*, Éd. Siglo veintiuno, Buenos Aires, 2005, p.53.

secteur industriel, organisées au sein de la Centrale Générale des Travailleurs, la CGT (dirigée majoritairement par des militants socialistes et du Parti Communiste), qui visent la formation de syndicats nationaux uniques par secteur d'activité. L'ampleur prise par certains syndicats (organisés par secteur d'activité) commence à limiter les possibilités de réunions où participent tous les membres et donc, à renforcer le pouvoir de la direction, disposant de ressources économiques de plus en plus importantes. Commence ainsi un processus de concentration du pouvoir par quelques dirigeants déchargés de leurs activités professionnelles qui peuvent se consacrer exclusivement à l'activité syndicale. Ce processus engendre une concurrence accrue entre les dirigeants des syndicats les plus importants pour obtenir la direction de la CGT.

Avec le renforcement de l'économie argentine, les ouvriers portent de plus en plus de revendications salariales, cherchant à vendre leur force de travail dans les meilleures conditions possibles. En 1943, un groupe de l'armée, inquiet du devenir économique du pays et des probables conflits sociaux qui marqueraient la fin de la Seconde Guerre mondiale, dirige un coup d'État. Pour ce groupe militaire, il devenait essentiel d'incorporer les ouvriers à un régime politique stable pour éviter les risques de conflits sociaux face à une éventuelle récession économique. Le Colonel Juan Domingo Perón intègre ce groupe. Il y représente un sous-courant national populaire industrialiste. Les militants communistes et syndicalistes sont fortement réprimés et les grèves sont interdites. Le Secrétariat du Travail, dirigé par Perón, devient l'institution chargée de la conciliation obligatoire des conflits du travail. Perón crée une équipe politico-syndicale et octroie des postes privilégiés à certains dirigeants ouvriers. L'ingérence de l'État dans les politiques syndicales devient totale. Le gouvernement réprime toute action qui échappe à son contrôle en même temps qu'il élabore une série

Perón crée une équipe politico-syndicale. L'ingérence de l'État dans les politiques syndicales devient totale : le gouvernement réprime toute action qui échappe à son contrôle en même temps qu'il élabore une série de décrets favorisant une amélioration historique de la condition économique des travailleurs.

de décrets favorisant une amélioration historique de la condition économique des travailleurs¹.

En 1945, un décret établit la liberté syndicale en différenciant deux formes d'organisations: les syndicats simplement inscrits dans un registre spécial et ceux profitant d'une personnalité juridique octroyée par l'État. Ces derniers sont les seuls à pouvoir en-

tamer des négociations concernant les conventions de travail. Or, la personnalité juridique n'était octroyée qu'aux syndicats qui s'abstenaient de mener des actions politiques et qui s'opposaient au communisme. Perón vise à «supprimer la lutte de classes en la supplan-

tant par un accord juste entre ouvriers et patrons»². Il cherche à incorporer l'organisation patronale dans la concertation sociopolitique avec l'État et les syndicats. Il est convaincu qu'avec la fin de la guerre, l'Europe va se soumettre à «l'anticapitalisme russe» et que l'Argentine devra faire face à une crise économique et à «l'infiltration des communistes». Il essaye donc de convaincre les entrepreneurs du fait qu'il est «mieux de donner 30 % à temps que de tout perdre a posteriori»³. Cette alternative n'est pas envisageable pour une large fraction de la bourgeoisie.

Perón acquiert un fort soutien populaire, il forme le Parti Justicialiste (PJ) et lors des élections démocratiques, organisées en 1946, il est élu Président de la Nation. Durant son mandat, il met en marche un programme visant le renforcement de l'industrie par la substitution des produits d'importation. Le projet inclut la nationalisation et le renforcement des services publics. Perón commence ainsi à construire ce qu'il nommera l'État justicialiste, caractérisé par le développement des politiques interventionnistes, industrielles et régulatrices ainsi que par l'organisation d'une nouvelle légitimité so

1. Godio Julio, *op.cit.*, 2000.

2. Discours prononcé par Perón, 1/05/1944. Dans, *Del Campo, op. cit.*, 2005, p. 204.

3. Discours prononcé par Perón, septembre 1944. Dans, *Del Campo, op. cit.*, 2005, p. 225.

ciale-étatique. Elle tourne autour de ce que Perón nommera la *Comunidad organizada*, une forme de société dans laquelle les divers groupes d'intérêt soumettent leurs différences à la supervision d'un État capable d'harmoniser les exigences des divers secteurs et de neutraliser les conflits de classe.

L'État justicialiste est aussi caractérisé par l'interdiction des journaux ou des écrits de certains partis politiques, l'ingérence au sein des syndicats et le développement de stratégies par lesquelles Perón parvient à placer ses hommes de confiance au sein de la direction de la CGT. À travers la reconnaissance officielle de certains syndicats portant exclusivement des revendications économiques et se chargeant de contrôler «*l'introduction de la politique et des idéologies étrangères*»¹, Perón favorise l'affiliation des ouvriers à ces syndicats devenus les seuls détenteurs de la résolution de leurs problèmes. La culture nationale populaire interclassiste du péronisme va s'imposer au bagage politico-syndical des mouvements socialistes, communistes et anarchistes.

La politique économique régulatrice et la Déclaration des Droits des Travailleurs (de 1947) créent les conditions nécessaires à la formation de la colonne vertébrale syndicale du Parti Péroniste. Les acquis les plus importants sont: le salaire annuel complémentaire, la généralisation des congés payés, l'extension du droit à la pension, le paiement des indemnités de licenciement ou d'accident de travail et l'assurance-maladie.

Les syndicats deviennent des organisations multifonctionnelles. À travers la création d'œuvres sociales, ils se chargent de la prestation d'une multiplicité de services comme la santé, le loisir ou la fourniture d'aliments. Le nombre d'affiliés entre 1946 et 1954 est quasiment multiplié par trois tandis que le nombre de réunions syndicales ainsi que celui des participants ne fait que chuter². Le renforcement de l'affiliation syndicale est également encouragé par la législation de la «cotisation automatique». Les travailleurs doivent rédiger une demande explicite pour être désaffiliés du syndicat. Et la désaffiliation

1. Discours prononcé par Perón, 25/06/1944. Dans, *Del Campo op. cit.*, p. 215.

2. Sources: Doyon Louise, «*La formación del sindicalismo peronista*», dans Torre Juan Carlos (dir.), *Nueva Historia Argentina. Tomo 8. Los años peronistas (1943-1955)*, Ed. Sudamericana, Buenos Aires, 2002.

implique leur exclusion du système d'œuvres sociales. Le projet d'industrialisation rencontre des difficultés majeures après la fin de la Seconde Guerre mondiale. En effet, la demande des produits agricoles diminue fortement et, à partir de 1949, les prix des matières premières chutent produisant une crise dans le secteur agricole avec de forts impacts sur l'activité industrielle. La production et les salaires diminuent tandis que l'inflation augmente.

En 1952, Perón gagne une nouvelle fois les élections présidentielles. Son gouvernement est marqué par un contexte international bien différent et par des difficultés économiques grandissantes. Il lance une nouvelle phase de substitution des produits d'importation impliquant des machines et d'autres outils de production. Mais, l'État ne compte pas de ressources suffisantes pour mener à bien cette tâche. Perón fait donc appel aux capitaux étrangers.

La législation concernant les investissements des firmes étrangères devient plus flexible, souvent au détriment du respect des clauses nationales qui avaient été introduites quelques années plus tôt. En outre, les salaires et les prix sont gelés durant deux ans, ce qui implique la suspension des négociations collectives entre 1952 et 1954³.

Les conflits s'intensifient et l'ingérence de la CGT dans les syndicats ne parvient plus à contenir le mouvement. Le gouvernement est affaibli par la crise économique ainsi que par la diminution de sa légitimité au sein de ses propres partisans. Le 16 septembre 1955, un coup d'État militaire à lieu. Perón part en exil et son parti est proscrit.

Processus de consolidation du modèle agro-exportateur

À la sortie de la Seconde Guerre mondiale, les pays industrialisés cherchent à consolider leurs économies sur base d'un renforcement de la division internationale du travail, consistant à leur assurer une disponibilité abondante et à bas prix des matières premières venant des pays non industrialisés. Ces intérêts rejoignent ceux de l'oligarchie agricole nationale, qui cherche à garder son hégémonie

3. Torre J. Carlos, «*Introducción a los años peronistas*», dans Torre (dir.), *Nueva Historia Argentina. Tomo 8. Los años peronistas (1943-1955)*, Ed. Sudamericana, Buenos Aires, 2002.

économique. Ils trouveront leurs représentants politiques et militaires, chargés de mettre fin au processus d'industrialisation de l'Argentine et aux bénéfices obtenus par la classe ouvrière. C'est par une succession d'interventions militaires (1955-1958 ; 1962-1963 ; 1966-1973 et 1976-1983) que le modèle agro-exportateur parviendra à s'imposer face à une classe ouvrière qui n'est pas prête à lâcher.

Dans le contexte de la guerre froide, un accord secret de coopération entre la France et l'Argentine est signé. Il établit une mission militaire, de 1960 à 1981 à Buenos Aires, à laquelle participent des instructeurs français qui ont acquis des expériences durant les guerres du Vietnam, d'Indochine et d'Algérie où ils ont développé de nouvelles méthodes de « contre-insurrection ». Des méthodes qui seront ensuite enseignées au Western Hemisphere Institute for Security Cooperation. Cet institut sera réorganisé en 1963 et coopérera avec divers États du continent Américain à l'introduction de techniques de « contre-insurrection ». Les militaires argentins mettent en pratique ces nouvelles méthodes pendant la dictature de 1966 à 1973.

Si les dictatures précédentes étaient transitoires, dorénavant le régime militaire porte un projet politique et social précis. Leurs objectifs n'ont pas de limite temporelle. Ce projet nécessite toutefois un soutien populaire, raison pour laquelle l'usage de la violence se fait de manière sélective. Cette dictature introduit également la pratique de la « disparition de personnes », qui est utilisée ici de manière sporadique et qui deviendra, lors de la dictature de 1976, un *modus operandi*.

Loin de bénéficier d'un soutien populaire, la dictature déclenche un cycle contestataire marqué par la naissance de trois nouvelles formations syndicales. Le syndicalisme *classiste* (majoritairement dirigé par des militants maoïstes et trotskistes) ; le syndicalisme *indépendant* (intégré par des militants indépendants, socialistes et communistes) et le syndicalisme *péroniste combatif* (qui combine la politique sociale et nationaliste de Perón avec celle exprimée par le Mouvement des prêtres pour le tiers monde et par des expériences de guérillas). La CGT se scinde en deux, la CGT des *combatifs* et des *indépendants* et la CGT dirigée par les péronistes *dialoguistes* (qui

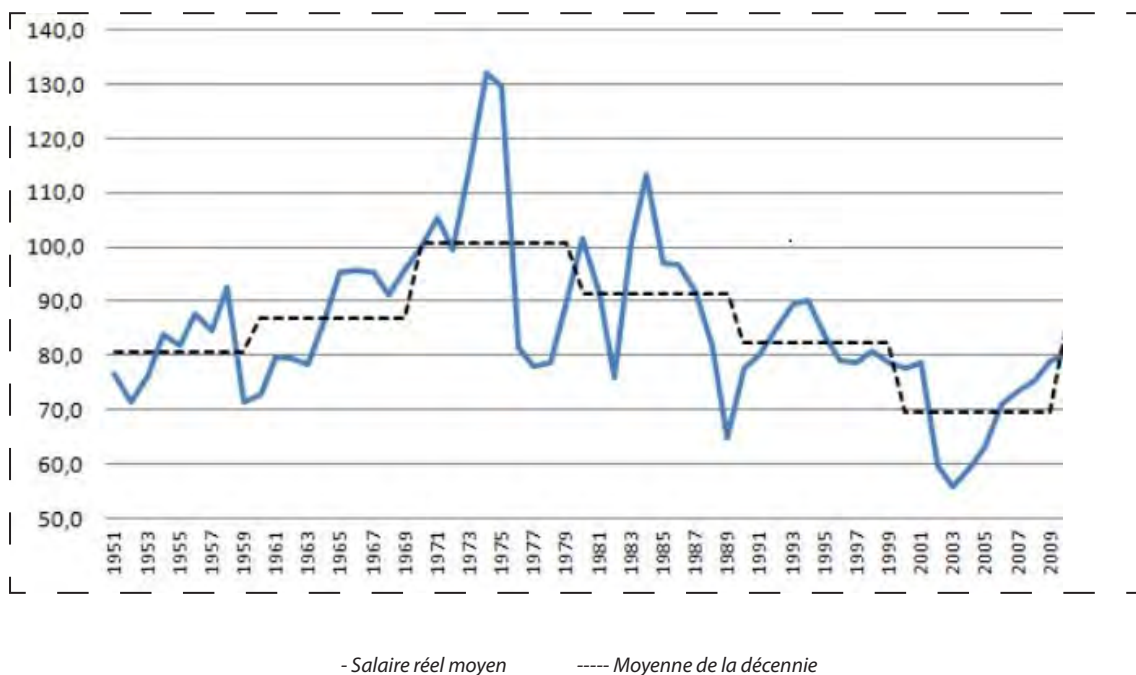
déclare son affinité avec le nationalisme catholique du régime dictatorial en prônant la tactique du « dialogue »). Ces derniers maintiennent le contrôle sur les fonds syndicaux.

La formation des organisations *combatives*, *indépendantes* et *classistes* se développe dans un contexte de mobilisations ouvrières et étudiantes. Elles donnent lieu, en 1969, au *Cordobazo* et au *Rosariazo*: de vastes mobilisations de masses qui occupent la ville et se confrontent aux forces militaires à Córdoba et à Rosario. Ces événements marquent le début de la fin du régime dictatorial. Ils marquent également la rupture des travailleurs avec la direction syndicale *dialoguiste*. En 1972, la liste Marron (*classiste*) gagne la direction du syndicat industriel le plus important de Córdoba, le syndicat de l'automobile (SMATA). À Santa Fe, la liste *classiste* des ouvriers métallurgistes de Villa Constitución prend la direction de la section syndicale. Des soulèvements urbains s'étendent dans le pays. Les partis de gauche sont largement renforcés ainsi que les groupes armés, dont les actions deviennent de plus en plus incontrôlables.

Malgré la répression, les conflits sociaux s'accroissent et les victoires des travailleurs ne sont pas moindres. Comme le montre le graphique ci-après, c'est dans cette période de lutte que les travailleurs parviennent à obtenir des niveaux salariaux historiques.

Cherchant une résolution à la crise sociale et politique, le régime militaire change de stratégie en adoptant des mesures d'ouverture politique. Il instaure des négociations avec Perón, en exil depuis 18 ans, et organise des élections en 1973. Perón apparaît comme le seul espoir pour le rétablissement de l'ordre. Le 11 mars, le péronisme s'impose dans urnes. Ce qui crée une situation d'euphorie sociale. Les occupations des espaces publics et privés se multiplient pour réclamer le départ des autorités et des fonctionnaires identifiés à la dictature. Mais le gouvernement réprime ces pratiques. Des secteurs de la droite péroniste et de la police forment le groupe armé *Alliance Anticommuniste Argentine*, dirigé par Lopéz Rega (ministre des Affaires sociales de Perón) et rejoint par certains dirigeants syndicaux

Salaire réel moyen 1950-2009 (Indice 1960=100)



Sources : Amico Fabián, « Los salarios reales en el largo plazo: surgimiento de un nuevo piso estructural de las remuneraciones en Argentina », CEFIDAR, 2015.

comme le secrétaire général de l'Union des Ouvriers métallurgistes.

Entre juin et septembre 1973, se développe une nouvelle vague de grèves et d'occupations d'usines. Perón édite une loi sur l'allongement de la durée des mandats des dirigeants (*dialoguistes*) de la CGT. Parallèlement, commence l'offensive contre certains gouvernements progressistes des provinces. En janvier 1974, le gouverneur de Buenos Aires est destitué ; un mois plus tard, le gouvernement de Córdoba est victime d'un putsch policier entériné ensuite par Perón lui-même ; en juin, c'est le tour du gouvernement de la province de Mendoza.

Perón décède en juillet 1974 et son épouse, Martínez de Perón, devient présidente. La grève est interdite et les attaques contre les travailleurs s'accroissent. En 1975, un décret appelé «Opération indépendance» est signé, ordonnant aux forces

armées de «neutraliser et/ou annihiler les actions des éléments subversifs»¹. La plupart des dirigeants combattifs, indépendants et classistes sont détenus ou assassinés par l'Alliance Anticomuniste Argentine, responsable d'au moins 900 assassinats entre 1973 et 1975.

En 1975, le ministre de l'Économie, Rodrigo, met en œuvre un plan économique de choc. Il s'agit de mesures libérales radicales, correspondant aux recettes prônées par les économistes de l'École de Chicago. Les syndicats répondent en organisant une grève générale. Rodrigo doit démissionner.

Un nouveau décret ordonne le développement des opérations militaires afin d'«annihiler les actions des éléments subversifs»². Les forces militaires exécutent ces ordres, mais ce projet ne peut

1. Extraits du décret dans Novaro Marcos et Palermo Vicente, "La historia reciente. Argentina en democracia", Edhasa, Buenos Aires, 2004, p. 73.

2. Extrait du décret dans Carrera N. Iñigo et al. Agustín Tosco. La clase revolucionaria, Ed. Madres de Plaza de Mayo, Buenos Aires, 2006, p. 333.

se réaliser sous un régime « démocratique ». Le 24 mars 1976, les trois commandants en chef des forces armées dirigent un coup d'État.

Le « Processus de Réorganisation nationale »

Le régime militaire est autoproclamé « Processus de Réorganisation nationale », en allusion à deux concepts essentiels de cette dictature : il s'agit d'un « processus » et comme tel, il n'a pas des délais prédéterminés, mais des objectifs à atteindre ; ceux-ci visent la « réorganisation » du pays, ce qui implique la mise en œuvre de réformes modifiant radicalement entre autres l'économie et les relations de travail.

Des représentants des grands groupes économiques sont placés à la direction des principaux ministères : le président du Conseil des Entrepreneurs argentins, Martínez de Hoz, est nommé ministre de l'Économie ; le président de la Société Rurale (organisation patronale de propriétaires terriens et d'agriculteurs) Zorreguieta, dirige le Secrétariat de l'agriculture ; Adolfo Díaz, un Chicago Boy¹, directeur exécutif du Fonds Monétaire International (FMI) entre 1967 et 1968, est nommé directeur de la Banque Centrale ; et Guillermo Walter Klein, Vice-président de la Chambre argentine de commerce, est désigné Secrétaire d'État à la Programmation et la coordination économique.

Les mesures adoptées sont la copie conforme de celles imposées au Chili par Pinochet. L'Amérique latine est à l'époque un laboratoire pour tester les politiques néolibérales (une économie libérale et une politique sociale conservatrice) imposées,

1. Des économistes latino-américains formés à l'Université de Chicago, sous l'hégémonie des théories néolibérales développées, notamment, par Milton Friedman. En 1956, l'école de Chicago signe un partenariat avec l'université pontificale catholique du Chili ; des professeurs enseignent sur place et des bourses sont attribuées à certains étudiants pour se former à Chicago. Ce système des bourses s'étend aux autres pays de la région en 1965, avec la création du Centre d'Études économiques latino-américain de l'Université de Chicago, financé par la fondation Ford.

dans la plupart des pays de cette région, par des régimes dictatoriaux dirigés par des militaires formés à la doctrine de « contre-insurrection » au Western Hemisphere Institute for Security Cooperation, du département de la Défense des États-Unis. Au Chili, Pinochet développe les mesures prônées par les Chicago Boys. Au Brésil de nombreux étudiants de Milton Friedman occupent des postes au sein du gouvernement dictatorial. En Uruguay, les militaires invitent Arnold Harberger et Larry Sjaastad avec leur équipe de l'Université de Chicago afin de réformer le régime fiscal et la politique commerciale du pays. En Argentine, ces mesures sont mises en place par la junte militaire à partir de 1976².

Sur le plan sécuritaire, ces régimes sont liberticides. Ils visent l'élimination de toute force « subversive ». Des milliers de personnes sont emprisonnées, torturées et assassinées. La violence physique exercée contre tous ceux qui s'opposent au régime provoque un choc qui, comme le souligne Naomi Klein, « pava la voie à la thérapie de choc économique »³ d'un modèle axé sur les exportations et les avantages comparatifs. Ces régimes adossent leur politique à une vision simpliste de la théorie des avantages comparatifs de David Ricardo. Ils

prônent un libre-échange débridé où chaque pays se spécialise dans la production de biens pour lesquels il dispose de la productivité la plus forte. Les mesures néolibérales sont accompagnées d'une croissance phénoménale de la dette extérieure et d'une influence significative de la Banque Mondiale (BM) sur cette région.

La libéralisation du commerce international et l'attraction des investissements étrangers deviennent les objectifs principaux. L'économie argentine doit s'insérer dans la division internationale du travail, c'est-à-dire, elle doit augmenter sa compétitivité sur base des avantages comparatifs. Le régime procède donc à l'élimination des impôts à l'exportation des matières premières et à la réduction des impôts

2. Klein Naomi, « La stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre », Essai (Poche), 2013.

3. Ibid.

à l'importation. La balance commerciale devient positive. Or, si les exportations des matières premières augmentent, les importations des produits manufacturés aussi. En 1983, le PIB industriel représentait 90 % de celui de 1973¹.

La libéralisation des capitaux implique notamment, la vente incontrôlée des devises étrangères. Cette mesure est combinée avec une surévaluation du peso argentin. Afin de disposer des devises nécessaires, le régime procède à l'endettement extérieur des entreprises publiques. Les dollars de ces emprunts servent à renflouer la Banque Centrale, tandis que ces entreprises reçoivent l'équivalent en pesos et doivent, ensuite, rembourser leurs dettes en dollars. L'État assure ainsi la vente des devises aux grandes entreprises privées afin que celles-ci puissent s'endetter à l'étranger et « investir » dans le pays. Ce mécanisme ne fait qu'augmenter la dette extérieure. De plus, la Banque Centrale procède à l'étatisation d'une grande partie des emprunts des oligopoles privés en 1982, en augmentant considérablement la dette publique qui passe de 4.941 millions de dollars en 1975, à 31.709 millions à la fin de la dictature².

Tandis que les grands détenteurs de capitaux s'endettent à l'étranger, l'augmentation des taux d'intérêt des crédits, après l'introduction des prêts à taux variables par une réforme financière en 1977, restreint les possibilités de financement de nombreux citoyens et des PME, et renforce la concentration du capital.

L'échec de Rodrigo avait montré que ces transformations ne pouvaient pas être introduites sans la désarticulation préalable de toute résistance. La dictature déclare l'illégalité de la CGT; les usines sont placées sous contrôle militaire; les grèves et les réunions politiques sont interdites et les salaires sont gelés par décret. Entre 1976 et 1982, le salaire réel est réduit de 41,5%³. Les travailleurs ne parviendront plus à atteindre les niveaux salariaux qu'ils avaient

1. Godio Julio, *Historia del movimiento obrero argentino. 1870-2000. Tome II. La época de hegemonía del sindicalismo peronista. 1943-2000*, Corregidor, Buenos Aires, 2000, p. 1131.

2. Sources: Lorenz Federico et Adamoli M. Celeste (dir.), « *Pensar la dictadura: terrorismo de Estado en Argentina* », Ministerio de Educación de Argentina, 2010, p. 42.

3. Sources: Amico Fabián, « *Los salarios reales en el largo plazo: surgimiento de un nuevo piso estructural de las remuneraciones en Argentina* », CEFIDAR, 2015, p. 39.

obtenus grâce à leurs luttes entre 1969 et 1974. Les mesures d'austérité portent sur des coupes drastiques dans les services publics, impactant très fortement sur l'enseignement et la santé.

La stratégie répressive n'est plus structurée autour du système pénitentiaire légal, mais autour d'un système clandestin de détention, d'assassinat et de disparition des corps. Elle implique la participation de civils et touche diverses institutions (entreprises, écoles, universités, hôpitaux, églises, syndicats...). La dénonciation d'un « terroriste » est maintes fois utilisée par les entreprises pour résoudre les conflits sociaux. Les syndicats de gauche sont complètement désarticulés. Selon les organisations des droits humains, 30.000 personnes ont disparu durant cette période. Leurs mères sont les premières à dénoncer publiquement le « génocide ». Faute de ne pas connaître le sort de leurs enfants, ces « folles de la place de Mai » commencent déjà en 1977 à manifester en public. Elles marchent en rond devant le siège gouvernemental, et ce sous un régime qui interdit, censure, torture et fait « disparaître » toute manifestation d'opposition. La lutte de ces femmes se fait remarquer au niveau international lorsque, durant la Coupe du monde de football en 1978, la télévision hollandaise montre leur manifestation.

Les assassinats ne sont plus un mystère et le mécontentement général grandit. Le 30 mars 1982, certains syndicats de la CGT organisent un rassemblement devant le siège gouvernemental. Des manifestations similaires sont organisées le même jour dans d'autres villes du pays. Le nombre de participants indique la faiblesse croissante du régime. La Junte militaire tente une nouvelle aventure afin de récupérer une certaine légitimité en se présentant comme défenseur de la « souveraineté nationale » : le 2 avril, les forces armées occupent les îles Malouines. La CGT, dirigée par des péronistes dont la politique nationaliste se base sur l'alliance des classes nationales contre l'impérialisme, soutient cette initiative. Mais cette adhésion ne dure pas, la défaite rapide et humiliante de l'armée face aux Britanniques et la crise économique précipitent la fin du régime. En effet, la libéralisation des capitaux produit une fuite massive des devises qui accentue la dépréciation des taux de change, provoquant une augmentation du taux d'intérêt réel sur la dette et une inflation

galopante. Le 30 octobre 1983, la Junte organise des élections démocratiques. C'est Raúl Alfonsín de l'UCR¹ qui les remporte. En 1985, un procès est organisé, et quelques hauts responsables de la dictature sont condamnés. Cependant, un an plus tard, ce même gouvernement promulgue la *Loi du Point Final*, qui interdit toute poursuite contre les crimes commis pour les plaintes dépassant le délai de prescription de 60 jours, fixé à compter de la promulgation de la loi. Entre temps, des groupes militaires, opposés aux procès judiciaires s'organisent et, en 1987, ils se soulèvent contre le gouvernement qui parvient à négocier leur capitulation en échange de la sanction de la *Loi de l'obéissance due*, qui dispense les responsables des crimes, lorsque ceux-ci ont été commis sous les ordres d'un supérieur. La plupart des litiges sont annulés. Des soulèvements militaires successifs aggravent la stabilité d'un gouvernement qui doit faire face à une importante crise économique. En janvier 1988, le FMI exige une forte dévaluation monétaire alors que l'inflation est de 12 %. Cette mesure ne fait qu'aggraver la situation. L'hyperinflation devient incontrôlable. En 1989, Carlos Menem, candidat péroniste, accède à la présidence.

L'intégration de l'Argentine dans le marché international

Le gouvernement dirigé par Menem achève le processus d'amnistie des responsables des crimes commis pendant la dictature et applique de manière stricte les postulats du «Consensus de Washington»².

1. L'Union Civique Radicale, regroupé des libéraux centristes et des sociaux-démocrates. Fondée en 1891, l'UCR devient l'un des principaux partis politiques argentins. Depuis 1946, le pays est dirigé en alternance par les péronistes et les radicaux de l'UCR, sauf quand les militaires ont confisqué le pouvoir.

2. En 1989, les institutions financières internationales siégeant à Washington (dont principalement, la BM et le FMI) élaborent de nouvelles mesures destinées aux États d'Amérique latine qui se trouvent « en difficulté pour rembourser leurs dettes ». Ce paquet de réformes est connu sous le nom de « consensus de Washington ». Il reprend les 10 mesures rédigées par l'économiste John Williamson et vise, entre autres : une rationalisation des dépenses publiques ; une réforme fiscale ; la libéralisation du commerce international et des investissements étrangers ; la

Les mesures introduites sont marquées par l'austérité budgétaire, la privatisation des entreprises publiques³, des réformes du Code du travail (impliquant une forte flexibilité et une précarisation du travail caractérisées, notamment, par une augmentation de la sous-traitance, des contrats temporaires et intérimaires, l'introduction des primes à la productivité individuelle, l'autorisation du licenciement abusif et la réduction des contributions sociales des employeurs) ainsi que

la surévaluation de la monnaie locale et la réduction des impôts douaniers. Ces dernières mesures ont aggravé la balance commerciale, entraînant l'explosion du déficit commercial et la fermeture de milliers d'entreprises.

Entre 1990 et 2001, l'Argentine signe 58 traités bilatéraux d'investissement (TBI), par lesquels les pays signataires acceptent des règles « de protection des investissements » concernant le traitement que ces États devront accorder aux investisseurs établis sur leur territoire. Si un investisseur estime que ces règles n'ont pas été respectées, il peut saisir un tribunal international constitué conformément aux règles de l'ONU et de la Banque mondiale.

L'introduction de ces politiques a aggravé, en peu de temps, la situation des travailleurs. En 1991, les négociations collectives sont réglementées à travers un décret qui interdit les indexations salariales et permet uniquement des augmentations correspondant à la productivité ; le système de pension est réformé, prolongeant le temps de cotisation nécessaire pour accéder à la pension. Cette situation ne fera qu'empirer durant les années suivantes. Le taux de chômage passe de 7,6 % en 1989 à 17,5 %

privatisation des entreprises et des services publics ; et l'application de taux de change compétitifs.

3. Les grandes privatisations ont concerné : les télécommunications, la compagnie aérienne, le pétrole, l'électricité et le gaz naturel, l'eau, les assurances, les caisses de retraite et les caisses médicales, le chemin de fer, les lignes maritimes, les installations portuaires, les silos à grains, les aéroports, la poste, les aciéries, etc. Ces privatisations ont été suivies par des centaines de milliers de licenciements.



Photos des disparus pendant la dictature militaire, Córdoba, Argentine.
Photo: Raf Custers, 2014

en 1995¹ tandis que le temps de travail journalier augmente: en mai 1988, 33 % des travailleurs ont une charge horaire supérieure aux 45 heures par semaine et 10,9 % d'entre eux travaillent plus de 62 heures. En mai 1998, 42 % des travailleurs dépassent les 45 heures et 15 % travaillent plus de 62 heures².

Face à ces politiques, les actions menées par la CGT sont limitées à défendre les garanties corporatives de la confédération, laissant au second plan les réformes qui concernent les relations de travail. En décembre 1991, une nouvelle rupture au sein de la CGT se produit: l'Association des travailleurs de l'État (ATE) et la Confédération des travailleurs de l'Éducation de la République argentine (CTERA) créent la Centrale des Travailleurs de l'Argentine (CTA). Cette nouvelle Centrale est intégrée par des dirigeants péronistes socio-chrétiens liés à la Centrale latino-américaine des Travailleurs (CLAT). Elle est rejointe par les syndicats des secteurs les plus touchés par les ajustements structurels, c'est-à-dire par certains syndicats des secteurs privatisés et des syndicats appartenant au secteur public.

Dans ce contexte, en 1993, un nouveau cycle de luttes survient, durant lequel les actions sont majoritairement portées contre les conséquences des politiques néolibérales et principalement menées par les groupes les plus touchés par celles-ci: les travailleurs sans emploi et les employés du secteur public. Les mobilisations s'intensifient et en 2001,

1. Sources: Ferreres Osvaldo J., (dir.), *Dos siglos de economía argentina (1810-2004): Historia argentina en cifras*, El Ateneo/Fundación Norte y Sur, Buenos Aires, 2005.

2. Carrera N. Iñigo, « La situación de la clase obrera en la argentina del capital financiero », *Theomain* n°19, Buenos Aires, 2009.

un mouvement de grande ampleur renverse quatre présidents successifs.

En 2003, dans un contexte de crise institutionnelle, Nestor Kirchner remporte les élections et cherche à repositionner l'État en acteur régulateur. Cependant, la progression de la mondialisation néolibérale ne s'arrête pas. En effet, l'introduction des politiques néolibérales s'inscrit dans une nouvelle phase d'accumulation capitaliste où, l'intégration de l'Argentine dans le marché international implique un processus de spécialisation du système de production agricole à grande échelle, destiné principalement à l'exportation. Durant les années 1990, les nouvelles technologies permettent d'exploiter des territoires et des ressources jusque-là inexploitées. C'est le modèle extractiviste³ qui s'impose, de plus en plus axé sur l'extraction extensive de ressources naturelles et sur l'extension des frontières vers des territoires autrefois jugés « improductifs ». Ce qui implique un nouveau processus d'accaparement des terres et l'imposition des rapports de production capitaliste à des populations paysannes et indigènes. Ce modèle se verra fortement consolidé durant les années 2000.

3. *Modèle d'accumulation « basé sur la surexploitation de ressources naturelles, en grande partie non renouvelables, ainsi que sur l'extension des frontières vers des territoires autrefois jugés improductifs » Svampa Maristella, « Consensus des matières premières, tournant éco-territorial et pensée critique en Amérique latine », Alternatives Sud, vol. 20. Centre Tricontinental-Syllepse, Paris, 2013, p. 35.*

Résistances et auto-organisation à la base

Natalia Hirtz, Gresea

Les plans d'ajustement structurel n'ont pas été appliqués sans résistance. En 1993, un cycle de lutte surgit, caractérisé par des soulèvements populaires qui donnent lieu à de nouvelles formes d'action et d'organisation.

En décembre 1993, la ville de Santiago del Estero est paralysée par des révoltes sociales pendant lesquelles les manifestants occupent l'espace public et incendient le siège du gouvernement. Ces événements marquent un point d'inflexion dans les formes d'organisation et d'action menées et inaugurent un nouveau cycle de révolte¹, caractérisé par l'expansion des soulèvements populaires dans différentes régions du pays durant toute la décennie jusqu'en 2002.

Les actes de révolte qui marquent cette période sont l'embryon d'un processus d'autonomisation dont la forme centrale est l'action directe (particulièrement l'occupation des espaces publics et privés) et l'organisation d'assemblées auxquelles tous les acteurs mobilisés participent. Le mouvement des piqueteros (des travailleurs sans emploi), les assemblées de quartier et les entreprises récupérées par les travailleurs deviennent les emblèmes de ces luttes. Et, bien que chacun avance des revendications particulières, tous expriment une forte remise en question du « contrôle » des élites politiques et économiques sur leurs destinées.

1. Nous reprenons le concept de cycle développé par Nicolás Iñigo Carrera pour désigner un mouvement en spirale et non pas un cercle fermé. Il s'agit d'un processus non linéaire qui sur une période plus ou moins longue, passe par divers moments d'essor (expansion) et par d'autres moments de crise (contraction et stagnation). Carrera Nicolás Iñigo, « Algunos instrumentos para el análisis de las luchas populares en la llamada Historia Reciente », dans López Maya Margarita, Carrera Nicolás Iñigo et Calveiro Pilar (coord.), *Luchas contrahegemónicas y cambios políticos recientes de América Latina*, CLACSO, Buenos Aires, 2008.

Ceci les mène à adopter des formes d'organisation « horizontales », régies par des décisions prises en assemblées générales auxquelles tous les membres participent. Par ce moyen, ils visent l'autogestion de l'espace (quartier, usine, communauté...) et de leurs vies.

Révoltes et émergence de nouvelles formes d'action et d'organisation

Les 16 décembre 1993, le syndicat des enseignants de Santiago del Estero (affilié à la CTA²), accompagné des organisations de travailleurs de la santé publique et des partis révolutionnaires, convoquent une mobilisation pour protester contre les retards de paiement des salaires. La mobilisation devient massive. Celle-ci est ralliée par une large couche de la société (travailleurs, chômeurs, étudiants...) et débouche sur un véritable soulèvement populaire. Les manifestants occupent la ville durant deux jours et incendient les sièges des trois pouvoirs d'État (législatif, exécutif et judiciaire) ainsi que les maisons de certains dirigeants politiques et syndicaux. Il s'agit d'une lutte spontanée où les manifestants improvisent des assemblées afin de discuter rapidement les diverses propositions. Durant ces assemblées surgissent des leaders dont certains sont des militants syndicaux ou politiques, sans qu'aucune organisation n'ait la mainmise sur la lutte. Les actions sont organisées de manière occasionnelle et transitoire. Il s'agit d'une révolte défensive exprimant un sentiment d'indignation³.

2. Voir annexe, en page 16

3. Lire à propos du Santiagueño, Carrera Nicolás Iñigo et Cotarelo María Celia, « La protesta social en los '90. Aproximación a una periodización », PIMSA, Buenos Aires, 2000.

Le *Santiagoñazo*¹ marque le point de départ d'un mouvement exprimant une rupture entre les représentants politiques et la population. Il est caractérisé par l'organisation en assemblée et la recherche d'autonomie vis-à-vis des directions politiques et syndicales.

Des soulèvements similaires ont lieu à Jujuy et à Salta en 1994. En 1996 et 1997, plusieurs villes sont la scène de confrontations sociales pendant lesquelles des barrages routiers sont massivement utilisés, permettant aux manifestants d'occuper la ville durant plusieurs jours².

Le 20 juin 1996, à Cutral C6 - Plaza Huincul (en province de Neuquén) un soulèvement populaire occupe la ville durant une semaine. Une nouvelle lutte touche cette ville en avril 1997, où les barrages routiers se prolongent dix jours durant (du 9 au 18 avril). Notons que deux tiers des ouvriers de la compagnie pétrolière argentine YPF (Yacimientos Petrolíferos Fiscales) travaillent à Cutral C6 - Plaza Huincul, jusqu'en 1992, période à laquelle l'État licencie plus de 90% des employés et privatise ensuite cette entreprise. À ces pertes d'emplois, s'ajoutent celles correspondantes à d'autres privatisations et mesures d'austérité (impliquant la réduction du personnel du secteur public). Le chômage passe de 3,6% en 1992, à 26% en 1996, on y retrouve 80% d'anciens travailleurs des entreprises privatisées. C'est dans ce contexte que les nouveaux chômeurs du secteur pétrolier et des télécommunications (également privatisé) commencent à s'organiser. Ils sont rejoints par une large couche de la communauté qui proteste contre l'augmentation de la facture d'énergie. Le 20 juin 1996, ils procèdent à l'occupation des routes afin de bloquer la circulation des marchandises³. En articulant piquets de grève et barrages routiers, ils forgent un nouvel outil de lutte. Le piquet de route a pour objectif de bloquer le processus final de la

production, c'est-à-dire sa distribution. Ils forment ainsi les premières organisations piqueteras (par allusion à leur outil de lutte) dont les décisions sont prises en assemblée et qui portent pour revendication l'emploi⁴. Mais, leur lutte vise également la gestion des programmes sociaux, fortement monopolisés par les organisations qui intègrent le réseau politique des partis gouvernementaux⁵.

Des événements similaires se produisent ailleurs, où les travailleurs sans emploi sont rejoints par les employés publics (notamment de la santé et de l'enseignement). Les villes de Tartagal et de General Mosconi (dans la province de Salta) sont occupées durant le mois de mai 1997, en même temps que la ville de Jujuy (nord du pays) et celle de Cruz del Eje (dans la province de Córdoba).

Lors de ces occupations, les formes d'organisations déployées afin de maintenir les barrages des routes deviennent plus systématiques : des assemblées sont organisées quotidiennement et les participants commencent à revendiquer cette pratique comme forme d'organisation « horizontale » et « démocratique ». Ils formulent des règles afin de protéger ces principes, par exemple la révocabilité des délégués des assemblées de chaque barrage de route (se trouvant dans divers endroits de la ville) qui se chargent de coordonner les actions entre chaque barrage et de représenter l'assemblée devant les responsables gouvernementaux. Ils doivent consulter l'assemblée sur les discussions avec ces derniers avant de parvenir à un accord⁶. En effet, le délégué est un porte-parole élu de l'assemblée (et non pas un représentant ou un dirigeant) : son rôle se limite à transmettre les décisions prises par le vote de la majorité.

1. Le suffixe « azo », ajouté au nom d'une ville, désigne un soulèvement populaire.

2. Entre 1989 et 1996, cinquante barrages de routes ont été réalisés, tandis qu'en 1997, il y a eu 104 barrages (Longo Roxana et Korol Claudia, « Criminalización de los movimientos sociales en Argentina », dans, Buhl Kathrin et Korol Claudia (coord.), *Criminalización de la protesta y de los movimientos sociales*, Instituto Rosa Luxemburg - Stiftung/ Rede Social de Justiça e Direitos Humanos, São Paulo, 2008, p. 25).

3. Voir le documentaire « Huellas de un siglo: puebladas de Cutral C6 y Mosconi » de Fontán Gustavo (<http://www.tvpublica.com.ar/programa/huellas-de-la-historia/>).

4. Lire à ce propos, Svampa Maristella et Pereyra Sebastián, *Entre la ruta y el barrio. La experiencia de las organizaciones piqueteras*, Ed. Biblos, Buenos Aires, 2004.

5. Durant les années 1990, divers programmes sociaux sont créés pour pallier la situation d'appauvrissement de la population. Ces programmes sont concentrés par le réseau du parti justicialiste et distribués au sein de leurs adhérents. Les piqueteros combattent fortement ces pratiques clientélistes, en réclamant la gestion des programmes.

6. Lire à ce propos, Klachko Paula, « Las formas de organización emergentes del ciclo de la rebelión popular de los '90 en la Argentina », PIMSA, Buenos Aires, 2007.

En 1997, la création d'organisations de travailleurs sans emploi se multiplie dans diverses régions du pays. Notamment dans la banlieue de la ville de Buenos Aires. Le mouvement piquetero devient un véritable acteur social. En 2001, les piqueteros commencent à organiser des Assemblées Nationales et des journées de Lutte Piqueteras (auxquelles concourent aussi d'autres secteurs et organisations sociales). Celles-ci deviendront de véritables espaces d'articulation des luttes. Les piqueteros participent aux quatre grèves nationales organisées en 2001, en bloquant des routes dans tout le pays et en organisant des mobilisations massives.

Lors de ces soulèvements populaires émergent également les assemblées de quartier, moyen par lequel les voisins continuent à s'organiser suite à ces révoltes.

Dans ce climat d'effervescence sociale surgissent les premières entreprises récupérées par les travailleurs. En 1991, dans la ville de Paraná, la fabrique de briques et de tuiles en céramique Coceramic S.A se déclare en faillite et licencie ses travailleurs. Face à cette situation, les ouvriers occupent l'usine et relancent la production. Coceramic S.A est la première entreprise récupérée par les travailleurs dans le pays. Des phénomènes similaires se produisent ensuite dans diverses régions de l'Argentine. Entre 1992 et 2000, vingt-neuf entreprises sont récupérées.

Les récupérations se développent comme une alternative à la fermeture des entreprises: les travailleurs occupent d'abord l'entreprise et relancent, ensuite, la production et la vente de produits. Ces luttes se déroulent dans un contexte économique sans précédent: le déficit de création d'entreprises privées, comparé aux fermetures, a été de 48.000 entre 1998 et 2002. Ceci s'est traduit par une suppression de 431.000 emplois¹. Dans ce contexte, la récupération des entreprises apparaît aux yeux des travailleurs comme une alternative pour conserver leurs sources de revenus. En 2001, le nombre d'entreprises récupérées double et leurs travailleurs forment leurs premières organisations.

1. Sources: Castillo Victoria et al., "La creación de nuevas empresas durante la etapa post-convertibilidad (2003-2005): impacto sobre el empleo asalariado registrado", dans *Trabajo, ocupación y empleo. Salarios, empresas y empleo 2003-2006, Serie Estudios N°5*, 2006, p.43.

Ils marquent de la sorte, la naissance d'un nouvel acteur social: le mouvement des entreprises récupérées². Durant cette période, les travailleurs gèrent l'entreprise en organisant des assemblées générales où tous participent. Ils décident également de distribuer les bénéfices selon le temps consacré au travail et non pas selon la tâche effectuée. Ils visent ainsi, une forme d'autogestion caractérisée par les principes de « démocratie » et d'« horizontalité ».

Le gouvernement de l'Alianza

Des élections présidentielles sont organisées en octobre 1998. Afin de rivaliser contre le Parti Justicialiste (qui maintient son projet néolibéral), l'Union Civique Radicale (UCR)³ forme une coalition avec le Front Pays Solidaire -FREPASO (une alliance entre péronistes ayant rompu avec la direction du Parti Justicialiste, le Parti Socialiste et le Parti démocrate-chrétien). Ils fondent l'Alianza qui se présente, durant la campagne électorale, comme un parti visant la réactivation économique et la lutte contre la corruption.

L'Alianza gagne les élections. Fernando de la Rúa (dirigeant de l'UCR) est élu président de la Nation. Malgré le discours tenu lors de la campagne électorale, les mesures introduites par cette coalition correspondent au modèle néolibéral. Pour les travailleurs, ces politiques impliquent le gel et la réduction des salaires ainsi que l'allongement de l'âge de la retraite et la baisse des pensions.

En 1999, l'Argentine entre dans une phase de récession économique. Le taux de chômage continue à grimper, le salaire réel des travailleurs diminue et les retards de paiement des salaires deviennent de plus en plus fréquents. L'endettement public et la dépendance du pays vis-à-vis des organismes financiers internationaux s'accroissent. En 2000, l'Argentine signe un accord avec le Fonds Monétaire international (FMI), la Banque Mondiale (BM) et la Banque Interaméricaine de Développement (BID) pour recevoir un prêt de 39,7 milliards de dollars, dont 15 milliards seront consacrés au paiement des intérêts

2. Lire à ce propos, Hirtz Natalia, « Entreprises récupérées en Argentine ; l'exemple Brukman : l'usine aux usineuses... et aux usiniers ! », *Gresea Échos N° 82*, 2015.

3. L'un des principaux partis politiques argentins qui depuis 1946, a dirigé le pays en alternance avec le parti justicialiste, sauf en période de dictature.

de la dette à rembourser en 2001 et 6,5 milliards serviront à couvrir le déficit budgétaire prévu cette année. En échange de l'ouverture de la nouvelle ligne de crédit garantie par le FMI, le gouvernement s'engage à réduire le déficit budgétaire, augmenter les taxes et maintenir sans faille la convertibilité fixe du peso en dollar¹.

Trois présidents provisoires sont renversés en quelques jours. Des assemblées de quartier se multiplient pour revendiquer la formation d'une Assemblée constituante. Mais cette alternative ne parvient pas à trouver un consensus.

En mars 2000, le gouvernement propose une nouvelle législation du travail qui est massivement contestée par des manifestations qui culminent par deux journées de grève nationale le 5 mai et le 9 juin. Suite à cette démonstration de force, la CTA et la CGT signent une nouvelle trêve avec le gouvernement. Cependant, certains syndicats locaux continuent la lutte. C'est notamment le cas de travailleurs de la raffinerie de sucre et du transport (du nord du pays), des céramistes de Neuquén et des employés publics (de plusieurs villes du pays). Dans un contexte où les soulèvements populaires et le nombre de grèves convoquées par des sections syndicales se multiplient, la CTA et la CGT commencent à prôner des mesures plus offensives. En 2001, elles organisent quatre grèves nationales.

Les désillusions à l'égard d'une coalition qui était arrivée au pouvoir en promettant une réactivation économique engendrent une totale délégitimation du gouvernement, dont l'Argentinazo (en 2001) sera la plus forte expression. Entre 1999 et l'Argentinazo, des luttes diverses ont contribué à la structuration de formes d'organisation propres à ce cycle de révolte. L'une des plus importantes s'est déroulée à Corrientes.

En 1999, les enseignants de la province de Corrientes entament une grève afin d'exiger le paiement de leurs salaires en retard. Ils s'organisent en dehors de leurs syndicats afin de défendre leurs intérêts les plus urgents. Mais progressivement, ces revendications s'étendent vers d'autres demandes : la destitution des gouverneurs provinciaux et municipaux. D'autres acteurs sociaux (travailleurs avec

et sans emploi, étudiants...) rejoignent cette lutte, connue comme « el aguante », qui se prolongera durant toute l'année. Lors de ces conflits surgiront les «autoconvoqués»: des réseaux de manifestants dirigés par des assemblées et non pas par des partis politiques ou des syndicats. L'organisation des assemblées des autoconvoqués devient plus complexe et plus permanente. Les assemblées choisissent des délégués (révocables)

pour chaque quartier et pour chaque région de la province de Corrientes. En juillet, le gouverneur de la province et le maire de la ville sont contraints de démissionner de leurs postes².

L'Argentinazo

En décembre 2001, l'État est contraint de se déclarer en situation de défaut de paiement dans un contexte où la protestation sociale ne fait qu'augmenter. Le premier décembre 2001, afin d'endiguer la fuite des capitaux - qui atteindra 400 millions de dollars pour la seule journée du 30 novembre³ - le gouvernement interdit les retraits sur les comptes bancaires supérieurs à 250 dollars par semaine (mesure qui est nommée le corralito). Durant ce mois ont lieu des pillages collectifs. Afin de les contenir, le 19 décembre, le gouvernement déclare l'État de siège, ce qui provoque une réaction immédiate dans la ville de Buenos Aires. Des milliers de manifestants descendent dans la rue avec comme mots d'ordre principaux : « à bas l'État de Siège ! » et « qu'ils s'en aillent tous ! ». Il s'agit d'un soulèvement spontané : lorsque l'État de siège est annoncé, des bruits de casseroles commencent à résonner dans la ville de Buenos Aires. Les cortèges sont suivis par des milliers d'habitants de la banlieue et des divers quartiers de la ville qui se dirigent vers la Place de Mai où des confrontations avec les forces « de l'ordre » ont lieu jusqu'au lendemain, moment où De la Rúa annonce sa démission. Le président doit quitter le siège du gouvernement en hélicoptère afin d'échapper à la foule enragée qui entoure le bâtiment. Malgré la violence déployée par les forces policières (on dénombre plus

1. Sources: Scaletta Claudio, « Historia del rescate del FMI. Meta para Argentina. Fin último: evitar la devaluación », journal Página 12, 19/12/2000.

2. Klachko Paula, op. cit., 2007.

3. Sources: Scaletta Claudio, « Los bancos actuaron de autopistas para la fuga », journal Página 12, 22/10/2003.

de trente-cinq morts en deux jours) et contre l'avis de la CGT (qui lève la grève annoncée pour le 21 décembre), les mobilisations se poursuivent. Trois présidents provisoires sont renversés en quelques jours. Après ces démissions répétées, le 2 janvier 2002, le Congrès nomme Eduardo Duhalde pour achever le mandat présidentiel.

Ces journées de lutte ont renforcé les organisations existantes et favorisé le développement de nouvelles formes d'organisation. Les récupérations des entreprises se multiplient rapidement et deviennent un véritable mouvement social, les piqueteros sont renforcés et des assemblées de quartier, dont la plupart réunissent entre 50 et 100 militants, s'organisent dans tout le pays¹. L'année 2002 est marquée par la formation de réseaux de solidarité qui donnent naissance aux clubs de troc, aux centres de santé de premiers soins ou aux cantines populaires. Des actes de révolte plus spontanés et circonstanciels poursuivent leur développement durant cette année, tout comme les actions portées par des épargnants privés de l'accès à leur compte. Ils réagissent en détruisant les distributeurs de billets et les vitrines des banques, lesquels seront protégés par d'énormes barrières métalliques qui ne seront retirées que deux ans plus tard.

Chacune de ces luttes est porteuse de revendications propres aux intérêts du groupe, mais elles ont toutes en commun la volonté de rompre avec les rapports de pouvoir et expriment un intérêt commun : le combat contre la corruption, l'appauvrissement et la détérioration des conditions de vie produites par l'introduction des politiques néolibérales². Dès le 22 décembre, des assemblées de quartier se multiplient, notamment pour revendiquer la démission de tous les responsables gouvernementaux et la formation d'une Assemblée constituante³. Mais cette alternative ne parvient pas à trouver un consensus entre certains partis de gauche qui continuent à miser sur le processus électoral classique et

1. En août 2002, il existe plus de 300 assemblées de quartier dans tout le pays.

2. Lire l'article "Formation, développement et extension du capitalisme en Argentine" dans ce numéro.

3. Il s'agit d'une institution collégiale qui a pour tâche la rédaction d'une nouvelle constitution. Selon les organisations qui revendiquaient cette démarche (surtout des assemblées de quartier, des piqueteros et certains partis révolutionnaires, notamment trotskistes), les membres de cette Assemblée constituante devaient être désignés par les assemblées de quartier.

d'autres organisations qui s'opposent à toute forme de pouvoir. L'*Argentinazo* fut ainsi une extraordinaire révolte, mais elle ne parvint pas à se traduire en la formation d'une force sociale capable de porter une alternative politique de manière unifiée.

Annexe : Principaux partis politiques et syndicats argentins

Parti justicialiste (PJ)

Parti politique fondé en 1947 par Juan Domingo Perón. Il est considéré à ce titre comme le parti officiel du péronisme. Il est membre de l'Organisation démocratique chrétienne d'Amérique et de la Conférence permanente des partis politiques d'Amérique latine et des Caraïbes (COPPPAL).

Union civique radicale (UCR)

Parti politique fondé en 1891. Il regroupe des libéraux centristes et des sociaux-démocrates. Il est membre de l'Internationale socialiste depuis 1996 et de la COPPPAL.

Front pour la Victoire (FpV)

Coalition politique fondée en 2003 pour soutenir la candidature aux élections présidentielles de Néstor Kirchner. Sa composition varie selon les circonscriptions électorales, bien qu'elle soit toujours formée autour du Parti Justicialiste, présidé par Kirchner jusqu'à son décès en 2010.

Confédération générale du travail de la République argentine (CGT)

Principal syndicat argentin, fondé en 1930 par des ouvriers socialistes, communistes et des syndicalistes révolutionnaires (en référence au syndicalisme de la CGT française entre 1895 et 1914 dont les précurseurs théoriques furent Georges Sorel, Émile Pouget et Fernand Pelloutier, entre autres). La CGT devient péroniste en 1943. Elle est affiliée à la Confédération syndicale internationale et à la Confédération des travailleurs et travailleuses des Amériques.

Centrale des travailleurs d'Argentine (CTA)

Centrale syndicale fondée en 1991 d'une scission de la CGT. D'orientation politique péroniste, elle est affiliée à la Confédération syndicale internationale et à la Confédération syndicale des travailleurs et travailleuses des Amériques.

Consolidation du kirchnerisme et inflexion des mouvements sociaux

Natalia Hirtz, Gresea

La plupart des organisations qui ont traversé le cycle de révolte proposent, comme le promeut John Holloway*, de « changer le monde sans prendre le pouvoir ». Entre-temps, les élites politiques continuent de gouverner et parviennent, progressivement, à trouver une résolution à la crise institutionnelle.

En 2002, le gouvernement intérimaire, présidé par Eduardo Duhalde, convoque les organisations civiles, syndicales et patronales, à un processus de dialogue social connu sous le nom de Dialogue argentin. Les deux centrales syndicales (la CGT et la CTA¹) et certaines organisations sociales, acceptent d'y participer aux côtés des représentants des Nations unies, de la Banque Mondiale (BM), du Fonds Monétaire International (FMI), de l'Union des Entrepreneurs, ainsi que des ambassadeurs des États-Unis et des pays européens. Le processus politique entamé est marqué par des stratégies politiques alternant répression et dialogue. En effet, les demandes portées par les nouveaux acteurs sociaux commencent à être prises en considération, mais selon les conditions imposées par l'État.

En 2003, Eduardo Duhalde convoque des élections générales et fait appel pour y participer à Néstor Kirchner, gouverneur péroniste de la province de Santa Cruz depuis 1991. Durant son mandat dans cette province, Kirchner soutient la mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel, notamment en approuvant la privatisation de la compagnie pétrolière argentine YPF (Yacimientos Petrolíferos Fiscales)².

1. Voir annexe, en page 16

2. Sans ce soutien la compagnie n'aurait pas pu être privatisée, car la loi prévoyait l'accord de tous les gouvernements des provinces où se trouvaient des gisements.

* Sociologue et philosophe dont le livre « Changer le monde sans prendre le pouvoir », paru en 2002, connu un énorme succès, surtout en Amérique latine.

Cependant à partir de 1996, Kirchner commence à exprimer des divergences avec Carlos Menem. Il prône un discours nationaliste et plus conforme aux transformations politiques exigées par la population lors de l'*Argentinazo*. Si Duhalde soutient sa candidature, c'est parce qu'il a compris que le champ politique argentin avait été transformé par le cycle de révolte, et que pour retrouver une résolution à la crise institutionnelle et politique, une nouvelle forme de *gouvernementalité*³ devenait indispensable.

Le Front pour la Victoire (FpV)

Les partis traditionnels argentins ont perdu beaucoup de crédibilité aux yeux des citoyens qui réclament de nouvelles figures politiques. La crise politique a entraîné des tensions à l'intérieur des partis traditionnels et des scissions ayant pour effet la formation de nouvelles coalitions électorales. Ne parvenant pas à un consensus sur le choix des candidats, le Parti Justicialiste (PJ) ne peut se présenter aux élections présidentielles du 27 avril 2003. C'est la première fois dans l'histoire de ce parti, que leurs représentants rivalisent en formant des nouvelles coalitions électorales. Les principaux rivaux sont Carlos Menem et Nestor Kirchner.

3. Nous reprenons le concept de *gouvernementalité* développé par Michel Foucault pour désigner la rationalité propre au gouvernement. Cette rationalité se retrouve dans les analyses, les institutions, les procédures et les tactiques qui permettent d'exercer une forme spécifique du pouvoir sur la population (Foucault Michel, *Sécurité, territoire, population*, Éd. du Seuil, 2004, pp.111-112).

Lors des élections, la coalition dirigée par Carlos Menem se positionne en première place (avec 24,45 % des voix), suivie de très près par le FpV (22,24 %). Paradoxalement, une partie significative de l'électorat soutient alors les politiques néolibérales en votant pour Menem. Mais ce pourcentage n'est pas suffisant pour assurer son mandat. Les sondages réalisés après les élections montrent que plus de 70 % des personnes interrogées souhaitaient voter pour le FpV lors du deuxième tour. Ce choix n'exprime pas la popularité de Kirchner, mais plutôt l'opposition à Menem et surtout au néolibéralisme qu'il personnifie. Face à l'imminence de son échec, Menem décide de ne pas se présenter au deuxième tour. Kirchner est donc nommé président avec seulement 22,24 % des voix. Il parviendra, toutefois, en très peu de temps, à obtenir une forte popularité. Cinq mois après le début de son mandat, les résultats des sondages indiquent que 87 % des personnes interrogées lui sont favorables¹.

Dans un premier temps, sa popularité relève plus d'un espoir de transformation politique que de véritables améliorations sociales. Le taux de pauvreté continue à croître en 2003. Cependant, un an plus tard, la relance économique² commence à laisser entrevoir quelques résultats positifs pour la population : le pourcentage des foyers se trouvant sous le seuil de pauvreté est alors de 33,5 % (durant le premier trimestre 2004) tandis qu'à la même période en 2002, il était de 42,7%³. Ces chiffres restent néanmoins supérieurs à ceux de l'année 2001, lorsque la population avait répondu par des pillages collectifs de supermarchés en expliquant aux caméras de télévision : « On en a marre de crever de faim ». La croissance de l'économie n'a fait qu'augmenter durant les années qui ont suivi ainsi que l'amélioration des conditions de vie d'une grande partie de la population argentine. Lors des nouvelles élections générales en 2007, le FpV présente la candidature de Cristina Fernández de Kirchner qui devient la première femme présidente de la nation. Réélue lors des élections de 2011, elle obtient un résultat

1. *Journal Página 12*, « Kirchner sigue alto », 14/10/2003.

2. Le PIB était de 270.856 millions de dollars en 2002, 294.792 en 2003 et 321.272 en 2004, retrouvant ainsi le niveau de 1999. Sources: Ferreres Osvaldo J., (dir.), 2005, *Dos siglos de economía argentina (1810 - 2004): Historia argentina en cifras*, Buenos Aires, El Ateneo/Fundación Norte y Sur, p. 34.

3. *Journal Página 12*, « Una cesta cada vez más cara », 8/10/2004.

historique de 54,11 % des voix lors du premier tour. Le FpV brigue ainsi son troisième mandat consécutif, consolidant ce qui porte désormais le nom de courant « kirchneriste ».

Consolidation du « kirchnerisme »

Le FpV est majoritairement intégré par des péronistes du PJ, mais aussi par des représentants de l'Union Civique Radicale (historiquement en concurrence avec le péronisme), des partis plus conservateurs, comme le Parti Rénovateur (de la province de Salta) et des partis plus à gauche comme le Parti Communiste de l'Argentine ou la Confédération Socialiste Argentine. Cette force de « gauche » ne parviendra pas à représenter un poids significatif à l'intérieur de cette coalition qui sera majoritairement dirigée par le courant péroniste. En effet, au regard de la popularité obtenue par Kirchner, peu de temps après les élections, le Parti Justicialiste décide d'intégrer cette coalition et il y sera dominant. En adoptant la stratégie politique péroniste, le FpV montrera divers visages et, selon les conjonctures, jouera le rôle de centre gauche ou de droite. La consigne historique du péronisme consiste à « frapper pour mieux négocier », stratégie qui sera fortement déployée par le kirchnerisme non seulement dans ses relations avec les oligopoles mondiaux et nationaux, mais surtout avec les mouvements sociaux. Le discours nationaliste du FpV consiste à chercher une alliance interclassiste. Si le « peuple » est appelé à l'unité nationale contre les puissances impérialistes, lorsque des accords sont passés avec des multinationales, il devra se soumettre à ces entreprises, présentées comme porteuses de « progrès » et d'emploi⁴.

Croissance économique, emploi et politiques sociales

Avec la sortie de la crise, les taux de pauvreté et de chômage diminuent significativement. Si en 2001, le chômage atteint 21,5% de la population active, il descend progressivement pour atteindre 7,9% en 2008⁵, puis stagne à la baisse (7,3% en

4. Discours et stratégie politique décrits dans l'article de Grégory Lassalle « Hydrocarbures non conventionnels et propagande ».

5. Sources: Instituto Nacional de Estadística y Censos de la República Argentina (INDEC), « Tasa de desocupación (período 1990-2008) ».

2014)¹. Cependant, le salaire réel moyen n'a pas suivi de modifications significatives. Certes, le salaire réel augmente entre 2004 et 2013, mais ne retrouve pas les niveaux antérieurs à la crise: le salaire réel moyen de la période 2004-2013 représente 91% de celui correspondant à la décennie 1990-1999. En 2013, il atteint le niveau de 1998 or, le salaire réel des travailleurs est resté 30% en dessous de celui de 1975 (avant le coup d'État militaire)². En outre, durant les douze ans du gouvernement du FpV, le travail reste précaire: en 2014, 40% des travailleurs exercent leurs activités dans le secteur informel³, sans accès à la protection sociale, à la retraite et sans pouvoir s'organiser syndicalement.

Le premier programme conçu dans le pays pour les personnes sans emploi est instauré durant le gouvernement intérimaire de Duhalde en 2002. Il s'agit du «Plan Jefas y Jefes de Hogar». Ce plan consiste à octroyer un subside de 50 dollars par mois à un chef de famille sans emploi qui dispose de moyens de subsistance insuffisants. En contrepartie, le « bénéficiaire » doit prêter des services à la communauté (entretien des parcs, nettoyage de la voie publique ...) avec une journée de quatre heures (minimum) ou six heures (maximum). En effet, il ne s'agit pas vraiment d'une allocation de chômage, ni d'une aide sociale, mais d'un salaire précaire (sans être considéré comme un salaire et donc sans les avantages salariaux correspondant) pour l'accomplissement d'un travail public.

« Le chômage diminue significativement mais le salaire réel moyen de la période 2004-2013 représente 91% de celui correspondant à la décennie 1990-1999 et 40% des travailleurs exercent leurs activités dans le secteur informel ».

Le montant attribué est insuffisant pour couvrir les besoins élémentaires d'une famille. L'application de ce programme permet au gouvernement de diminuer artificiellement le taux de chômage. Les bénéficiaires ne sont plus enregistrés comme tels, ce qui explique, en grande partie l'extraordinaire diminution du taux de chômage à partir de son application en 2003.

En 2006, le «Plan Jefas y Jefes de Hogar» est remplacé par deux nouveaux programmes: une aide à la formation et le «Plan Familias». Le premier concède une formation d'une période maximale de deux ans, durant laquelle le «bénéficiaire» reçoit une aide économique de 75 dollars par mois. Le deuxième est destiné aux parents (d'au moins deux enfants) ne disposant pas d'un diplôme d'enseignement secondaire. Ils peuvent accéder à une aide de 90 dollars par mois jusqu'à la fin des études. Le remplacement du «Plan Jefas y Jefes de Hogar» par ces deux nouveaux programmes s'est traduit par une diminution du nombre des personnes accédant aux subsides. Les critères sont devenus plus sélectifs et la période pendant laquelle le «bénéficiaire» peut y accéder est déterminée par le temps de formation.

Durant le gouvernement du FpV, des nouveaux programmes sont créés, bénéficiant à d'autres secteurs de la population, notamment à travers les allocations familiales (pour les familles les plus démunies) et le système intégré de retraites pour les femmes au foyer qui bénéficient tant aux femmes aisées qu'aux travailleuses du secteur informel (36% des travailleuses à ce jour).

Enfin, d'autres programmes sont créés afin de «favoriser la culture du travail» à travers l'octroi de microcrédits et de subsides. Ceux-ci sont destinés aux travailleurs sans emploi pour la formation de coopératives consacrées aux travaux publics. La création de ce type de programme remonte aux années 1990, dans un contexte où les réformes structurelles impliquaient des privatisations d'entreprises publiques et des coupes budgétaires dans des

1. Sources: « Fondo Monetario Internacional. Informe País del FMI N°16/69. Argentina. Evolución económica », Février 2016, p. 32.

2. Kornblihtt Juan, Seiffer Tamara et Villanova Nicolás, «De la caída relativa a la caída absoluta del salario real en la Argentina (1950-2013)», Red de Revistas Científicas de América Latina y el Caribe, España y Portugal, 2014, p. 47.

3. Sources: Bertranou Fabio et Casanova Luis, «Informalidad laboral en Argentina: Segmentos críticos y políticas para la formalización», Buenos Aires, Oficina de País de la OIT para Argentina, 2014, p.18.

secteurs comme la santé, l'éducation ou la sécurité sociale. De nombreuses coopératives se sont créées grâce à des microcrédits destinés aux travailleurs d'entreprises publiques, licenciés suite aux privatisations. En formant leurs propres coopératives, les travailleurs offrent leurs services à ces mêmes entreprises. C'est notamment le cas des coopératives créées suite à la concession de l'industrie pétrolière et des voies ferrées qui n'ont, pour la plupart, pas prospéré¹. D'autres coopératives se forment suite aux privatisations des services publics essentiels à la population (dont notamment le traitement et la distribution d'eau) afin de continuer à fournir ces services dans des régions peu rentables pour les multinationales.

Certains programmes sociaux, présentés comme des initiatives « progressistes », ne sont qu'une continuation de la logique néolibérale, destinés à l'autocréation d'emploi et à « l'autogestion » de la population dans certaines localités où l'État reste désinvesti.

Si en 1990, 193 coopératives se sont créées sur la base de ces programmes, leur nombre atteignait 2.428 en 2005². Ce chiffre ira en augmentant les années suivantes, car le FpV multiplie le nombre de programmes et de budgets qui leur sont consacrés. Selon les sources du gouvernement national, il existe en 2010 plus de 11.357 coopératives dont 1.300 offrent des services publics approvisionnant « 5 millions de personnes dans tout le pays et fondamentalement les régions où les entreprises privées sont absentes, car elles sont peu rentables »³. Les bénéficiaires de ces « programmes sociaux » se chargent, en effet, de réaliser des activités peu rentables pour les multinationales et pour l'État, qui parvient de cette manière à limiter le nombre de employés publics et à rendre ce travail de plus en plus précaire et informel.

1. Slutzky Daniel, Di Loreto María et Rofman Alejandro, 2003, « experiencias autogestionarias en un marco de crisis económico-social inédita: las empresas recuperadas », 6to Congreso Nacional de estudios del trabajo: Los trabajadores y el trabajo en la crisis. Universidad de Buenos Aires. Centro de Estudios Urbanos y Regionales, 13-16 août 2003, p. 8-9.

2. García Alejandro, *Manual de economía popular. Cuando la solidaridad es una cuestión de pobres*, Buenos Aires: Punto de encuentro, 2006, p. 74.

3. Sala de Prensa de Presidencia de la Nación "Notable expansión cooperativa en producción y servicios", 28/3/2010. <http://www.prensa.argentina.ar/2010/03/28/6410-notable-expansion-cooperativa-en-produccion-y-servicios.php>.

En effet, chaque associé de la coopérative reçoit un subside qui est bien inférieur au salaire d'un travailleur public. L'État ne doit donc pas assumer les contributions sociales de ces travailleurs et parvient, en même temps, à réduire le coût du salaire net de ces postes. Ainsi, ces programmes, présentés comme des initiatives « progressistes », ne sont qu'une continuation de la logique néolibérale, consistant à

déployer des programmes destinés à l'autocréation d'emploi et à « l'autogestion » de la population dans certaines localités où l'État reste désinvesti, au lieu de développer une véritable politique publique de solidarité collective.

Des mouvements sociaux affaiblis

Après un an et demi de présidence intérimaire, de nouvelles élections ont lieu. Aux yeux de certains activistes, elles apparaissent comme une possible ouverture politique. Cette situation produit des réalignements politiques au sein des mouvements sociaux. Elle implique la fragmentation de ceux-ci et la consolidation des nouvelles organisations soutenant le « projet » kirchneriste et chargées de mettre en œuvre des programmes sociaux. C'est notamment le cas du « Plan Jefas y Jefes de Hogar » (partiellement financé par un crédit octroyé par la Banque Mondiale). Peu de temps après sa création, le nombre d'inscrits, qui remplissent les critères pour y accéder, est de 2,2 millions. Or, le budget octroyé n'est pas suffisant et seulement un million de chefs de famille peuvent y accéder⁴. Le budget est donc octroyé aux municipalités et aux communes et distribué par des Conseils de Consultation (désignés par chaque municipalité) où sont représentés des syndicats, des entrepreneurs et des organisations sociales. Le plan comporte également un Conseil de Consultation National qui regroupe des représentants de l'Église, des organisations non gouvernementales (ONG), la Confédération Générale du

4. Sources: Valente Marcela, "Sociedad-Argentina: Generosa ayuda de difícil acceso", Inter Press Service, Août 2006.



Camion en panne, Buenos Aires. Photo: Raf Custers, 2014

Travail (CGT), certaines organisations piqueteras¹ ainsi que la Société Rurale et l'Association des Banques Argentines².

C'est également le cas d'«Argentina Trabaja», l'un des programmes consacrés à la formation des coopératives. Le budget alloué à ce programme est octroyé aux municipalités et aux communes chargées de distribuer les subsides aux organisations qui, à leur tour, sélectionnent les projets de coopératives bénéficiant de ces programmes. Certaines de ces organisations sont des groupes piqueteros, mais la plupart des programmes sont alloués à la Confédération Nationale des Coopératives de Travail (CNCT), une organisation créée à cette fin et intégrée par un secteur de la Centrale des travailleurs d'Argentine (CTA), des confédérations de coopératives, et de représentants d'un secteur du mouvement des entreprises récupérées par les travailleurs³.

Ce système de distribution des programmes a des répercussions importantes sur les mouvements sociaux. Non seulement il favorise un climat de concurrence entre les organisations sociales, mais il encourage également la complicité avec les diverses instances gouvernementales chargées d'allouer ces subsides. En effet, le budget attribué à la mise en œuvre du programme « Argentina Trabaja » comme du « Plan Jefas y Jefes de Hogar », est fortement concentré dans les communes et les municipalités de la province de Buenos Aires, privilégiant les bourgmestres péronistes (base de soutien du gouvernement national) lesquels, grâce à l'emploi de ces ressources, s'assurent le soutien (ou au moins, une forme de complicité) des organisations sociales qui gèrent leur distribution. Les organisations proches des bourgmestres concentrent la plupart de ces programmes, tandis que pour d'autres, l'accès reste très difficile. En outre, comme ces organisations distribuent les subsides à leurs membres, leur taille ne cesse de grandir, devenant des organisations intégrées par quelques militants (de plus en plus professionnalisés et dévoués à la gestion des programmes) et un grand nombre de «bénéficiaires».

La distribution des budgets aux organisations sociales suscite certains scandales de corruption. L'un des plus emblématiques concerne l'association des Mères de la Place de Mai. En 2012, son avocat et gérant, Sergio Schoklender est condamné pour détournement de fonds publics que ladite association réserve pour la construction de logements sociaux à travers le programme «Mission rêves partagés»⁴.

1. Le mouvement piquetero n'est pas homogène, il est intégré par diverses organisations qui sont parfois en confrontation. Ainsi en 2002, se sont formés deux blocs bien distincts. En effet, suite aux événements des 19 et 20 décembre 2001, un groupe de piqueteros participe au Dialogue argentin (et à la cogestion des plans sociaux), tandis qu'un autre refuse ces négociations et exige la démission du gouvernement intérimaire et la formation d'une Assemblée constituante.

2. Svampa Maristella et Pereyra Sebastián, *Entre la ruta y el barrio. La experiencia de las organizaciones piqueteras*, Buenos Aires: Editorial Biblos, 2004 p. 100.

3. Comme développé dans le Gresea Échos N° 82, intitulé « Entreprises récupérées en Argentine ; l'exemple Brukman : l'usine aux usineuses... et aux usineurs ! », ce mouvement est représenté par diverses organisations. Seulement l'une d'entre elles a participé à la mise en œuvre des programmes consacrés à la formation des coopératives (la Fédération Argentine des Coopératives des Travailleurs Autogérés).

4. L'État avait versé 129 millions d'euros à la fondation pour la construction de 5.600 logements sociaux. Selon la justice, 50

Ce scandale de corruption est un coup dur pour les membres de cette association, qui sans être au courant de ces malversations, sont directement pointés du doigt par les groupes liés à la dictature militaire. Ces derniers se serviront de cette affaire pour promouvoir l'idée selon laquelle les « droits humains sont devenus une bonne affaire », phrase qui sera utilisée durant la campagne électorale de Mauricio Macri (en 2015), mobilisant ainsi une partie de son électorat, contre la corruption.

Enfin, l'intégration dans les ministères et secrétariats d'État de certains militants sociaux et syndicaux¹ ainsi que l'attribution des budgets à des organisations sociales, a fortement affaibli la légitimité de ces organisations.

Fin de l'impunité et récupération de la bannière des droits humains

À travers la récupération de la bannière des droits humains, le FpV obtient le soutien de nombreuses organisations sociales, notamment celui des Mères de la Place de Mai et d'HIJOS². Le décret de 2003, déclarant comme anticonstitutionnelles les lois d'amnistie contre les crimes commis durant la dernière dictature militaire permet la réouverture des litiges.

La fin de l'immunité dont jouissaient les responsables des crimes de la dictature représente une énorme avancée pour les droits humains. Cependant, elle n'assure pas en elle-même la condamnation de tous les responsables de cette période.

millions d'euros furent versés à une société-écran appartenant à Schoklender.

1. De certaines organisations piqueteras (Barrio de Pie, Patria Libre et Fédération Tierra y Vivienda), de l'organisation de droits humains HIJOS (intégré par des fils des disparus durant la dictature militaire), des dirigeants syndicaux (CGT et CTA) ou des organisations des entreprises récupérées par les travailleurs (MNER et FACTA), entre autres.

2. Organisation qui regroupe des fils des victimes de la dictature militaire.

En dix ans, environ 500 militaires ont été condamnés, mais il en reste entre 1500 et 1800 en attente de jugement. Il faut souligner que cette loi concerne exclusivement la dernière dictature (1976-1983) et non pas le régime militaire de 1966-1973, ni les crimes commis par l'Alliance Anti Communiste entre 1973 et 1975 (responsable d'au moins 900 assassinats). En outre, tous les procès contre les acteurs privés sont toujours bloqués.

La plupart concernent des cadres de multinationales comme Mercedes Benz ou Ford, accusés d'avoir coopéré avec la junte militaire, en lui fournissant des informations sur des ouvriers à faire « disparaître » et, dans le cas de Ford, d'avoir autorisé l'établissement d'un centre de torture dans l'entreprise. Les retards de ces procès sont notamment liés aux désaisissements successifs des juges sous divers prétextes. La volonté politique peut facilement être mise à sac par la volonté des tribunaux (particulièrement lorsqu'on touche aux intérêts des capitaux). Cependant, cette volonté politique n'est pas démesurée. Le gouvernement n'a jamais demandé l'ouverture des archives de la dictature, un élément central qui aurait permis d'accélérer et de renforcer les procès ainsi que d'ouvrir de nouvelles pistes pour la recherche sur le déroulement des événements.

Les condamnations des crimes de lèse-humanité sont le résultat d'une lutte menée pendant plus de quarante ans par les organisations des droits humains dont les Mères de la Place de Mai. Il ne s'agit pas du mérite exclusif d'un gouvernement. Les condamnations des criminels n'auraient probablement pas eu lieu sans le travail de longue haleine réalisé par ces organisations. En effet, en 1990, lorsque Carlos Menem décrète l'amnistie des militaires, les militants des droits humains se sont rapidement activés pour trouver des alternatives afin de contourner cette Loi et d'avancer sur les enquêtes. Elles se sont d'abord centrées sur le vol de bébés des femmes emprisonnées, enceintes durant la dictature. En effet, la Loi d'amnistie ne prend pas en compte ce délit. Ensuite, ces organisations ont construit un

nouvel outil de lutte, «les procès de la vérité». Même si les responsables des crimes ne pouvaient pas être condamnés, cet outil a permis d'entamer de nombreux litiges, sous l'argument du droit à l'information concernant le déroulement des faits et la destination finale des «disparus». Ces «procès de la vérité» ont constitué des avancements majeurs concernant la reconstitution des faits.

Entretiens, les organisations des droits humains ont eu recours à la justice internationale afin que certains tortionnaires, qui se trouvaient à l'étranger, soient jugés dans ces pays. Ce qui, en 2001, encourage certains juges fédéraux à déclarer le caractère anticonstitutionnel des lois d'amnistie. C'est dans ce contexte qu'en 2003, le Congrès de la Nation déclare les lois d'amnistie non-conformes à la constitution.

Droits humains et luttes sociales

Les avancées des droits humains post-dictature sont malheureusement très maigres. Les recherches concernant la disparition de personnes comme Julio López (une ancienne victime de la torture sous la dictature, disparue en 2006, un jour avant de témoigner dans le procès contre ses anciens tortionnaires), de Luciano Arruga (disparu en 2009, après avoir été séquestré par la police de la province de Buenos Aires) ou de «Rubio del pasaje» (disparu en 2012 dans la ville de Córdoba) n'ont pas avancé. Deux cents personnes ont «disparu» depuis le retour de la démocratie, 4.407 ont été assassinées en rue ou dans des commissariats et 70 lors de manifestations. Parmi elles, 3.070 homicides en rue ou dans des commissariats et 21 assassinats lors des manifestations se sont déroulés durant le gouvernement du FpV¹. Ces chiffres représentent, en moyenne, l'assassinat d'une personne (militants et jeunes issus des classes défavorisées) toutes les 28 heures par les «forces de l'ordre».

En outre, durant cette période «progressiste», plus de 5.000 activistes ont été poursuivis en justice². Citons notamment, le cas de quatre ouvriers pétroliers de las Heras (province de Santa Cruz dont Kirchner fut gouverneur entre 1991 et 2003) qui, accusés d'avoir assassiné un policier durant une grève en 2006, ont été condamnés à perpétuité en 2013, sans preuve convaincante. En attendant, la plupart des auteurs de bavures policières se trouvent en liberté.

La loi anti-terroriste, sanctionnée par le Congrès de la Nation, le 13 juin 2007, sous les recommandations du Groupe d'action financière (institution créée par le G8), a octroyé plus de moyens pour renforcer la répression contre les conflits sociaux.

Enfin, que ce soit par la collaboration avec le gouvernement du FpV ou par leur marginalisation et leur répression, les mouvements sociaux furent extrêmement affaiblis durant cette période «progressiste». Or, l'expérience de ces luttes caractérisées par des formes d'organisation démocratique, cherchant à rompre avec les rapports de pouvoir et les relations hiérarchiques ; apportent à l'apprentissage pour les luttes présentes et futures, indispensables à l'heure de tracer des nouvelles perspectives contre la soumission et l'exploitation. En outre, il faut souligner qu'à l'abri du regard des médias, de l'«opinion publique» et des pouvoirs politiques, des nombreux activistes s'organisent pour préparer la riposte. La période progressiste a signifié ainsi une inflexion des mouvements sociaux et non pas leur fin.

¹ibid.

² Coordinadora contra la represión policial e institucional (CORREPI), «Antirrepresivo 2015. Los gobiernos pasan. La represión queda. La lucha también», Buenos Aires, 2015p. 4-5 et 33.

Le gouvernement kirchneriste: ruptures et continuités

Natalia Hirtz, Gresea

La plupart des conflits qui ont traversé le cycle de révolte ont pris un caractère anti-impérialiste et anti-néolibéral. Le gouvernement élu en 2003, présidé par Néstor Kirchner, déploie des mesures répondant partiellement à ces demandes tout en soutenant le modèle économique extractiviste.

Lors de ses mandats successifs, le Front pour la Victoire (FpV) développe certaines politiques publiques, tout en soutenant un modèle de développement extractiviste grâce auquel l'État bénéficie d'une importante rente des matières premières. Le modèle extractiviste¹ est ainsi présenté comme indispensable pour la création d'emploi et le « progrès » du pays. Bien qu'une partie des rentes soit utilisée pour des politiques sociales de redistribution, le FpV renforce toujours plus une économie axée sur les exportations et les avantages comparatifs sans proposer de modèle de développement alternatif.

La fin de la crise et le « retour » de l'État

La dévaluation du peso argentin et la montée des prix des matières premières favorisent une rapide résolution de la crise économique. Entre 2003 et 2013, la croissance moyenne du PIB est de 6,5%².

1. *Modèle d'accumulation « basé sur la surexploitation de ressources naturelles, en grande partie non renouvelables, ainsi que sur l'extension des frontières vers des territoires autrefois jugés improductifs » Svampa Maristella, « Consensus des matières premières, tournant éco-territorial et pensée critique en Amérique latine », Alternatives Sud, vol. 20. Centre Tricontinental-Syllepse, Paris, 2013, p. 35.*

2. Cette moyenne vient du fait qu'en 2009, la croissance ne fut que de 0,9%, la plus basse performance de cette période, caractérisée par des chiffres supérieurs à 7% (avec 9,2% en 2005, lors de sa meilleure année et 6,8% en 2008, le plus bas résultat hormis 2009). Sources: « Fondo Monetario Internacional. Informe País del FMI N°16/69. Argentina. Evolución económica », février 2016, p. 4.

Cette croissance donne les moyens de mener des politiques sociales et d'élargir l'action de l'État.

Concernant la politique internationale, le FpV renforce ses relations avec les pays du Mercosur³,

impulse la création de l'UNASUR⁴ et participe activement au refus du traité de la Zone de libre-échange des Amériques (ALENA), tout comme une majorité des gouvernements d'Amérique latine. En outre, le FpV procède à la renationalisation du système de sécurité sociale de la compagnie aérienne Aerolineas Argentinas (aux mains d'Iberia) et du service des eaux de certaines villes. Il récupère également 51% des actions de la compagnie pétrolière YPF (aux mains de Repsol). Enfin, le contrôle des douanes est renforcé et les taxes à l'exportation augmentées.

De nombreux programmes sociaux sont mis en œuvre pour pallier les besoins des personnes disposant de moyens de subsistance insuffisants (les plus importants sont les allocations familiales et les aides économiques pour suivre des formations ou pour finaliser les études secondaires) ainsi que pour les classes moyennes, comme le programme Procrear⁵.

Pour faciliter l'accès à certains services publics, comme le transport ou l'énergie, l'État alloue

3. Communauté économique créée en 1991 et regroupant l'Argentine, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay et le Venezuela.

4. Organisation intergouvernementale inspirée de l'Union européenne créée en 2008, afin d'intégrer deux unions douanières de la région : le Mercosur et la Communauté andine (CAN).

5. Il s'agit d'un crédit portant des taux d'intérêt de 2% à 14% pour la construction ou le renouvellement du premier logement. Les crédits sont attribués par tirage au sort et les candidats doivent prouver l'existence d'un revenu suffisant pour le remboursement de cet emprunt.

des subventions aux entreprises qui s'engagent à maintenir des prix « garantis » (fixés par l'État). Le subside couvre la différence entre les prix du marché et les prix « garantis ». Ces programmes sont fortement controversés, car non seulement ils sont conçus pour assurer les profits des oligopoles de services publics, mais en plus, les prix « garantis » bénéficient tant aux habitants qu'aux grandes entreprises. Ces dernières profitent également d'autres programmes de subside (notamment, certains liés à la consommation d'énergie).

Le « retour de l'État » est également axé sur les droits humains, la culture et les médias. Le Congrès de la Nation décrète l'anti-constitutionnalité des lois d'amnistie contre les crimes commis durant la dictature militaire, permettant la réouverture des litiges contre les responsables de cette sombre période. Il adopte également la Loi de Services de communication audiovisuelle, visant une démocratisation des médias¹, crée des centres culturels et des bibliothèques publiques et stimule la formation de nouveaux projets culturels. En ce qui concerne la politique de genre, la sanction de la loi autorisant le mariage homosexuel, la loi permettant aux transsexuels et travestis de choisir librement leur genre (sans l'autorisation d'un médecin), ainsi que la loi contre le féminicide², marquent un progrès notable. Cependant, le féminicide n'a fait qu'augmenter ces dernières années, montrant qu'une loi ne suffit malheureusement pas à transformer la société et que d'autres moyens doivent être mis en place pour éviter la violence machiste. En effet, le Conseil Général de la Femme, conçu pour protéger les victimes de maltraitance, alloue un budget

1. Cette Loi est décrite dans l'article de Nicolás Hirtz « La restauration néolibérale » dans ce numéro.

2. En 2012, l'homicide d'une femme perpétré par un homme faisant usage de violence de genre a été inscrit dans le Code pénal argentin comme circonstance aggravante d'un homicide. La notion de « violence de genre » est définie comme « l'expression la plus brutale des inégalités de genre ». Si auparavant, les violences contre les femmes étaient conçues dans un espace privé (considéré comme neutre, sans référence aux relations de pouvoir, dorénavant, la loi reconnaît les « violences de genre » comme un problème public.

dérisoire de 0,080€ par femme³. Enfin, la revendication des organisations féministes concernant la dépénalisation de l'avortement n'a pas été écoutée, montrant, encore une fois, l'ambiguïté de ce gouvernement qui, tout en condamnant le féminicide, est complice de la mort quotidienne de femmes, due à des complications liées à des IVG clandestines⁴.

Lorsque la politique ne parvient pas à s'emparer de l'économie

Si le FpV remet en cause les organismes financiers internationaux, en 2006, il paye pourtant de manière anticipée la totalité de la dette du pays au Fonds Monétaire international (FMI) et en 2005, il restructure 93% de la dette publique. Cette mesure permet d'alléger une partie importante de la dette. L'accord inclut néanmoins des clauses préjudiciables pour le pays. Cette restructuration, acceptée par 93% des créanciers, implique l'ajustement des intérêts à un coefficient calculé sur base du taux d'inflation pour les bons émis en pesos argentins et sur la croissance du PIB pour les bons émis en devise étrangère. Or, la forte croissance du PIB et de l'inflation rendent ces intérêts extrêmement onéreux⁵. C'est pour cette raison qu'en 2008, l'État intervient dans les calculs utilisés par l'Institut National des statistiques (INDEC) afin de réduire les résultats concernant le taux d'inflation.

En 2006, le gouvernement procède au remboursement de la totalité de la dette au FMI sans procéder à un audit de la dette publique. Ceci aura permis d'éliminer au moins, 23 milliards de dollars de dette contractés durant la dictature militaire.

3. Jean-Jérôme Destouches, « En Argentine, une marée humaine contre le féminicide », <http://information.tv5monde.com/terriennes/en-argentine-une-maree-humaine-contre-le-feminicide-36996>.

4. En 2015, au moins 350 Argentines sont mortes suite à des complications liées à des IVG clandestines, cf. Louise Michel d'Annoville « Légalisation de l'avortement : le chemin de croix des Argentines ». Alter Mondes. <http://www.altermondes.org/legalisation-de-lavortement-le-chemin-de-croix-des-argentines/>
5. À propos de la restructuration de la dette argentine, lire, Joëlle Saey « L'Argentine de Macri, un tournant néolibéral à grande vitesse », CADTM, avril 2016 ; CADTM « Défendre la souveraineté nationale des pays en développement » novembre 2014 ; CADTM « Argentine. Fonds vautours. Le prix à payer pour n'avoir pas audité la dette », janvier 2013 ; ou CADTM « Commentaires sur la loi argentine appelée « Règlement souverain local de la dette extérieure de la République Argentine », entre autres articles publiés dans <http://www.cadtm.org>.

Cette révision méthodologique aura des impacts sur d'autres calculs statistiques, comme ceux correspondants au panier de la ménagère ou au taux de pauvreté¹. Elle aura également un impact majeur sur le salaire réel des travailleurs, car les négociations collectives concernant les indexations salariales se font sur base de l'inflation.

En outre, la restructuration de la dette contient une clause par laquelle l'Argentine renonce à l'exercice de sa souveraineté en cas de litige avec ses créanciers. Cette clause explique pourquoi les « fonds vautours »² (7% des créanciers qui ont refusé cette restructuration de la dette) auront recours aux tribunaux de New-York. Enfin, en introduisant la clause de « créateur le plus bénéficié », le gouvernement offre la possibilité aux créanciers qui ont accepté cette restructuration, de réclamer les mêmes bénéfices obtenus par les « fonds vautours » à New York. Ainsi, si dans un premier temps, la restructuration permet d'alléger une partie de la dette publique, à moyen terme, les conséquences seront désastreuses pour l'économie et la souveraineté du pays.

Une alternative réellement progressiste aurait été de procéder à un audit de la dette³ publique, permettant de définir la part dont l'Argentine doit s'acquitter et la part considérée comme « dette illégitime ». Cela aurait permis d'éliminer au moins 23 milliards de dollars de dette contractée durant la dictature militaire et assimilée officiellement comme dette publique en 1982. L'État

1. Les seuils de pauvreté et d'indigence correspondent à des niveaux de revenus au-dessous desquels un ménage ou un individu est considéré comme pauvre ou indigent. Or, le niveau de revenu calculé varie selon l'inflation. Ainsi, les données statistiques concernant les taux de pauvreté et de l'indigence, mais aussi les salaires réels (calculés sur base de cette inflation), deviennent peu fiables à partir de 2008. Ceci ne remet pas en cause le fait qu'il y a eu effectivement une réduction de la pauvreté durant cette période, car même les sources du FMI et des institutions privées (entretenant des liens étroits avec des capitaux privés) font preuve d'une diminution, même si les chiffres diffèrent.

2. Lire l'article de Custers Raf « Le gros lot pour les vautours » dans ce numéro.

3. L'audit de la dette est un outil qui permet de réaliser des recherches sur chaque emprunt pour comprendre les conditions dans lesquelles il a été contracté, le montant des intérêts qui ont été versés, leurs taux, la légitimité de la personne ayant contracté cette dette, etc. Il permet ainsi de déterminer l'illégitimité d'un emprunt. Sur cette base, l'État peut demander son annulation (<http://www.cadtm.org/Audit-de-la-dette?lang=fr>).

argentin n'a pas fait le choix d'auditer la dette, malgré le soutien des organisations sociales et syndicales pour auditer cette dette, et malgré les informations issues du jugement de la Cour Suprême de justice de 2000, connu comme la « Sentence Olmos ». Ce procès fut le résultat d'une longue recherche, à laquelle ont participé plus de trente experts, ayant démontré le caractère illégitime de la dette contractée durant la dictature militaire⁴.

Contrairement au gouvernement du FpV, en 2007, l'Équateur a procédé à un audit de la dette permettant de démontrer qu'une grande partie des prêts avaient été accordés sans respect des règles du droit international. Suite à quoi le gouvernement a décidé de suspendre le remboursement de ces emprunts⁵.

En 2005, doté d'une autre vision, le FpV se félicite du remboursement intégral de la dette au FMI, qui ne pourra alors plus intervenir dans sa politique. La présence de cette institution n'était pourtant pas indispensable pour assurer les intérêts des capitaux internationaux. En effet, la souveraineté de l'Argentine continuera à être largement menacée par les multinationales, car ce gouvernement hérite de cinquante-huit traités bilatéraux d'investissement (TBI)⁶ signés durant les années 1990. Ces TBI prévoient le recours aux tribunaux privés, dont le plus important au niveau mondial est le Centre International de règlement des différends liés à l'investissement (CIRDI), une Cour d'arbitrage dépendant de la Banque Mondiale. En juin 2012, le CIRDI cumule 390 plaintes contre l'Argentine, ainsi devenue le pays le plus attaqué devant cette institution. En 2013, l'État paye 677 millions de dollars à quatre multinationales ayant eu recours au CIRDI (Azurix, Blue Ridge, Continental Casualty et Vivendi) et à une cinquième (National Grid) ayant porté plainte devant le tribunal de commerce international. Ces plaintes ont été déposées

4. La sentence fut mise à disposition des législateurs, car c'est le Congrès de la Nation qui doit décider sur le traitement de la dette.

5. Millet Damien et Toussaint Eric, « Faut-il encore payer la dette ? L'Équateur dit non », *Le Monde diplomatique*, juillet, 2011.

6. Les TBI prévoient des procédures dites de « résolution des conflits entre États et investisseurs », mécanismes par lesquels les investisseurs peuvent avoir recours à des tribunaux arbitraux privés qui prennent leurs décisions en se référant aux dispositions des TBI, sans tenir compte des autres dimensions du droit international.



Conteneurs de pesticides jetés par un agriculteur anonyme à Malvinas, Argentine (Raf Custers, 2014)

après la dévaluation du peso argentin en 2002¹. Ces entreprises avaient contracté des emprunts en dollars, lors de la parité peso/dollar. Suite à la dévaluation du peso, elles se sont retrouvées face à une dette gigantesque. Après la condamnation arbitraire du CIRDI, les investissements de ces entreprises ont dû être compensés par l'Argentine et non pas par les maisons-mères de ces multinationales qui se sont libérées ainsi d'assumer les conséquences de leurs propres décisions économiques. En 2015 Suez environnement a gain de cause devant le CIRDI contre l'État Argentin, condamné à verser 380 millions d'euros à la multinationale pour avoir renationalisé le service de l'eau de la ville de Buenos Aires en 2006². Bien que les procédures dites de «résolution des conflits entre États et investisseurs» prévues dans les TBI soient particulièrement contraignantes, il existe des alternatives pour diminuer les coûts. La plupart des TBI ont une durée de dix ans. Ensuite, ils restent en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient clôturés. Or, le FpV n'a jamais mis un terme à ces traités. Le gouvernement bolivien s'est par contre retiré du CIRDI en 2007. Cette décision, sans précédent, fut suivie par l'Équateur en 2009 et par le Venezuela en 2012. Ces pays devront respecter les clauses des TBI

1. Sources: journal La Nación "Argentina oficializó el acuerdo con cinco empresas ante el Ciadi", 18/10/2013.

2. Lire Petitjean Olivier, « Droit à l'eau. Litiges entre États et multinationales : le cas emblématique du conflit entre Suez et l'Argentine », Observatoire des multinationales, avril 2015. <http://multinationales.org/Litiges-entre-Etats-et-multinationales-le-cas-emblematisque-du-conflit-entre>.

(qu'ils ont hérité des gouvernements précédents) et permettre ainsi aux multinationales de porter plainte contre eux pendant encore dix ans. Pour faire face à ces attaques, parallèlement à leur sortie du CIRDI, ces gouvernements ont renégocié ou mis un terme à plusieurs de ces traités³.

Si, le PIB industriel est de 31,93% en 1975, il passe à 15,9% en 1999 pour ne remonter qu'à 16,2% en 2011. L'Argentine est devenue le cinquième producteur mondial de produits agricoles.

Le modèle extractiviste

Le FpV ne vise pas de transformations profondes du modèle économique. Au contraire, il ne fait que renforcer le modèle extractiviste. Si, le PIB industriel est de 31,93% en 1975⁴ (avant le coup d'État militaire), il passe à 18,2% en 1993 et continue à chuter jusqu'à 15,9% en 1999 pour ne remonter, suite à la crise économique, qu'à 16,2% en 2011⁵.

3. Lire, María Elena Saludas « Argentine : la dette et le CIRDI. Perte de Souveraineté », ATTAC Argentine/ CADTM, avril 2014 (http://www.cadtm.org/IMG/pdf/Deuda_y_CIADI-trad-1.pdf) et Lamarque Cécile, « Et de trois: après la Bolivie et l'Équateur, le Venezuela quitte le CIRDI! », CADTM, février 2012 (<http://www.cadtm.org/Et-de-trois-apres-la-Bolivie-et-l>).

4. Sources: Ferreres Osvaldo J., (dir.), 2005, *Dos siglos de economía argentina (1810 - 2004): Historia argentina en cifras*, Buenos Aires, El Ateneo/Fundación Norte y Sur, p. 198-199.
5. Sources: Levy Yeyati Eduardo et Castro Lucio "Radiografía de la industrialización. Argentina en la posconvertibilidad". Documento de políticas públicas área de desarrollo económico. Programas de Política Fiscal e Integración Global, octubre 2012, p. 2.

La lutte contre l'épandage des agrototoxiques

L'usage du glyphosate, l'herbicide conçu et commercialisé par Monsanto,¹ s'est généralisé à partir de 1997 en Argentine. Il est de plus en plus critiqué pour ses conséquences environnementales et sanitaires affectant selon Medardo Avila Vazquez (coordinateur du mouvement des Médecins des peuples victimes de l'épandage) plus de douze millions d'Argentins.

L'épandage des agrototoxiques (herbicides et pesticides) est fortement dénoncé par les communautés affectées, soutenues par des militants, dont beaucoup de scientifiques et d'avocats qui ont commencé à effectuer des recherches de manière autonome. Grâce à ces mobilisations, les litiges contre l'épandage des agrototoxiques se sont généralisés. Le premier verdict fut prononcé en janvier 2009 dans la ville de Córdoba. Après dix ans de combat porté par les « Mères du quartier d'Ituzaingo », l'étude réalisée par des scientifiques démontrant plus de 200 cas de cancer pour 5.000 habitants dans ce quartier, sera reconnue par un juge qui interdira l'épandage par avion à moins de 1.500 mètres des habitations.

En mars 2009, à San Jorge (un village situé dans la province de Santa Fé), les habitants ont porté plainte contre le gouvernement, les autorités provinciales et les producteurs locaux de soja, en démontrant une augmentation de 30% des cancers en dix ans. Ils obtiendront de la justice un verdict similaire au premier. Enfin, en juillet 2015, les habitants du Monte Maíz (un village situé dans la province de Córdoba) ont obtenu la même sentence, suite à une dénonciation démontrant qu'il existait dans cette région, trois fois plus de cas de cancer et d'avortements spontanés relativement à la moyenne nationale.

1. A propos de l'acquisition de Monsanto par Bayer, lire Gelin Romain « Fusion Bayer-Monsanto: quelles conséquences? » sept. 2016, <http://www.mirador-multinationales.be/divers/a-la-une/article/fusion-bayer-monsanto-queles-consequences>

Malgré ces victoires, en Argentine, les agrototoxiques sont de plus en plus utilisés, le mouvement des « Médecins des peuples victimes de l'épandage » dénonce un système conçu pour et par les multinationales des agrototoxiques (comme Monsanto, Bayer, BASF, Syngenta, DuPont et Dow Chemical²) qui augmentent chaque année leurs ventes, car la production sur base de l'application systématique de ces pesticides et herbicides implique une adaptation automatique de la nature, raison pour laquelle les producteurs doivent appliquer des quantités supérieures d'agrototoxiques afin de continuer à obtenir les mêmes résultats. Entre 1991 et 2009, la consommation de glyphosate est passée de un million à 200 millions de litres.

Enfin, ces victoires sont limitées aux territoires ayant obtenu une sentence positive. Chaque nouveau combat implique des efforts considérables. En plus, les interdictions prononcées par les juges ne sont pas toujours respectées et même lorsqu'elles le sont, la mesure autorisant l'épandage par avion à 1.500 mètres des habitations est insuffisante d'un point de vue environnemental et sanitaire, car les substances présentes dans les agrototoxiques peuvent rester longtemps en suspension dans l'atmosphère et sont transportées par le vent et par l'eau sur plusieurs kilomètres³.

2. Sur l'activité de ces multinationales, lire Gelin Romain « Fusion Dow-DuPont : optimisation et restructuration dans la chimie et les OGM », *Mirador. Observatoire critique des multinationales*, décembre 2015. <http://www.mirador-multinationales.be/divers/a-la-une/article/fusion-dow-dupont-optimisation-et-restructuration-dans-la-chimie-et-les-ogm>
3. Les informations concernant l'épandage des agrototoxiques ont été obtenues sur base des entretiens avec Eduardo Maturano, Medardo Avila Vazquez (mouvement des Médecins des peuples victimes de l'épandage) et Dario Ávila (avocat des Mères du quartier d'Ituzaingo) en décembre 2015.

L'Argentine est devenue le cinquième producteur mondial de produits agricoles. En 2014, les produits agricoles et les produits industriels liés à l'agriculture ont représenté autour de 60% des exportations et le soja 30%¹.

1. Sources: Fondo Monetario Internacional, op. cit., février 2016, p. 4-5.

L'économie du pays dépend fortement de la rente des matières premières, ce qui limite la capacité d'action de l'État sur les capitaux privés. Néanmoins, le contrôle des douanes est renforcé et les impôts à l'exportation augmentés. En effet, les impôts sur les exportations agricoles et le bétail ont été suspendus sous le gouvernement de Carlos Menem pour être

rétablis par Eduardo Duhalde, en pleine crise économique. En 2007, le FpV procède à l'augmentation des impôts à l'exportation du soja (qui passe de 20% à 35% pour le grain et à 32% pour l'huile), du blé et du maïs (qui passent de 20% à 28%, pour le premier, et à 25% pour le second). Les impôts à l'exportation du pétrole sont également augmentés (à 45%)¹. Ces rentes sont déployées pour mener des politiques sociales, mais aussi pour « attirer de nouveaux investissements ». Les capitaux privés, largement subventionnés, comptent sur des travaux d'infrastructure nécessaires à l'exploitation des matières premières (comme la construction des centrales nucléaires, hydroélectriques ou des autoroutes) et sur un total laisser-faire en ce qui concerne les mesures sanitaires et environnementales. Celui-ci favorise la monoculture, la déforestation massive, l'usage démesuré de pesticides et d'herbicides, ainsi que l'exploitation des mines à grande échelle et à ciel ouvert ou l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels. Grâce au cadre régulateur sanctionné durant les années 1990 et confirmé par les gestions successives du FpV, les exploitations minières se trouvent sous l'autorité exclusive des multinationales. Entre 2003 et 2007, l'investissement cumulé de ce secteur dans le pays a été multiplié par huit et la croissance cumulée du nombre des projets fut de 740%².

Il faut différencier cette forme d'exploitation minière à ciel ouvert de l'exploitation traditionnelle. Aujourd'hui, les métaux deviennent plus rares et sont de plus en plus dispersés. Ils ne peuvent donc être extraits que par l'usage des nouvelles technologies, impliquant le dynamitage des montagnes et l'emploi de substances chimiques (comme le cyanure, l'acide sulfurique ou le mercure) pour dissoudre les métaux du minéral qui les contient. Cela produit des effets environnementaux majeurs (contamination et intervention violentes de la géographie des territoires d'exploitation) et demande un emploi démesuré de ressources, notamment d'eau et d'énergie. Grâce à cette forme d'exploitation, l'Argentine est classée au sixième rang mondial quant à son potentiel d'exploitation minière³, alors que ce secteur était initialement assez marginal dans le pays.

1. Source: *journal Clarín*, «Aumentan las retenciones», 15/11/2007.

2. Svampa Maristella et Antonelli Mirta, *Minería transnacional, narrativas del desarrollo y resistencias sociales*, Ed. Biblos, Buenos Aires, 2010.

3. *Ibid.*

C'est surtout l'agriculture qui permet de tirer une rente extraordinaire durant la Présidence du FpV. En effet, appliquant le modèle des avantages comparatifs, depuis les années 1990, l'Argentine s'est fortement concentrée sur la culture du soja transgénique, pour devenir, aujourd'hui, le troisième producteur mondial de soja et le premier exportateur de produits dérivés de cet oléagineux. Le soja occupe plus de la moitié des terres cultivées du pays. Le plan agroalimentaire de 2010-2020 du FpV vise une augmentation de 60% de la production de soja. Ce qui implique, une augmentation de la déforestation, de l'emploi d'agrotoxiques, de l'extension de la culture du soja au détriment de la culture d'autres produits, mais aussi l'expulsion des terres des communautés paysannes et indigènes, provoquant à leur tour une augmentation des mécanismes répressifs.

Le modèle extractiviste, présenté dans le discours du FpV comme étant un modèle de développement «national et populaire» est exhibé comme étant la solution la plus efficace pour favoriser la croissance économique, créer des emplois et améliorer la «consommation» des citoyens tout en occultant l'impact social, économique, culturel et environnemental de ses activités économiques. «Travail» et «Consommation» deviendront les objectifs principaux du kirchnerisme. Or, un modèle extractiviste qui ne fait augmenter la division internationale du travail est difficilement défendable d'un point de vue nationaliste. La rhétorique nationaliste, la revalorisation de la «culture traditionnelle», des «héros de la patrie» et des symboles nationaux, sont d'autant plus déployés que ce modèle néocolonial est approfondi. Ainsi, le FpV prône des discours et finance des programmes culturels revalorisant la culture indigène, alors que leurs descendants continuent à se faire expulser de leur territoire ancestral au profit des oligopoles extractivistes.

Crise économique et affaiblissement du kirchnerisme

Avec le boom des matières premières, l'Argentine bénéficie, à partir de 2003, d'une balance commerciale positive qui lui permet de financer son budget. Mais, cette dépendance aux exportations des matières premières créera, à moyen terme, de lourdes conséquences. A partir de 2012,

la décélération économique mondiale se fait fortement sentir, lorsque le budget ne parvient plus à être financé par l'excédent de la balance commerciale (qui est passé de 14 milliards de dollars en 2010 à 9,5 milliards en 2014)¹. Si en 2010, l'excédent budgétaire du gouvernement fédéral était de 0,1% du PIB ; depuis, le déficit public n'a fait que grimper (en 2014, il représentait 2,5 % du PIB)². Le gouvernement cherche donc à financer le budget en procédant à des transferts monétaires de la Banque Centrale. Or, cette mesure redouble l'inflation, ce qui incite l'achat de devises étrangères. En 2011, afin de freiner la fuite des devises (qui affaiblit les réserves de la Banque Centrale), le gouvernement institue un contrôle des changes : les personnes désireuses d'acheter des devises étrangères doivent compter avec l'autorisation de l'Administration fédérale des recettes publiques. En outre, une taxe (de 15%) est appliquée pour ceux qui utilisent les cartes de crédit à l'extérieur du pays. Cette taxe monte à 20% en 2012 et à 35% en décembre 2013. Le contrôle des changes provoque l'émergence d'un marché noir avec un taux de change bien supérieur au taux officiel (environ dix pesos pour un dollar contre 15 pesos pour un dollar dans le marché parallèle).

Dans ce contexte économique moins favorable, la popularité du FpV commence à fléchir. Il est également affaibli par des scandales de corruption, largement diffusés par les monopoles médiatiques, qui depuis la sanction, en 2009, de la Loi de Services de communication audiovisuelle, mènent une campagne ininterrompue contre le FpV. Les tensions augmentent également dans le secteur agricole, lorsque la présidente de la Nation Cristina Fernández de Kirchner, propose en 2008, une réforme pour augmenter les impôts à l'exportation. Les réactions virulentes du secteur agro-exportateur montrent la capacité de déstabilisation politique de ce secteur. Cette réforme est avortée, car non seulement plusieurs législateurs du FpV s'y opposent, mais le Vice-Président de la Nation vote aussi contre cette loi.

1.Sources: Fondo Monetario Internacional, op. cit., 2016, p. 33.

2.Ibid., p. 5.

Cet échec montre à quel point la politique n'a pas réussi à s'emparer de l'économie.

A l'intérieur du FpV, les tendances néolibérales commencent à s'imposer. Ceci se cristallise lorsqu'en 2015, le FpV, sur la proposition de Cristina Fernández de Kirchner, élit Daniel Scioli comme candidat à la Présidence, défenseur des programmes d'ajustement structurel durant les années 1990.

Pendant la campagne présidentielle de 2015, Daniel Scioli et son rival, Mauricio Macri, ne proposent pas aux électeurs un programme économique

clair. Au contraire, le FMI est très précis, lorsque le 29 avril 2015, il publie un dossier sur l'évolution économique argentine, en affirmant « Le

programme futur d'action inclura probablement la levée du contrôle des changes et l'unification des marchés de devise, un ajustement fiscal sérieux (centré sur la réduction des subsides énergétiques ayant des effets de distorsion, l'encadrement des dépenses publiques et le rétablissement de la crédibilité de la politique monétaire »³.

Ce programme économique est rapidement mis en œuvre par Mauricio Macri lors de son arrivée au gouvernement en décembre 2015, sous la complicité d'un parlement majoritairement composé par le FpV, dont les membres sanctionnent des lois telles que celles consistant à approuver le remboursement des fonds vautours. Ceci montre, encore une fois, une des caractéristiques propres au péronisme qui, selon les conjonctures, joue le rôle de centre gauche ou de droite. S'il porte un discours anti-impérialiste lorsque les excédents commerciaux permettent de financer le budget, il s'adresse aux marchés financiers lorsque les rentes de matières premières deviennent insuffisantes.

3.Ibid., p. 2.

Hydrocarbures non conventionnels et propagande

Grégory Lassalle. Journaliste indépendant*

En 2013, l'Argentine devient le deuxième pays après les États-Unis, à promouvoir l'exploitation industrielle des hydrocarbures non conventionnels. Parallèlement, le gouvernement et le secteur privé mettent en place une stratégie de communication afin de convaincre la population des bienfaits de cette activité et répondre aux écueils faits aux activités d'extraction.

Dans son analyse sur les interventions militaires occidentales, l'historienne belge Anne Morelli identifie les mécanismes de propagande mis en œuvre afin d'obtenir l'aval des populations à une décision à priori impopulaire, celle de rentrer en guerre¹. Cette stratégie de mobilisation de l'opinion publique se manifeste également lors de l'implantation d'autres choix politiques controversés tels que les mesures d'austérité ou les mégaprojets extractifs. C'est le cas de l'Argentine où la décision d'exploiter les hydrocarbures non conventionnels est accompagnée par une série d'actions médiatiques et sociales visant à construire une opinion favorable à cette activité émergente et à éviter un débat sur ses aspects les plus polémiques : l'utilisation de la fracturation hydraulique, la consolidation des secteurs hégémoniques et la dépendance aux énergies fossiles.

« Nous n'avons pas d'autre alternative »

En mai 2011, l'entreprise espagnole Repsol-YPF annonce que le gisement non conventionnel découvert quelques mois auparavant dans la province

1. Anne Morelli, *Principes élémentaires de propagande de guerre*, Labor, Bruxelles, 2001.

de Neuquén pourrait produire plus de 150 millions de barils équivalents pétrole. Le 3 mai 2012, Buenos Aires procède à la renationalisation partielle d'YPF, privatisée pendant la période libérale des années 1990. La présidente Cristina Fernandez de Kirchner entend revenir à une conception nationaliste des hydrocarbures basée sur l'augmentation de la production et la substitution des importations. Le 5 mai, elle nomme à la tête d'YPF Miguel Galuccio, un ancien dirigeant de l'entreprise franco-américaine Schlumberger, spécialisée dans l'extraction des hydrocarbures non conventionnels (HNC). Pour la présidente argentine, ce nouveau type d'exploitation – alors développé uniquement aux États-Unis – est le moyen qui permettra au pays de recouvrer à court terme son approvisionnement énergétique².

La promesse de souveraineté se traduit par une double dépendance aux énergies fossiles et au secteur privé international qui possède capitaux et technologies,

Paradoxe: la promesse de souveraineté du gouvernement kirchnériste se traduit par une double dépendance aux énergies fossiles et au secteur privé international qui possède capitaux et technologies, notamment celle de la fracturation hydraulique.

2. Discours de Cristina Fernandez de Kirchner, le 7 décembre 2010, voir https://www.youtube.com/watch?v=rCXhPTKSi_Y.

Honnies dans les discours officiels, les multinationales se profilent comme des alliés naturels à un développement à grande échelle des HNC de Vaca Muerta. En juillet 2013, afin de créer les conditions nécessaires à leur arrivée, le gouvernement met en place un régime de promotion des investissements pour l'exploitation des hydrocarbures¹. Quelques jours plus tard, YPF tient un premier associé : Chevron. Afin de légitimer cette entorse au patriotisme et répondre à ceux qui raillent les concessions faites au géant américain, le PDG d'YPF justifie un partenariat de raison : « Dieu nous a donné le pétrole non conventionnel pour que nous puissions manger. Nous avons maintenant besoin de beaucoup de Chevron si nous voulons accélérer la production. »²

« Une fracturation hydraulique nationale et populaire »

Dans la foulée de l'accord entre YPF et Chevron, le gouvernement et la direction d'YPF lancent une offensive de communication afin de promouvoir un fracking « national et populaire »³, présenté comme le moteur du futur développement industriel du pays. Selon la sociologue et environnementaliste Maristella Svampa, cette initiative s'appuie sur l'image positive que possède l'industrie pétrolière en Amérique latine, perçue comme le moyen permettant aux pays de garantir leur indépendance, et vise à associer YPF, souveraineté énergétique et fracturation hydraulique autour d'un appel émotionnel au nationalisme⁴. Fin 2012, YPF inaugure deux campagnes publicitaires, « YPF c'est toi » et « Fiers de ce que produit notre terre ». Lors du tournage d'un des spots, un ouvrier d'YPF avec casque de chantier et lunettes de soleil, écoute puis répète ce qu'un directeur marketing, flanqué d'un caméraman, lui indique. Derrière le travailleur, le drapeau argentin, l'horizontalité aride de la steppe, un vaste ciel bleu et une tour de fracking :

« - Bon, tu vas bien regarder la caméra et tu vas dire 'Mon énergie'.

- - 'Mon énergie'.
- - Très bien, on va continuer, mais il faudrait que tu souris pour que l'on sente que tu es heureux de travailler.

Le directeur poursuit :

- - Bon, maintenant tu vas dire 'Ton énergie'.
- - 'Ton énergie'.
- - OK ! Et maintenant tu te retournes en montrant le drapeau argentin et tu dis en regardant toujours la caméra 'Notre énergie'.
- - 'Notre énergie'. »⁵

Qu'ils soient publics ou privés, pro-gouvernementaux ou proches de l'opposition, les médias répètent cette sémantique patriotique. Les publications présagent un futur radieux. Grâce au gisement de Vaca Muerta et à la fracturation hydraulique, l'Argentine deviendra une « grande nation productrice de pétrole », le sud du pays se convertira en Patagonie saoudite⁶, la ville de Neuquén en « capitale pétrolière du pays, comme l'est Houston aux États-Unis »⁷ et le petit village d'Añelo en la capitale internationale du shale⁸. Le sous-sol de Neuquén est assurément l'espoir de la nation. Le 1er septembre 2014, il devient même une terre sainte. La presse photographie le pape François – une autre marque de la grandeur argentine – avec une roche de Vaca Muerta apportée jusqu'au Vatican par la vice-présidente de relations publiques d'YPF, Doris Capurro. Pour cette spécialiste des campagnes publicitaires, le nouveau Pape aurait compris l'importance du gisement. Il lui aurait même confié qu'il croyait que Vaca Muerta était « le futur de l'Argentine »⁹.

« Tous misent sur Vaca Muerta, un gisement de classe mondiale »

L'Institut argentin du pétrole et du gaz (IAPG) est une association de lobbying regroupant les en-

5. Extrait repris des rushes d'un tournage publicitaire d'YPF.

6. Alfredo Sainz, « Neuquén revive de la mano de Vaca Muerta », *La Nación*, 1er mai 2014.

7. Roberto Aguirre, « El futuro de la ciudad. La capital del petróleo », *Río Negro*, 12 septembre 2014.

8. « Añelo mostro en Rusia el fenómeno del shale en Argentina », *Shale seguro*, 3 juin 2014. (shale en anglais, schistes cartons en français, roche ayant la particularité d'être feuilletée)

9. « Le pape a reçu un fragment de Vaca Muerta », *Vaca Muerta News*, 5 septembre 2014.

1. « Decreto 929/2013. Régimen de Promoción de Inversión para la Explotación de Hidrocarburos », *Présidence de la Nation, République argentine*, juillet 2013.

2. « Se necesitan muchos Chevrons para desarrollar Vaca Muerta », *ambito.com*, 22 août 2013.

3. Slogan utilisé par le gouvernement kichnériste pour caractériser son action.

4. Maristella Svampa, « 20 mitos y realidades del fracking », *Editorial El Colectivo*, septembre 2014.



Bidonville à proximité de l'usine de traitement de déchets pétroliers COMARSA. Neuquén, Argentine. Photo: Alexis Vichich

treprises intervenant dans l'industrie pétrolière en Argentine. Tous les deux ans, l'IAPG organise l'exposition « Oil and Gas », « une grande vitrine qui expose le développement du secteur » et qui offre l'opportunité aux entreprises leaders de « renforcer leur image de marque »¹. Ces salons sont également l'occasion de rencontres entre le grand public et ceux qui font, selon l'institut, autorité en matière d'hydrocarbures : les multinationales et les « experts ». Pour un habitué de ces conférences, le PDG de Total Austral Jean Marc Hosanski, le gisement de Vaca Muerta contiendrait l'équivalent de « 500 ans de consommation énergétique » au niveau actuel de l'Argentine². Un « gisement de classe mondiale » qui repositionnerait le pays au centre de la géopolitique mondiale.

Dès 2013, les promesses d'investissements se multiplient. Selon les revues spécialisées, « à l'extérieur, tous misent dorénavant sur l'Argentine. »³ Vaca Muerta serait même devenu « le mot clef lors des

réunions pétrolières au Texas ou en Chine »⁴. YPF organise les visites guidées du nouveau joyau national pour la presse : « Il n'y a pas un seul média national qui n'ait envoyé une équipe 'conquérir' ce désert idyllique qui cache des milliards de dollars »⁵. Plongés au cœur de la « fièvre de Vaca Muerta », les journalistes recueillent in situ les témoignages enthousiastes de techniciens de la concession YPF-Chevron : « J'ai une grande expérience dans le pétrole, mais jamais je n'avais vu autant d'activités en si peu d'espace. »⁶

« La fracturation hydraulique est sûre »

En novembre 2013, le gouverneur de Neuquén, Jorge Sapag, précise devant les illustres membres du Club du pétrole – un espace de camaraderie et de loisir de l'industrie pétrolière – la principale cible de la campagne de propagande : « si nous

1. Site AOGexpo 2017, « ¿Por qué participar? ».

2. « En Vaca Muerta, hay gas para 500 años », Rio Negro, 6 octobre 2015.

3. « Afuera todos apuestan a la Argentina », Energía y Negocios, juillet 2014.

4. Supplément énergie, « Destino final », Rio Negro, septembre 2015.

5. Supplément énergie, « El nombre del millón », Rio Negro, décembre 2015.

6. Idem.

démontrons [à la population] que nous protégeons l'environnement, alors nous aurons gagné la bataille de communication. »¹ Pour Maristella Svampa, cette campagne aboutit à la fabrication d'un consensus national autour du fracking : « La discussion autour de la mise en place de matrices énergétiques moins polluantes est terminée ». La fracturation de la roche, si elle est réalisée par YPF, est ainsi présentée comme sûre, bénéfique et nécessaire².

Dès 2013, l'IAPG publie un rapport : L'aBeCé des hydrocarbures contenus dans les gisements non conventionnels³ ; dans lequel il se propose d'éduquer la population aux HNC en répondant aux « mythes qui proviennent des préjugés et du manque d'information »⁴. La technique de fracturation de la roche qui sera appliquée au gisement de Loma Campana « est pratiquée régulièrement en Argentine depuis les années 1950 ». Les produits chimiques, rajoutés en faible quantité dans le fluide de fracturation, sont inoffensifs, car ils se retrouvent également dans « les yaourts, les dentifrices et les glaces ». Le vocabulaire change. L'IAPG ne parle plus de fracturation. La roche est dorénavant « stimulée ».

Certes, la mise en production des HNC de Neuquén se fera en association avec les multinationales du secteur, mais contrôlée d'une main de fer par l'État argentin, elles sont dorénavant dignes de confiance. De surcroît, l'exploitation du gisement sera surveillée de près par le Secrétariat de l'environnement de Neuquén, une province qui a plus de « 60 ans d'expérience dans l'industrie pétrolière » et qui fait appliquer des « standards stricts de sécurité et de préservation de l'environnement ». Les risques d'impacts sur les nappes phréatiques sont « objectivement faibles, voire nuls ». Cependant, si des accidents environnementaux étaient malgré tout amenés à être observés, ils ne seront jamais graves.

1. Neuquén informa, « Exposición del gobernador Jorge Sapag en reunión del Club del Petróleo », 12 novembre 2013.

2. Maristella Svampa, « 20 mitos y realidades del fracking », op. cit.

3. El abecé de los Hidrocarburos en Reservorios No Convencionales, IAPG, 2013

4. Idem.

Par le passé, « dans de très rares exceptions les eaux souterraines ont été affectées (...) et ces situations ont été résolues immédiatement, sans aucun impact significatif sur l'environnement. »⁵

La promotion du fracking s'accompagne d'une stratégie de dépréciation des opinions dissidentes. Stratégie particulièrement offensive dans la province de Neuquén, là où se développent les projets extractifs et où se concentrent les principaux mouvements de résistance. Selon le député provincial Luis Sapag, les mouvements environnementalistes sont « irrationnels et émotifs (...) Car objectivement, il y a plus de risque d'accident dans la cuisine d'un appartement ou sur les routes du pays que sur un emplacement pétrolier. »⁶

« La fracturation hydraulique est une aventure »

En 2014, un sondage réalisé par Poliarquía Consultores⁷ – un institut d'enquête proche du pouvoir kirchnériste – montrait que 63% des Argentins connaissaient le gisement de Vaca Muerta. De ce total, ils étaient plus de 80% à admettre que son exploitation allait avoir un impact plus ou moins fort sur l'environnement, mais ils étaient aussi 65% à souhaiter son développement. Un résultat de la conséquence de la campagne de propagande, mais aussi de la préoccupation des Argentins pour leur situation économique immédiate, séduits par les opportunités de travail qu'offre Vaca Muerta dans un contexte national de stagnation de l'économie.

Pour promouvoir ce nouvel eldorado, YPF multiplie les espaces d'information. Au Musée national du pétrole de Buenos Aires ou sur la plage de Pinar⁸, l'entreprise propose au public de par-

5. Idem.

6. Luis Sapag, « Entender Vaca Muerta. Fracking : ¿zona de sacrificio ambiental o tierra prometida? », 2015.

7. « Percepciones acerca del yacimiento de Vaca Muerta », Poliarquía consultores, novembre 2014.

8. Station balnéaire fréquentée par les classes moyennes et hautes argentines et par l'ensemble de la classe politique.

ticiper à l'épopée de la fracturation hydraulique. La revue *Anuario petrolero* encourage les Argentins à vivre l'expérience : « Dans le meilleur style des parcs d'attractions internationaux, le simulateur tridimensionnel d'YPF permet aux intrépides passagers

Les instruments de communication se diversifient. Les séries télévisées emboîtent le pas. Le 125e épisode de « *Vecinos en guerra* », une telenovela coproduite par le groupe néerlandais Endemol (Big Brother, Star Academy) emmène les spectateurs



Puit de perforation au milieu d'une zone agricole, Rio Negro, Argentine.
Photo: Alexis Vitchich.

de voyager à 4000 mètres de profondeur dans les couches les plus productives de la raison d'être de notre industrie énergétique. »¹

Les travailleurs migrants et les investisseurs privés se pressent vers la province de Neuquén. Une nouvelle conquête du Far West argentin a commencé. En 2013, avant même l'accord entre YPF et Chevron, une édition spéciale du *National Geographic* réalisée en collaboration avec YPF et envoyée à « tous les parlementaires nationaux et provinciaux », invitait déjà les Argentins à un « voyage au centre de Vaca Muerta ». Un itinéraire au cœur de « la magnifique histoire de l'industrie pétrolière nationale » dans le décor de western de la steppe patagonique. Un peuple, des paysages, une économie, qui aujourd'hui « revivent grâce au fracking », le « vaccin contre le déficit énergétique »².

dans le quotidien des pionniers de Vaca Muerta. Julian Pereyra travaille pour YPF et conduit fièrement un puissant 4x4 qu'il a pu acheter grâce à son large salaire. Sa femme, Paloma, est enceinte et découvre pour la première fois les tours de forage de Loma Campana :

« - C'est fou tout ça...

- Oui, vraiment fou... Il y a de grandes ressources dans ce pays. Et si les prévisions se confirment, cette zone va être très importante.
- Ah oui ? J'adore la passion avec laquelle tu parles et racontes tout ça
- C'est une énergie irremplaçable.
- Ah ah ! Pétrole et passion ! »

*Article extrait de *La passion du schiste. Capitalisme, démocratie, environnement en Argentine*. Ouvrage collectif coordonné par le CETIM, Vincent Espagne, Gregory Lassalle et OPSur, *Publicetim* n° 40, éditions du CETIM, Genève, 2016 (Pour commander le livre: <http://www.cetim.ch/publicetim/>).

1. « Edición 2015-2016 », *Anuario petrolero*, décembre 2015.
2. Édition spéciale, « *La evolución del combustible. Viaje al centro de Vaca Muerta* », *National Geographic en español*, novembre 2013.

La restauration néolibérale

Nicolás Hirtz, journaliste à la Coopérative de communication Coyuyo (Argentine).

Beaucoup de choses ont commencé à changer, le 22 novembre 2015 en Argentine, à l'annonce de la victoire de Mauricio Macri aux élections présidentielles¹. Le virage à droite du pays est alors apparu clairement, le transfert de ressources se faisant désormais vers les intérêts des plus puissants du pays et de l'étranger.

« ont fait tant de mal ces dernières années »⁴ et autres lieux communs comme l'invocation d'unir les efforts de tous ou de faire équipe pour tirer le pays vers l'avant.

Pour ce qui est des relations internationales, les proclamations de la droite argentine annonçant que le pays allait « s'insérer à nouveau dans le monde » se sont révélées comme le prélude de la reprise des mesures promues par le Consensus de Washington.

Le virage à droite a d'ailleurs été rapidement vérifié par le comportement des marchés et la manière avec laquelle le discours de « Cambiemos »² cherchait à réconcilier le pays avec les secteurs liés aux oligarchies traditionnelles de l'agriculture, de l'industrie et des multinationales³ ainsi qu'avec des personnalités civiles et militaires, directement compromises dans la dictature militaire. Dans son discours inaugural du 10 décembre (Journée internationale des droits humains) ainsi que lors de l'ouverture de la session du Congrès, le 1er Mars, Macri n'a fait aucune référence aux droits humains et a opté pour un appel à la conciliation entre les Argentins et à travailler ensemble pour refermer les fractures qui

Un peu d'histoire

Mauricio Macri traîne une longue histoire de famille associée au commerce avec l'État. Son père, le chef d'entreprise Franco Macri, a signé une série de contrats publics en particulier dans le domaine du bâtiment et des affaires immobilières. Il a été un des directeurs de Fiat ainsi que de la Poste argentine lorsqu'elle fut privatisée pendant le mandat du président Carlos Menem. Sous sa direction, ces entreprises ont souffert d'une gestion marquée par des désinvestissements délibérés et de sérieux troubles dont des détournements de fonds. Par ailleurs, la famille Macri -devenue millionnaire- est propriétaire du groupe entrepreneurial SocMA qui est actif dans une série d'opérations de dimension nationale et internationale dont beaucoup sont liées à des entreprises off-shore aux Bahamas, impliquées dans l'affaire des Panama Papers. Elle possède également de grandes surfaces de terres agricoles au nord comme au sud du pays. Il est donc difficile d'ignorer ses liens avec les secteurs historiquement privilégiés. Succédant à son père et soucieux de garder le contrôle des entreprises, c'est Mauricio qui reprend les commandes. Fervent fan du club de foot du Boca Juniors, il en devient le président entre 1995 et 2008.

1. Le résultat final était 51% de voix pour Macri et 49% pour le candidat du Front pour la Victoire, Daniel Scioli.

2. Front électoral groupant des partis de la droite traditionnelle comme le parti du président élu Propuesta Republicana (PRO) et d'autres partis avec une tradition plus progressiste comme l'historique Unión Cívica Radical (UCR) de l'ex-président Raúl Alfonsín élu après la dernière dictature militaire.

3. Une des premières actions de Mauricio Macri fut de conclure un accord avec Mc Donalds, par lequel le gouvernement s'engageait à subventionner l'entreprise et à permettre davantage de flexibilité du travail. Quelques jours plus tard, Macri annonçait de nouveaux investissements de la compagnie Coca Cola dans le pays.

4. La « fracture » fut un terme imposé par les médias dominants du pays (le groupes MultiMedia Clarín y La Nación) qui regrettaient la soi-disant division entre les Argentins pour des raisons idéologiques; division que « Cambiemos » cherche à surmonter par la formulation d'un discours « unique » et par un encerclement médiatique évoqué plus loin.



Macri célèbre sa victoire en dansant. Photo: Silvina Frydlewsky

Son passage par ce club prestigieux, vainqueur de moult championnats nationaux et internationaux, lui servit de base dans un pays, fort attaché à ce sport, pour acquérir une grande popularité dans l'opinion publique et dans le monde politique.

Avec ce bagage et soutenu par les milieux oligarchiques et les grands médias hégémoniques du pays, il fut propulsé d'abord comme député national en 2005¹ et puis, en 2007, comme gouverneur de la capitale fédérale de Buenos Aires, la ville la plus peuplée du pays. Macri est réélu en 2011 et devient la principale figure de l'opposition au gouvernement du Front pour la Victoire. Son parcours de chef d'entreprise et d'homme politique lui a valu une multitude de plaintes. Il enregistre à ce jour, un total de 214 requêtes le concernant dont certaines pour enrichissement illicite, blanchiment d'argent et mise sur écoute de ses opposants lorsqu'il était gouverneur de Buenos Aires.

Les héritiers

Les nominations aux postes stratégiques du gouvernement permettent d'avoir une idée claire de l'orientation qui domine la politique économique du pays. En effet, parmi les nouveaux arrivants figurent

1. Lorsqu'il était député, Macri fit preuve d'un absentéisme tenace. Lors de la session parlementaire de l'année 2006, il n'assista qu'à 23 des 51 séances et ne participa qu'à 36 votes sur les 280 qui eurent lieu durant cette période.

des dirigeants d'importantes multinationales tels le nouveau ministre de l'Énergie, Juan José Aranguren, ancien patron de Shell dans le pays et qui possède encore un million d'euros en actions de cette entreprise ou Isela Constantini, nommée à la tête de la Compagnie nationale d'aviation Aerolineas Argentinas, tout en conservant son poste de PDG de la compagnie d'aviation chilienne LAN.

Au Ministère de l'Économie, deux noms font leur apparition, directement liés à la plus grave crise économique qu'a connu ce pays en 2001. Il s'agit du ministre de l'Économie Alfonso Prat Gay, ancien directeur exécutif de la Banque JP Morgan. Il est accusé d'avoir été l'un des conseillers qui a organisé la fuite des capitaux dans le cadre du scandale des comptes de la Banque HSBC². Le second est celui de Federico Adolfo Sturzeneger, Président de la Banque Centrale, sous jugement de la Cour Suprême en tant que créateur du «Méga-canje»³ pendant la crise

2. Dénoncé par Hernán Arbizú, un autre ex-fonctionnaire de JP Morgan, aujourd'hui extradé aux États-Unis pour répondre à la justice de ce pays des accusations de participation dans la fuite de capitaux vers les paradis fiscaux.

3. Le «méga-canje» de la dette publique de 2001 fut une opération mise en marche par Domingo Cavallo, alors ministre de l'Économie sous la présidence de Fernando de la Rúa. L'opération, planifiée par David Mulford, ancien secrétaire du trésor nord-américain et vice-président du Crédit Suisse-First Boston, provoqua pour le pays une augmentation de sa dette externe et un bénéfice de 150 millions de dollars (dont 20 pour Mulford) pour les sept banques participant à l'opération.

de 2001. Mécanisme duquel résulta un « méga » endettement pour des milliers d'épargnants.

Transfert de ressources du bas vers le haut

Comme toujours, ce sont les chômeurs et les travailleurs qui subissent le plus durement ce changement d'orientation de la politique économique tandis que les bénéficiaires en sont les grands exportateurs de matières premières et les importateurs de biens industriels ou des technologies comportant de la valeur ajoutée. Les groupes qui en bénéficient ont historiquement justifié ce mécanisme par la théorie dite du « ruissellement » selon laquelle lorsque

libéralisation du marché des changes et la réduction des impôts à l'exportation. Quelques heures après la prise en charge de son gouvernement, Macri proclame la sortie de ce qu'il appelle « le piège » du change des devises, c'est-à-dire, le contrôle de l'achat et de la vente de dollars. Cette libéralisation du marché des changes entraîne une dévaluation radicale du peso. Le dollar est monté jusqu'à 15 pesos provoquant une inflation de 25%; ce qui bien entendu, se répercuta directement sur le pouvoir d'achat réel des travailleurs et bénéficia aux exportateurs et aux spéculateurs financiers. Confirmant cette orientation, et accédant à la demande pressante du cartel d'exportateurs jadis violemment hostiles aux impôts que les gouvernements de Duhalde, puis



23 décembre 2015. Travailleurs de Cresta Roja sont brutalement réprimés lorsqu'ils protestent contre la fermeture de l'entreprise viticole.

ceux qui sont au sommet de la pyramide bénéficient du flux des profits, leurs voisins dans les paliers inférieurs vont aussi en profiter, par une dynamique naturelle d'écoulement d'une partie de ces profits vers le bas. Ainsi, selon ces exégètes, « tout le monde sort gagnant ». L'histoire montre que ce sont les populations qui subissent cette imposture. En témoigne ce récit populaire: « Si une personne a la possibilité d'acheter 20 kg de viande, mais a besoin d'en consommer seulement 2, elle ne va pas distribuer l'argent non dépensé à ceux qui ne peuvent même pas en acheter un kilo. Donc, les plus démunis ne verront jamais ce ruissellement ».

Deux décisions clés confirment l'orientation néolibérale de la politique économique de Macri: la

des Kirchners avaient fixés, le gouvernement Macri décida d'éliminer les impôts à l'exportation des minéraux, de la viande, du blé et du maïs ainsi que de diminuer de 35 à 30 % les taxes à l'exportation du soja. On estime qu'avec ces mesures, l'Administration fiscale fédérale perd plus de 60 milliards de dollars dans les secteurs de l'agriculture, du bétail et des exploitations minières.

Le secteur agro-exportateur est le grand gagnant de ces politiques. Le choix de Macri ne pouvait pas être plus clair: il a fusionné le Ministère de l'Industrie avec celui de l'Agriculture sous la dénomination de « Ministère de l'Agro-industrie » et comme ministre, il a nommé Ricardo Buryalle, président de la Confédération rurale argentine (CRA).

Depuis que « Cambiemos » est aux manettes, plus de 80.000 travailleurs du secteur public ont été licenciés.

Comme si ces mesures ne suffisaient pas, le gouvernement Macri démantèle le RENATEA (Registre National des travailleurs et des employeurs agricoles de l'Argentine), organisme créé pour contrôler l'emploi rural, et assurer un encadrement juridique du travail dans ce secteur. Le RENATEA avait réussi à enregistrer et obtenir des pensions pour des milliers de travailleurs ruraux. Il avait déposé des centaines de plaintes en justice contre des abus subis par les travailleurs, et avait également entrepris d'importants programmes d'alphabétisation, d'accompagnement scolaire et d'ouverture de crèches. Comme on pouvait s'y attendre, le démantèlement de cette institution a eu comme conséquence le licenciement de plus de mille travailleurs en deux mois.

Ainsi, depuis que «Cambiamos» est aux manettes, plus de 80.000 travailleurs du secteur public ont été licenciés sous divers prétextes. Notamment, celui du trop grand nombre de fonctionnaires ou le fait que ces postes étaient liés à des nominations politiques passées. Ces licenciements correspondent à la liquidation des projets ou programmes publics à caractère social; c'est le cas du Programme de santé sexuelle et reproductive¹, de celui de CONECTAR (un projet qui consistait à fournir des ordinateurs portables à tous les enfants de l'école primaire et secondaire publique) ou celui du soutien aux chœurs et orchestres du bicentenaire (programme par lequel l'État prêtait aux enfants de condition modeste qui le souhaitaient, des instruments de musique pour faciliter leur formation).

1. Le Programme de santé sexuelle et reproductive du Ministère de la Santé s'occupait de diffuser des méthodes de contraception et de distribuer des pilules, préservatifs et autres méthodes comme la pilule du lendemain. Il était également en charge du programme visant à faire appliquer le «Protocole d'avortements non punissables» dans les cas de danger pour la vie ou la santé de la mère lorsque ceux-ci ne peuvent pas être évités grâce à d'autres moyens ou dans les cas de viol sur des personnes avec un handicap mental (avec le consentement de son représentant légal dans ces cas). Beaucoup de juges, d'autorités locales et de travailleurs de la santé se refusent à mettre en œuvre ce protocole. Ce programme travaillait aussi en coordination avec le Ministère de l'Éducation pour faire respecter la Loi fédérale d'Éducation qui visait à intégrer l'éducation sexuelle aux cursus d'enseignement. Le nouveau ministre de l'Éducation a annoncé qu'il respectera la particularité de chaque province sans chercher à exercer son autorité à ce sujet.

Cet abandon de projets confirme l'orientation régressive des actuelles autorités. Il ne s'agit pas seulement de pertes de postes. Les licenciements constatés dernièrement visent à en finir avec les prestations culturelles, d'assistance solidaire, de contrôle des marchés, d'habilitation des droits citoyens. C'est un véritable transfert de ressources du bas vers le haut. Une autre forme de transfert des ressources se réalise de l'intérieur du pays vers la capitale fédérale. C'est le cas du Plan Belgrano initialement destiné à promouvoir les provinces défavorisées du pays, notamment dans la région du nord. Le gouvernement Macri a renversé la donne en signant en juillet 2016, un décret (797/16) qui transfère le budget annuellement alloué à la région du nord-est du pays (une des plus pauvres de l'Argentine) vers la capitale fédérale.

«Sinceramiento» de l'économie

L'un des effets d'annonce les plus importants du gouvernement a été «sincerar» l'économie. Cette expression idiomatique signifie l'arrêt des interventions d'État, produisant selon les termes de ceux qui promeuvent cette libéralisation, des effets de distorsion dans l'économie. L'usage du mot «sinceramiento» n'est autre qu'un euphémisme pour éviter les connotations négatives des termes «ajustement» ou «austérité». C'est en utilisant cette formule que le gouvernement a abandonné les subventions aux entreprises productrices d'énergie leur permettant en même temps de mettre en application des augmentations de tarifs qui, dans le cas du gaz, ont progressé de plus de 1.500% en moyenne annuelle et ce, sans qu'il soit convoqué une audience publique préalable comme l'ordonne la loi. Cette mesure a été «justifiée» en invoquant le fait que les prix de l'énergie étaient trop bas et que l'État ne pouvait pas dépenser plus en subventions aux entreprises pour favoriser le gaspillage des citoyens². L'État devant faire face à la crise énergétique actuelle. L'énormité de l'augmentation a provoqué une avalanche de requêtes en justice et de manifestations qui ont obligé

2. Juan José Aranguren le ministre de l'Énergie proposait une solution aux multiples hausses du prix du combustible en disant «Si les usagers n'aiment pas les nouveaux prix, ils n'ont qu'à ne pas remplir leurs réservoirs d'essence». Alors que Marcos Peña, porte-parole du président et Chef de cabinet du gouvernement, justifiait la suppression de subsides et les augmentations en disant : «nous avons des habitudes d'un pays riche en énergie qui n'a jamais dû se soucier des problèmes de sa rareté» ou «nous avons choisi le chemin de la progressivité» pour justifier une augmentation de plus de 400 %.

le gouvernement à annoncer que les entreprises ne pouvaient pas augmenter de plus de 400 % leurs tarifs; la décision finale se trouve dans les mains de la Cour Suprême de Justice.

Depuis la campagne électorale, les fonctionnaires de Macri ne cessaient de répéter qu'il fallait revenir à «une Argentine compétitive». Selon Paolo Roca, un des représentants de l'Union Industrielle Argentine, il faut diminuer les salaires, précariser la situation des classes laborieuses et susciter un excès de demande d'emploi par rapport à l'offre de postes de travail¹.

Selon le Centre d'économie politique d'Argentine (CEPA), entre décembre 2015 et juin 2016, il y a eu 179.285 licenciements², dont 48 % de travailleurs du secteur public. Les secteurs les plus touchés ont été ceux du bâtiment suivi de l'administration publique et de l'industrie³. La réduction du nombre de fonctionnaires n'est pas encore terminée, en ce qui concerne les employés sous contrat à durée déterminée. Le CEPA conclut que le processus est loin d'être terminé, et que le chômage montre une dynamique qui mérite une attention significative et permanente.

Tout indique donc que, suivant les règles du marché, les travailleurs sont obligés d'accepter des conditions de travail indignes. Jusqu'à aujourd'hui, les syndicats sont faiblement mobilisés et ont peu à dire lors des négociations paritaires, car la sauvegarde de l'emploi devient la revendication principale.

1. Paolo Roca, président du TECHINT, le plus grand groupe industriel du pays, justifiait sa position en faveur de la diminution des salaires en disant, lors d'une émission de télévision, que lorsqu'ils sont très élevés comme, selon lui, c'est le cas en Argentine, cela dissuade les capitaux étrangers d'investir dans le pays.

2. Centro de Economía Política Argentina (CEPA), «Situación del mercado argentino del empleo: un análisis de la evolución del empleo y de los salarios en la coyuntura local», juillet, 2016.

3. Étant donné qu'il n'existe pas d'informations officielles chiffrées ni de sondages solides et fiables concernant la vague de licenciements en cours, cette enquête fut réalisée sur la base des informations publiées dans la presse des syndicats et des chambres des entreprises.

Il y a un an, la principale demande des centrales syndicales était l'abrogation de l'impôt sur les rémunérations des travailleurs les mieux payés⁴. Depuis, cette revendication a disparu et a été remplacée par la défense de l'emploi ou par des démarches visant à associer les augmentations salariales à l'inflation.

Devant cette situation, les parlementaires de l'opposition ont présenté et approuvé une loi qui cherche à proté-

ger l'emploi générant des mécanismes rétroactifs de double indemnisation concernant les licenciements qui ont eu lieu depuis janvier 2016. Mais, ladite loi a subi le veto du président sous prétexte que les principales entreprises du pays se sont engagées à cesser de licencier.

Une économie en chute libre

La hausse des prix à la consommation a été de 23,9% entre novembre 2014 et novembre 2015. Puis, durant le premier semestre de 2016, les prix ont augmenté de 29,2 %⁵. N'importe quelle évaluation objective de ces résultats devrait poser la question de la crédibilité des économistes du gouvernement qui proclamaient, d'un air défiant, avant les élections que l'ouverture de la vente des devises, la diminution des impôts sur les exportations de matières premières et l'élimination des subventions aux services publics n'allaient pas avoir de conséquences sur les prix.

Avec une chute de 8,2 % au mois de juin 2016 par rapport au même mois de l'année précédente,

4. Impôt mis en application en 1999, dans un contexte de crise économique visant les rémunérations ou les allocations de pension des travailleurs dont le montant dépassait les 915€ par mois, chiffre assez proche du panier de la ménagère. En 2015, ce dernier était de 785.13€ pour une famille d'un couple avec deux enfants. Si l'on estime qu'il s'agit du salaire brut, ces travailleurs, considérés «privilegiés» perçoivent une rémunération qui couvre tout juste les besoins de base d'une famille. La «Central de Trabajadores de Argentina» (CTA) réclamait le transfert de cet impôt (dont 80% de recettes procèdent des salaires et des pensions et seulement 20 % du capital) vers les grandes entreprises, la spéculation, la rente financière et les jeux de hasard.

5. Índice de precios al consumo en la provincia de Buenos Aires (IPCBA), «Informe de Resultados 2016», juillet, 2016 (<https://www.estadisticaciudad.gob.ar/eyc/?p=56117>).

la production industrielle du pays a comptabilisé sa cinquième baisse de l'année. Pratiquement la totalité des secteurs subit de mauvaises performances économiques. L'automobile, l'industrie mécanique, la sidérurgie, la chimie et les matières plastiques sont connus des diminutions à deux chiffres¹. Même la Fondation des recherches économiques latino-américaines, pourtant néolibérale, l'affirme: «dans le court terme les perspectives restent sans changement avec une prolongation de la phase récessive qui se maintiendra dans la plupart des secteurs»².

Les secteurs les plus affectés sont ceux associés à l'industrie automobile; la sidérurgie a connu une baisse de 14,3%; la production d'acier, une chute de 16,2 % en juin et cumule une perte de 15,4% sur le semestre³. La chute de la demande des produits de l'industrie métallurgique qui inclut des entreprises comme Techint et Aluar, s'explique en partie par la baisse de la consommation, par la détérioration du salaire réel consécutive à la dévaluation et à la flambée inflationniste, ainsi que par la forte ouverture aux importations au détriment de la production nationale⁴. Ceci s'ajoute à la diminution de la demande externe qui résulte de la décélération de l'activité économique du Brésil, principal importateur du secteur automobile argentin; les importations brésiliennes ont commencé à diminuer en 2014 (de 14%)⁵.

Pour ce qui est du secteur de la construction, une chute interannuelle de 19,6% a été estimée pour le mois de juin (12,4% pour le premier semestre du 2016)⁶. Dans ce cadre, une des mesures prises par le gouvernement a été la modification du programme «Procrear» (programme de crédits subventionné par l'État pour la construction ou la réfection de logements), afin qu'il ne concerne plus la construction de nouvelles habitations, mais qu'il se limite à l'achat

d'immeubles. Cette mesure est destinée à favoriser le seul secteur du commerce immobilier.

D'un autre côté, l'achat d'intrants pour la construction a connu une chute interannuelle de 38,4% au mois de juin. Quant à la situation de l'emploi dans ce secteur, une baisse interannuelle de 13,8% a été constatée au mois de mai 2016. Cela signifie qu'entre mai 2015, lorsque le secteur employait 451.588 travailleurs, et mai 2016, une perte de 62.463 postes de travail a été enregistrée⁷.

Dans le secteur alimentaire il y a eu une baisse de l'emploi de 5,6% en juin et de 0,5%⁸ pour le semestre. Ce secteur a été sérieusement pénalisé par l'ouverture aux importations, affectant tout particulièrement les petites et moyennes entreprises. Durant le premier semestre, les achats de produits alimentaires importés ont atteint les 3.445 millions de dollars, une hausse de 22,2% par rapport à la même période de 2015⁹. Cette flambée d'importations ne se limite pas aux secteurs dits sensibles comme les jouets, l'habillement et les chaussures, mais elle se reproduit aussi, comme nous venons de le voir, dans les secteurs de la métallurgie dans ses diverses branches et de l'automobile en général. Ces évolutions se reflètent dans les prévisions de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), qui pronostique une baisse du PIB argentin de 1,5% pour l'année 2016¹⁰; la prévision précédente de cet organisme était d'une baisse de l'ordre de seulement 0,8%¹¹.

Des retours d'ascenseur

Le gouvernement Macri dut rendre la pareille à ceux qui l'avaient aidé à conquérir la présidence. Un des secteurs qui avait le plus contribué à la cam-

1. Fondation de recherches économiques latino-américaines, « Índice de la Producción Industrial. Variación anual », juin 2016 (www.fiel.org.ar).

2. Ibid.

3. Ibid.

4. Les ventes d'électroménagers (qui utilisent l'acier comme intrant) ont diminué en juin de 19,2%. Sources : Confederación Argentina de la Mediana Empresa ; « Informes. Junio 2016 » (www.redcame.org.ar).

5. Fonds Monétaire International, « Informe país del FMI 16/69. Argentina, evolución económica », février 2016, p. 5.

6. Institut National de Recensement et Statistiques (INDEC), « Indicador sintético de la actividad de la construcción. Variaciones porcentuales » (www.indec.mecon.ar).

7. Ibid.

8. INDEC, « Estimador mensual industrial. Variación junio 2016/junio 2015 » (www.indec.mecon.ar).

9. INDEC, « Índice de precios y cantidades al comercio exterior. Segundo trimestre 2016 » (www.indec.mecon.ar).

10. CEPAL, « La recuperación del crecimiento de América Latina y el Caribe depende de dinamizar la inversión pública y privada », juillet, 2016 (<http://www.cepal.org/es/comunicadoscepal-la-recuperacion-crecimiento-america-latina-caribe-depende-dinamizar-la-inversion>).

11. CEPAL, « Economía de América Latina y el Caribe crecerán sólo 0,2% en 2016 en complejo escenario global », décembre 2015 (<http://www.cepal.org/es/comunicados/economias-america-latina-caribe-creceran-solo-02-2016-complejo-escenario-global>).

pagne en faveur du candidat est sans doute, celui des grands médias de communication.

Les grands groupes Multimédia Clarín et La Nación, véritables pieuvres soutenues et renforcées par la dictature militaire depuis 1976 et, ensuite, par l'ancien président Menem, sentaient leur hégémonie menacée suite à l'approbation de la Loi de Services de Communication audiovisuelle de 2009. Cette loi cherchait à combattre le monopole des entreprises de communication moyennant l'octroi, de manière égalitaire, de licences de Radio et TV à trois secteurs de la vie sociale: 33% pour les associations sans but lucratif; 33% pour les entreprises commerciales et 33% pour les entités publiques. Cette loi visait à empêcher la concentration médiatique, en obligeant les entreprises ayant plus de 25 licences dans le pays, à se défaire de certaines d'entre elles. Elle ne permettait pas non plus aux fournisseurs de télévision par câble d'émettre dans la même programmation plus de deux programmes d'information de façon à assurer la pluralité de l'information et la diversité du choix pour les téléspectateurs. Elle instituait également une thématique de grilles à présenter dans leurs programmes en fonction de l'orientation des chaînes (sportives, informatives, enfantines, cinéma, etc.) et du quota préalablement attribué.

Ces directives avaient pour but d'éviter que ce soient les opérateurs privés qui décident des grilles à leur convenance. Par ailleurs, le gouvernement Kirchner avait lancé un programme de télévision digitale libre couvrant l'ensemble du pays avec une grille variée qui comprenait -entre autres- la chaîne Telesur d'origine vénézuélienne, intégrant aussi des programmations venant de chaque pays membre du Mercosur. Le gouvernement Macri décida d'éliminer cette chaîne de la grille de la TV digitale argentine et de lui retirer tout subside faisant ainsi un geste inamical envers le Mercosur.

De son côté le groupe Clarín avait pu éviter pendant des années de se conformer à la loi, grâce à des amis juges et à des arguties juridiques. Il avait ainsi conservé son monopole sur le câble et son énorme réseau national d'organes de communication, et ce,

malgré l'existence d'une résolution contraire de la Cour Suprême qui avait jugé favorablement la question de la constitutionnalité de ladite loi.

En dépit du haut niveau de cette décision de justice, la puissance de ce groupe permit que cette loi ne lui soit pas appliquée dans les faits. C'est donc sans surprise qu'une des premières mesures de la présidence Macri soit la promulgation d'un décret dit de «nécessité et urgence», destiné à modifier cette loi en supprimant l'Autorité Fédérale de Services de Communication Audiovisuelle (chargée de la régulation et de la promotion de la création et de la production audiovisuelle dans tout le pays).

Ce décret a supprimé notamment l'article de la loi régulant la quantité des licences autorisées, et a bénéficié ainsi directement au groupe phare du monopole Clarín. Il a également annulé la totalité des programmes qui stimulaient les productions locales et la création de nouveaux médias. Ces mesures ont permis au gouvernement Macri d'obtenir en échange un soutien fort des médias qui se chargent de minimiser les effets de ses politiques et d'attribuer la responsabilité des problèmes du pays à «l'héritage» des gouvernements Kirchner. Si l'on suit les dires de ces monopoles médiatiques, les mesures d'austérité n'existent pas et l'insécurité dans le pays a disparu du jour au lendemain. Par contre, les découvertes de cas de corruption des anciens gouvernements ne cessent d'être signalées.

La restauration néolibérale : processus «normalisateur»

«Cambiamos» a mis en marche un programme néolibéral classique désigné «Restauration néolibérale». La marque de toutes les mesures de ce programme peut se résumer en un transfert des revenus du bas vers le haut. Gonzales Fraga, un des conseillers techniques et porte-parole du gouvernement l'affirme lui-même «*nous sommes en train de vivre un processus de normalisation de l'Argentine*» faisant référence aux conditions, selon lui, «*anormales*» de vie des classes moyennes qui peuvent se permettre d'acheter des TV avec écran plasma,

des climatiseurs et même des voitures.

À son tour, Marcos Peña, chef du cabinet du président Macri et son porte-parole, soutient ces dires lorsque, justifiant la hausse de plus de 1000 % des tarifs de l'électricité et du gaz, il explique « nous étions habitués à vivre comme un pays de riches », laissant entendre que cela ne correspondait pas à un pays comme l'Argentine. Voilà ce que ce gouvernement entend par « normaliser ». Cette « normalisation » s'observe également sur le plan des relations internationales où le nouveau gouvernement entend donner une priorité claire à un alignement d'ordre économique et géopolitique avec les États-unis. Les signes en ce sens abondent, le retour au projet de Zone de libre-échange des Amériques (ALCA, ZLÉA en français)¹; la demande d'adhérer à « l'Alliance du Pacifique »² ou les intentions de se rapprocher de « l'Accord Transpacifique de Coopération économique »³.

En ce sens, une des premières mesures présentées au Congrès a été celle d'arriver à un

1. Lors du IV Sommet Ibéro-américain réuni à Mar del Plata (Argentine) en 2005, la plupart des représentants de l'hémisphère sud avec en tête les présidents de l'Argentine, du Brésil, du Venezuela et de la Bolivie, ont fait leur le mot d'ordre de Chavez: "ALCA, ALCA, al carajo", (ALCA, ALCA va te faire voir) signifiant qu'ils comptaient rompre avec ce traité pour se recentrer sur le MERCOSUR.

2. Bloc régional formé par le Chili, le Pérou, la Colombie et le Mexique

3. Traité du libre commerce, sous prééminence des États-Unis et du Canada, signé en février de cette année par douze pays du bassin du Pacifique avec l'objectif de réduire les barrières commerciales, d'établir un cadre commun de propriété intellectuelle, de standardiser le droit du travail et de l'environnement ainsi que d'établir un mécanisme d'arbitrage des différends entre les États et les investisseurs.



Tract distribué lors de la manifestation organisée lors de la visite d'Obama en Argentine le 24 mars.

Macri invite Barak Obama pour célébrer le 24 mars, «la journée de la mémoire pour la vérité et la justice» en hommage aux victimes de la dictature civile militaire (1976-1983), imposée sous la complicité des USA.

accord avec les «fonds vautours» moyennant le remboursement de 9.300 millions de dollars réclamés par ces derniers, tout en engageant le pays dans un nouvel endettement de plus de 15 milliards de dollars. Une note piquante de cet accord a été mentionnée par la révélation qu'un haut fonctionnaire du gouvernement, le Président de la Banque Nationale Carlos Melconian, soit l'un des bénéficiaires de cet accord. Il était l'un des créanciers qui avait participé au litige contre l'Argentine pour un montant d'environ un million de dollars concernant sa partie de l'achat de la dette du pays en pleine crise financière de 2001.

Une autre illustration de cette restauration néolibérale fut donnée par le président Macri lorsqu'il choisit d'inviter Barak Obama pour célébrer le 24 mars, «la journée de la mémoire pour la vérité et la justice» en hommage aux victimes de la dictature civile militaire (1976-1983), imposée sous la complicité des USA, notamment à travers le «Plan Condor»⁴. À l'occasion de la visite du président américain, venu avec une nombreuse délégation d'hommes d'affaires, de nombreuses réunions ont eu lieu et leurs contenus ne sont pas encore connus. La seule annonce officielle qui a été faite, concerne le chef d'entreprise Ted Turner, il aurait l'intention d'acquérir les droits concernant la transmission télévisée des matchs de football, l'un des programmes télévisés qui a été éliminé par le

4. Nom qui a été donné à la campagne de lutte « antisubversive » conjointement par les services secrets des régimes dictatoriaux de la Bolivie, de l'Argentine, du Brésil, du Chili, du Paraguay et de l'Uruguay avec le support tacite des USA, durant les années 1970 et 1980.

gouvernement de la chaîne publique afin de l'offrir au secteur privé¹.

Un autre accord, bien plus important, mais pas encore confirmé, concernerait l'installation de bases militaires des États-Unis sur le sol argentin. Selon certaines sources, un des accords résultant des conversations Macri-Obama prévoirait l'installation de deux bases de l'Agence de la Sécurité Nationale américaine (NSA). Une dans la province de Misiones et l'autre en Terre de Feu (nord et sud de l'Argentine respectivement). Ceci, s'ajouterait à la mise en œuvre de missions conjointes avec des troupes nord-américaines pour des exercices militaires tant sur le territoire du pays que dans d'autres pays d'Amérique latine. Concernant l'installation de base de la NSA dans la région du nord, la raison invoquée est la lutte contre le narcotrafic, la délinquance internationale et le terrorisme autour de la frontière argentino-brésilo-paraguayenne. L'Aquifère Guarani, une des sources d'eau la plus importante du monde se trouve précisément dans cette zone guettée par Washington, depuis l'époque Reagan (1981-1989).

Dans le sud du pays, les États-Unis prétextent l'installation d'une base d'observation et d'expérimentations «scientifiques», en réalité, elle servira de cheval de Troie pour accéder à un territoire de haute valeur géopolitique. La base serait installée à Ushuaia, à l'extrême sud du pays à la confluence de l'Atlantique et du Pacifique, non loin de la base de l'OTAN aux Malouines. Cet espace du territoire antarctique argentin est également très convoité par les États-Unis pour l'importance de ses glaciers continentaux qui constituent une provision d'eau pour le futur.

Un autre signe particulièrement édifiant de la politique de relations internationales du gouvernement Macri fut donné par l'invitation faite au Roi d'Espagne pour célébrer le 9 juillet, les 200 ans de l'indépendance du pays de la couronne espagnole. Lors de son discours de bienvenue, le président argentin a affirmé *«nos héros, devaient sûrement être émus et tristes ce 9 juillet 1816, lorsqu'ils ont dû prendre la dure décision de devenir indépendant de l'Espagne»*.

1. Le gouvernement de Kirchner avait déclaré le football d'intérêt public; la totalité des rencontres de première et seconde division était télévisée gratuitement sous le mot d'ordre "Football para todos" (le foot pour tout le monde).

Enfin, le coup le plus dur porté contre la solidarité du bloc régional fut sans doute donné par Macri, avec le président paraguayen Horacio Cartes² et le brésilien Michel Temer³, afin d'empêcher que le Venezuela n'assume la présidence pro-tempore du Mercosur sous prétexte que ce pays connaît une crise institutionnelle. Il convient de préciser que selon les statuts du Mercosur, la présidence doit tourner, par ordre alphabétique, annuellement, entre les représentants des divers pays. Le dernier pays qui a exercé ce mandat était l'Uruguay, il revenait donc au Venezuela de l'assumer à partir du mois de juillet. Mais, devant le refus de l'Argentine, du Paraguay et du Brésil, le Mercosur est resté acéphale, laissant ainsi la place aux projets néolibéraux tels que ceux de l'Alliance du Pacifique ou au retour de l'ALCA, fermement soutenus par les États-Unis.

Article traduit de l'espagnol par Vladimir Caller

2. Horacio Cartes est un politicien néolibéral mis en place suite à un coup d'État contre l'ancien président Lugo.

3. Michel Temer était le vice-président du Brésil sous Dilma Rousseff. Il a été accusé par cette dernière d'avoir déstabilisé son gouvernement dans le but de prendre sa place lors de son procès.

Le gros lot pour les vautours

Raf Custers, Gresea

Champion de la réforme économique. Voici le Titre honorifique décerné par Paul Singer à Mauricio Macri, le nouveau président de l'Argentine. Singer a dirigé l'escadron des fonds vautours qui prend l'Argentine en otage depuis plusieurs années. Macri a capitulé devant ces fonds. La riposte contre les spéculateurs s'organise dans plusieurs pays, la Belgique en fait partie. Mais n'est-il pas trop tard ?

C'est en 2007 que le bras armé de Wall Street ouvre les hostilités contre l'Argentine. Son outil : l'ATFA, l'American Task Force Argentina, un club dont l'unique objectif est de servir les intérêts de l'industrie financière contre l'Argentine. L'ATFA est étroitement liée à l'establishment étatsunien. Elle est présidée par Nancy Shapiro, ex-ambassadrice, et Robert Shapiro, lobbyiste devenu vice-secrétaire au Commerce à Washington en 1997. Parmi ses alliés les plus fidèles de la classe politique, on trouve les sénateurs Robert Menendez (Démocrate du New Jersey) et Marco Rubio (Républicain de Floride). L'ATFA se dit une coalition ouverte ('composée de 37 contribuables, investisseurs, éducateurs, organisations agricoles et de Latinos'). Parmi ses principaux soutiens en 2007 figure une entreprise appelée Elliott Associates, dont on reparlera plus loin.

L'ATFA accuse l'Argentine de refuser de payer ses dettes. Selon l'ATFA, en 2007, l'Argentine en a pourtant les moyens : 'ses réserves de change étaient de 40 milliards de dollars, deux fois le montant de la dette impayée'. Pour mener à bien son entreprise, l'ATFA s'est efforcé de sensibiliser les principaux financiers du monde. Ainsi, dès avril 2007, le coprésident Shapiro rencontre des investisseurs allemands à Francfort. Ultérieurement, le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, sera cité par l'ATFA

dans une publicité dans laquelle il dit que l'Argentine 'vit au-dessus de ses moyens depuis des décennies et ne paye pas ses dettes'¹.

Ce front composé de lobbyistes, de financiers et de personnalités politiques durcit ses positions à partir de 2012

lorsque l'Argentine est condamnée par un juge new-yorkais. Les sénateurs Menendez et Rubio supplient alors le gouvernement de Washington 'd'assécher' l'Argentine.

Marco Rubio est issu du Tea Party, l'aile ultraconservatrice du parti républicain, et est actif entre autres dans la commission des Relations internationales du Sénat américain. Cela lui vaut l'estime du milliardaire Paul Singer. Quand Rubio se jette dans la campagne pour devenir le candidat à la présidence des républicains (et devient par la suite le challenger par excellence de Donald Trump), Paul Singer lui destine le gros de ses donations.

Ainsi, le front «anti-argentin» est au complet : l'ATFA, associé au sénateur Marco Rubio, financé par Paul Singer. Ce dernier dirige l'offensive des 'fonds vautours' contre l'Argentine. C'est lui qui possède les fonds d'investissement Elliot Management (premier 'supporter de l'ATFA'), qui à son tour, possède NML Capital, le plus agressif des 'fonds vautours' qui poursuit l'Argentine.

1. A model of unsoundness, publicité payée par la American Task Force Argentina, dans le Financial Times du 24 septembre 2014.

Sortir de la spirale

Après le défaut de l'Argentine sur sa dette en 2001, les présidents Nestor Kirchner (2003-2007) et Cristina Fernandez de Kirchner (2007-2015) doivent faire face à une multitude de créanciers, des institutions comme des entreprises, étrangers ou nationaux. Le tableau du Fonds monétaire international établi en 2006, l'illustre bien.¹

Les détenteurs de la dette publique d'Argentine
(en milliards de US\$)

	1999	2000	2001	2002	2003
Total de la dette du secteur public	121,9	128,1	143,8	137,0	177,8
a. Dette externe	85,0	85,2	87,5	82,8	86,3
Créditeurs officiels	26,2	26,4	36,1	35,7	37,5
Multilatéraux	20,3	21,8	31,6	30,8	31,0
FMI	4,5	5,1	14,0	14,3	15,5
BIRD/AID	8,6	9,1	9,4	8,5	7,5
Autres	7,2	7,6	8,2	8,0	8,0
Bilatéraux	5,9	4,6	4,5	4,9	6,5
Créditeurs privés	58,8	58,8	51,4	48,1	48,8
Banques commerciales	0,9	0,8	0,6	0,5	0,4
Obligations	57,9	58,0	50,8	47,5	48,4
b. Dette interne	36,9	42,9	56,3	53,2	91,5

Source : Fonds monétaire international

Or, les Kirchners ne refusent pas de payer les dettes, mais ils veulent décider du rythme des remboursements. En 2006, l'Argentine s'acquitte en une fois de sa dette au FMI, pour un montant de 9,5 milliards de dollars.² Le pays négocie avec les détenteurs d'obligations émises par le président Carlos Menem à partir de 1994. En 2005, il propose à cette catégorie de prêteurs de restructurer la dette, ce qui devient de plus en plus souvent une solution 'informelle', mais acceptée pour régler des dettes de pays sou-

1. En 2004 le secteur privé détient 55% de la dette argentine, les créanciers bilatéraux 8% et les créanciers multilatéraux 37%. Voir : de Bolle, Monica & Rother, Björn & Hakobyan, Ivetta, *The Level and Composition of Public Sector Debt in Emerging Market Crises*, IMF Working Paper WP/06/186, août 2006, p.26.
2. Idem, O.c., IMF WP/06/186, p. 17.

verains.³ La proposition implique que les créanciers échangent leurs obligations contre de nouvelles qui n'ont que 25 à 29% de la valeur initiale. Une deuxième restructuration selon la même formule a lieu en 2010. Durant ces deux négociations, la grande majorité des détenteurs d'obligations (92,4%) accepte la proposition argentine.

Grâce à ces restructurations (et à la conjoncture favorable des marchés agricoles), l'Argentine sort progressivement de la spirale de l'endettement. Le poids de la dette publique dans l'économie argentine a fortement régressé. D'après le gouvernement précédent (sous Cristina Fernandez de Kirchner) la dette publique représentait 166% du Produit intérieur brut (PIB) en 2002. Elle était réduite à 39,5% du PIB en 2013. Selon le FMI, elle réaugmente à partir de là pour atteindre 48,6% en 2014.⁴

Début 2014, l'Argentine mène des négociations sur plusieurs fronts.⁵ Le pays subit une forte dévaluation en janvier. Au même moment, il est en pourparlers avec la Banque mondiale, son tribunal de règlements des conflits entre pays et entreprises (le CIRDI), le Fonds monétaire et

le Club de Paris (créanciers bilatéraux). Ce dernier accepte une proposition argentine pour programmer les étapes du remboursement d'une dette de 9,7

3. Dans une lettre de sympathie pour l'Argentine, le Brésil écrit ceci (notre traduction de l'Anglais) : 'Il n'existe pas de procédure formelle de banqueroute d'États souverains. Les états font pourtant assez régulièrement défaut sur la dette. Alors, depuis les années 1980 le règlement de défauts souverains a été fait dans un cadre quoiqu'informel, mais bien établi'. Voir: Brief of the Federative Republic of Brazil as amicus curiae in support of petitioner, 'REPUBLIC OF ARGENTINA, Petitioner, v. NML CAPITAL, LTD., et al., Respondents', No. 13-990, Supreme Court of the United States, 24 mars 2014.

4. Informe País No.16/69, Fonds monétaire international, février 2016, p.32.

5. Laborda, Guillermo & Jimenez, Pablo, *El sector que remarque tendrá un urgente apertura de importaciones*, Ambito, le 27 janvier 2014

milliards de dollars.¹ Encore faut-il régler le conflit avec l'entreprise espagnole Repsol. Celle-ci avait été expropriée par l'Etat argentin lors de la 'nationalisation' en 2012 de YPF, la société pétrolière argentine. En avril 2014, Buenos Aires accepte de payer à Repsol une indemnisation de 5 milliards de dollars.

Escadron de vautours

Reste à trouver un accord avec une minorité de créanciers qui refuse les restructurations. Ils représentent 7% des détenteurs d'obligations de 1994. Ils tiennent à être remboursés pour la valeur totale de leurs créances. Ils sont désormais appelés les hold-outs, littéralement 'ceux qui tiennent'.

Parmi ces hold-outs, on trouve les fonds vautours.² Ces fonds sont des spéculateurs d'une classe à part. Ils ont acheté des obligations sur le marché secondaire³ à des prix très réduits. Ils attendent qu'une restructuration se passe pour réclamer ensuite - c'est leur seul objectif et raison d'être - un remboursement de la valeur nominale (initiale) de leurs obligations. Ils attaquent les Etats en justice pour atteindre cet objectif.

Dans le cas de l'Argentine, NML Capital, le fonds d'investissement de Paul Singer, prend les devants. Singer n'en est pas à sa première expérience. Dans les années 1990, son holding Elliot Associates a acquis pour 11 millions de dollars de dette du Pérou, mais s'est fait rembourser 58 millions (la valeur initiale augmentée des intérêts) en 2001.⁴ Le FMI a explicitement qualifié Elliott Associates de 'créanciers vautours' après cette escroquerie.⁵

1. *El acuerdo de deuda, una bocanada de oxígeno para gobierno argentino*, EIObservador.com, 1 juin 2014.

2. Pour une définition, voir : *Appel de l'expert de l'ONU. La loi Belge contre les fonds vautours doit être préservée*, Conférence de presse de Juan Pablo Bohoslavsky avec le CADTM, le CNCD et 11.11.11, Genève, 15 juin 2016 ; *Fonds vautours: quand les spéculateurs veulent faire la loi en Belgique*, CADTM, 7 juillet 2016.

3. *Le marché secondaire est un marché de gré à gré (sans lieu fixe) où les titres de dette s'échangent après qu'ils aient été émis par un Etat. On peut le comparer à un marché de l'occasion pour les automobiles.*

4. *Un vautour peut en cacher un autre*, Rapport de la plate-forme Dette & Développement et du CnCd-11.11.11, mai 2009, p.15.

5. *Involving the Private Sector in the Resolution of Financial Crisis. Restructuring International Sovereign Bonds*, Executive Board Meeting, Fonds monétaire international, 01/8, 24 janvier 2001, p.12. - <http://www.imf.org/external/pubs/ft/series/03/IPS.pdf>



Fonds vautours dénoncés à la Zinneke Parade, mai 2016, Bruxelles' (photo Raf Custers)

La filiale NML Capital était déjà entrée en conflit judiciaire avec l'Argentine en 2003, pour se faire rembourser deux créances d'un autre type (des Global Bonds).⁶ Mais la vraie bataille date de cette décennie. Elle est menée par une cohorte de vautours, dirigée par NML/Elliott/Singer et à laquelle participent aussi les spéculateurs Aurelius et Blue Angel. Fin 2011, le juge Thomas Griesa, président d'une Cour d'un district à New York, plaide en leur faveur. Il reprend l'argument des fonds vautours qui prônent que l'Argentine aurait rompu ses contrats avec ses créanciers, et plus particulièrement parce qu'elle n'aurait pas respecté la clause qui mentionne que tous les créanciers doivent être traités sur un pied d'égalité (pari passu). Les vautours trouvent des arguments dans deux mesures adoptées par l'Argentine en 2005, pour convaincre («pour forcer» disent d'autres⁷) les détenteurs à accepter un rem-

6. Yuefen Li, *Implications of Argentina's Deal with "Super hold-outs": Need for an Urgent Revision to Bond Contracts and a Debt Workout Mechanism*, SouthViews n°126, 5 mars 2016.

7. Fernando Daniel Hernández (Marval, O' Farrell & Mairal, Buenos Aires), *Problems and lessons of the Argentine sovereign*

boursement réduit. Ces deux mesures sont: 'la clause des plus favorisés' et la 'Loi Serrure'. La fameuse clause était incluse dans la brochure qui expliquait les conditions de la première restructuration.¹ Elle concédait un avantage aux créanciers qui entre- raient dans cette restructuration (de 2005). Ceux-là pourraient toujours participer à une nou- velle restructuration introduite éventuel- lement par le gou- vernement argentin (avant décembre 2014) et en réclamer les mêmes conditions (meilleures peut-être de celles que l'Ar- gentine offrait en 2005).² La loi (Ley Cerrojo) a été vo- tée peu après, le 9 février 2005. Elle disait que la pre- mière restructuration serait clôturée fin février 2005 et ne pourrait plus être renégociée ultérieurement.

Ces deux mesures seront invoquées par la suite en justice par les fonds vautours. Le juge Griesa va dans leur sens. Il interdit à l'Argentine de rembour- ser les créanciers inclus dans les restructurations, tant que le pays n'accepte pas les exigences des vau- tours, et il oblige le pays à rembourser les hold-outs chaque fois qu'il rem- boursa des 'restruc- turés'. Dans la pra- tique, le jugement de Griesa bloque ainsi complètement le règlement de la dette sou- veraine de l'Argentine. Lors du procès le pays prend des initiatives pour arriver à une solution à l'amiable. En septembre 2013, il suspend par exemple la Ley Cerrojo pour permettre une fois de plus aux hold- outs de rejoindre les 'détenteurs restructurés'. Mais, les hold-outs ne bougent pas d'un pouce. Le verdict de Griesa est sans précédent. Il sera confirmé en ap- pel en 2012 et maintenu jusqu'à la rupture complète en juillet 2014. Nous y revenons dans un instant.

debt crisis, International Insolvency Institute, 6-7 juin 2016.

1. Prospectus supplement (to Prospectus Dated December 27, 2004), 10 janvier 2005, http://www.mecon.gov.ar/finanzas/download/us_prospectus_and_prospectus_supplement.pdf
2. Cette clause crée les créanciers plus favorisés (accreedores mas favorecidos). Voir la présentation utilisée dans un roadshow du gouvernement et intitulée República Argentina Oferta de Canje 12 de Enero de 2005.

Souveraineté limitée

L'Argentine ne se retrouve pas seule. Les déclarations de soutien lui parviennent de tous les côtés, même des plus inattendus, de la France, du Mexique, de l'ONG Jubilee USA Network, mais aussi

Les jugements du juge américain Thomas Griesa blo- quent complètement un règlement raisonnable de la dette argentine.

de l'Association des banquiers améri- cains. Les premiers qui demandent au juge Griesa de re- tirer son jugement sont les États-Unis. Washington, en dépit de toutes les réserves qu'il a vis-à-vis de Buenos Aires, évoque l'énorme risque créé par l'interprétation nouvelle du juge Griesa du 'traitement égal' (le passage pari pas- su). Cette interprétation, écrit Washington, s'éloigne de pratiques établies depuis des décennies et fait qu'un seul créancier peut dorénavant «saper un plan de restructuration soutenu sur le plan interna- tional, et miner des décennies d'efforts investis par les États-Unis pour encourager un système de réso- lution coopérative de crises de dettes souveraines».³ Ce raisonnement sera repris dans d'autres lettres de soutien. Entre autres dans celle de l'économiste

Les jugements contre l'Argentine vont inciter d'autres spéculateurs à copier les fonds vautours' (Joseph Stiglitz).

américain Joseph Stiglitz en 2014. Selon Stiglitz, le ju- gement de Griesa va inciter des spé- culateurs à copier les fonds vautours. 'Quand des débiteurs font défaut, il leur faut un nouveau départ. C'est un principe de base du capitalisme contempo- rain', écrit Stiglitz, mais ce principe est cassé par la Cour présidée par Thomas Griesa.⁴

La Cour du district de New York ne revient pourtant pas sur sa décision initiale. En juin 2014, l'Argentine réitère ses promesses de rembourser les dettes restructurées, mais demande en même temps que le juge Griesa crée des conditions pour un dia- logue avec les hold-outs. Celui-ci n'en veut pas. Fin juillet, l'impasse est totale. L'Argentine, quoique bien capable et désireuse de repayer les créanciers restructurés, est à nouveau noté 'en défaut de paie-

3. Brief for the United States of America as Amicus Curiae in sup- port of reversal, 12-105-cv, United States Court of Appeals for the Second Circuit, 4 avril 2012.

4. Brief of Joseph Stiglitz as Amicus Curiae in support of peti- tioner, No. 13-990, United States Court of Appeals for the Second Circuit, 24 mars 2014.

ment' par l'industrie financière internationale. Peu après l'ATFA déclare la guerre à la présidente Cristina Fernández de Kirchner. Pourtant, la loi lui interdit de se porter candidate pour un troisième mandat à la présidence en 2015. Les élections sont gagnées par le gouverneur de la région métropole de Buenos Aires, Mauricio Macri. Une fois installé à la présidence, Macri cherche immédiatement à plaire aux fonds vautours. Il gagne la sympathie du juge américain Thomas Griesa.

La file des spéculateurs s'allonge

Mauricio Macri et le nouveau gouvernement proposent de rembourser aux «hold-outs» le montant total de ce qu'ils demandent moins une remise de 30 pour cent. S'ils acceptent, l'Argentine devra déboursier 6,5 milliards de dollars. Le juge Griesa réagit le 19 février 2016. Pour un juge, ses propos sont hautement politiques. Il estime que l'Argentine dispose, avec Macri, d'un partenaire fiable pour les marchés financiers.¹ Les négociations avec les hold-outs n'aboutissent pas immédiatement. Mais le 29 février l'Argentine trouve un accord avec quatre fonds spéculatifs: NML Capital, Aurelius, Davidson Kempner et Bracebridge. L'Argentine leur doit 4,65 milliards de dollars, à payer avant le 14 avril. Pour Paul Singer, c'est vraiment le gros lot.

Sur un 'investissement' initial de 617 millions de dollars, il reçoit un remboursement de 2,28 milliards de dollars, un profit de 369 pour cent!² Singer n'en dort pas moins bien. Il n'y a pas si longtemps, il a encore déclaré que: 'ce que l'Argentine nous doit, ne représente qu'un dixième des 25 milliards de dollars investis par Elliott Management'.³

Il est plus qu'évident que l'Argentine y perd lourdement. Non seulement la facture à payer aux fonds spéculatifs a quadruplé (de 1,3 à 4,65 milliards de dollars), mais d'autres fonds ont rejoint ces spéculateurs devant le guichet de paiement. Ils estiment qu'ils ont droit au même traitement que les vautours.

1. Pour les propos de Griesa, voir notre article du 16 mars 2016 Quand l'Argentine s'offre aux vautours, en ligne <http://www.gresea.be/spip.php?article1491#nb4>

2. Porzecanski, Katia, Singer Makes 369% of Principal on Argentine Bonds in Debt Offer, Bloomberg, 29 février 2016.

3. Abelson, Max & Porzecanski, Katia, Paul Singer will make Argentina pay, Bloomberg, 8 augustus 2014.

Cela leur est accordé. On voit donc comment l'Argentine règle ses comptes avec des dizaines d'autres hold-outs, tout au long du premier semestre de 2016. Pendant cette période, l'Argentine paie au total environ 9 milliards de dollars aux fonds spéculatifs tenaces.⁴ Une liste des gagnants est reprise à la fin de cet article. À la suite de cette capitulation l'Argentine sort de son isolement et est autorisée à faire appel à l'industrie financière mondiale. Macri en a urgemment besoin. Pour porter le fardeau des fonds spéculatifs, il va à nouveau endetter son pays. En avril 2016, son gouvernement annonce qu'il met pour 16,5 milliards de nouvelles obligations sur le marché. Le leader des fonds vautours, Paul Singer le félicite aussitôt! Dans une contribution pour Time Magazine, il nomme Macri 'champion de la réforme économique'.⁵ Dans la misère, on reconnaît ses amis.

Chantages et capitulations n'en sont qu'à leurs débuts. En février, le juge Griesa veut annuler son 'injonction' de 2012 (qui interdisait de rembourser les créanciers restructurés, tant que les fonds spéculatifs ne l'étaient pas aussi) pour 'faciliter les arrangements' avec les fonds spéculatifs. Mais Griesa pose une condition, pas la plus innocente. Il exige que l'Argentine abroge deux de ses lois (nationales).

Il s'agit de la Ley Cerrojo de 2005 (déjà suspendue par l'Argentine en 2013) et la Ley de Pago Soberano de 2014⁶. Le parlement argentin se soumet à cette

exigence en avril 2016. Les compagnons de route de Cristina Fernandez de Kirchner votent avec les partis au pouvoir pour l'abolition de ces lois. Cela implique que l'Argentine peut dorénavant offrir de meilleures conditions de remboursement aux fonds spéculatifs qu'aux créanciers qui avaient accepté les restructurations de leurs dettes en 2005 et 2010.

4. Le montant est mentionné dans la biographie de l'avocat Daniel A. Pollack, désigné par la justice américaine comme intermédiaire pour boucler le conflit avec les fonds spéculatifs. Voir: <http://www.mccarter.com/Daniel-A-Pollack/>

5. Mauricio Macri, by Paul Singer, TIME 100 LEADERS, 21 avril 2016.

6. La Ley de Pago Soberano est la réponse de l'Argentine à l'interdiction, imposée par le juge Griesa, de rembourser les créanciers restructurés. Pour contourner cette interdiction le pays désigne la Nacion Fideicomisos comme son nouvel agent fiduciaire à travers duquel il remboursera dorénavant les créanciers restructurés.

Capituler = inciter

L'opposition des Kirchners aux vautours a énormément fait avancer la cause des pays endettés. Paradoxalement, ces pays errent dans un vide juridique. Des entreprises en difficulté vont voir la Cour pour solutionner leur dette. Le système judiciaire y est préparé, les procédures existent, les magistrats s'y connaissent, des cabinets d'avocats s'y spécialisent. Rien de tel pour des Etats souverains. Ils n'ont pas de cadre légal auquel ils peuvent se référer et se débrouillent dans un environnement informel. Une tentative de formalisation est néanmoins en cours. Le Brésil et Joseph Stiglitz y font référence dans leurs lettres de soutien aux résistances argentines. Ils plaident pour un système formel de règlement des dettes souveraines. Ce droit a été reconnu par l'Assemblée générale des Nations unies. Cet organisme a d'emblée estimé que des restructurations de dette ne peuvent être contrariées ou gênées ni par d'autres États ni par des fonds spéculatifs.¹ Dernièrement, Christine Lagarde du Fonds monétaire international a mis en garde ses amis du Club de Paris en disant que «l'énorme stock de dettes souveraines ne contient aucun bouclier contre des créanciers agressifs».²

Il est à noter que la Belgique joue un rôle positif dans ce dossier. Le parlement belge a adopté une loi contre les vautours en juillet 2015. Mais NML Capital, le fond vautour de Paul Singer, a contre-attaqué devant la Cour constitutionnelle belge et exige que cette loi belge soit annulée ! Une campagne a été lancée pour la protéger et la maintenir.

L'expert des Nations unies sur la dette extérieure et les droits humains, Juan Pablo Bohoslavsky, a dans ce cadre souligné une fois de plus que les pratiques des fonds vautours «augmentent les souffrances des populations dans les pays affectés par des crises financières».³

1. *Établissement d'un cadre juridique multilatéral applicable aux opérations de restructuration de la dette souveraine. Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 9 septembre 2014, Nations unies A/Res/68/304*

2. *Faillite des États : FMI et G20 veulent s'attaquer à l'énorme stock de dettes, Les Échos, 1 août 2016.*

3. *Appel de l'expert de l'ONU. La loi belge contre les vautours doit être préservée, conférence de presse du CADTM, le CNCD et 11.11.11, le 15 juin 2016.*

La capitulation de Mauricio Macri dépasse de loin les intérêts de son seul pays et porte sérieusement atteinte à l'aspiration d'installer un système de règlement de dettes souveraines. Elle fait tout le contraire. Elle crée un précédent qui incitera les fonds spéculatifs à recourir au chantage pour faire plier les pays. L'industrie financière a immédiatement reconnu le risque. Il est immense. Le système financier mondial est mis à l'épreuve. «Une arme d'un potentiel immense a été testée, et peut être utilisée par une infime minorité de créanciers pour tenir des pays et d'autres créanciers en otage». C'est l'avis d'une juriste américaine qui a suivi la lutte de l'Argentine avec les vautours pendant des années.⁴ Et un économiste collaborateur du groupe banquier et d'assurances Allianz de compléter: «les fonds spéculatifs ont maintenant un repère. Les restructurations de dettes souveraines deviendront beaucoup plus contentieuses».⁵

4. *Gelpern, Anna, The Rubble of Argentina's Debt Settlement, en ligne PIIE, 9 mars 2016.*

5. *Wigglesworth, Robin & Moore, Elaine, Curing default, Financial Times, 8 juin 2016.*

Voici la liste des déclarations faites par Daniel A. Pollack, Special Master, qui fait état des accords conclus au premier semestre 2016 entre l'Argentine et des hold-outs.		
Date	Créanciers	Somme
5 février 2016	- Montreux Partners - Dart Management	US\$1,1 milliard
16 février 2016	- Capital Markets Financial Services	+US\$110 millions
22 février 2016	- Lightwater Corp - Old Castle Holdings - VR Capital - Procella Holdings - Capital Ventures International	approx. €250 millions et €185 millions €
29 février 2016	- NML Capital Ltd (Elliott Management) - Aurelius Capital ¹ - Davidson Kempner ² - Bracebridge Capital	approximativement (!) US\$4,653 milliards
4 mars 2016	"10 autres (fonds et individus) et entre autres": Tortus Capital II, Tortus Capital III, Biagini, Vefling, Schivardi (2), Piol, Ercolani, Beltramo, Settin	US\$6,7 millions
9 mars 2016	Institutions et individus : - BNP Paribas, US\$52,4 millions, - GMO (Boston) US\$119 millions, - Carlo Regazzoni US\$1,7 million, - Elazar Romano US\$11,3 millions, - Grazia Valenti US\$172.000, - La Societa Ymus SRL US\$375.000 and - Tomaso Zappoli Thyron \$5,2 million	+US\$190 millions
18 mars 2016	- 115 individus	qui tiennent US\$155 millions (et recevront 70% de leur demande)
6 avril 2016	- Red Pines and Spinnaker, "funds managed by Varde Partners and Spinnaker Capital, Ltd."	presque US\$250 millions
10 avril 2016	- Fore Research and Management of New York City, for the Honero Fund, US\$4.485.000 plus €67.543.142 (total approx. US\$80 millions). - 35 fonds de retraite - clients de Stone Harbor Investment Partners, US\$85 millions et €38 millions (total approx. US\$127 millions). - 31 individus, US\$46 millions	approx. US\$253 millions
12 avril 2016	- Yellow Crane ³	approx. US\$255 millions
15 avril 2016	- "un groupe d'individus"	exige approx. US\$800 millions
23 juin 2016	- Greylock Capital Management LLC ⁴	approx. US\$95 millions
6 juillet 2016	- "21 individus et institutions"	approximativement US\$95 millions

1. Aurelius Capital : Mark Brodsky

2. Davidson Kempner, identifié ailleurs comme Blue Angel (Thomas Kempner)

3. Avec Yellow Crane, des arrangements ont été trouvés dans "plusieurs juridictions", à New York, mais aussi en Allemagne, l'Italie et la Suisse.

4. Avec Greylock, des arrangements ont été trouvés dans "plusieurs juridictions", à New York, mais aussi en Allemagne, l'Italie et la Suisse.

**11 oct.
2016**

Ciné-débat : «Quelle gestion pour nos déchets électroniques ?» à 20h30. Le Gresea organise un ciné-débat dans le cadre de la quinzaine de la solidarité internationale de la ville de Bruxelles.

Les appareils électriques et électroniques (GSM, tablette, ordinateurs...) font partie de notre quotidien et sont devenus indispensables à de nombreuses tâches. Cependant, une fois en fin de vie, ces appareils deviennent des déchets et seule

une partie des matières premières et des métaux contenus sont effectivement recyclés pour être ensuite réutilisés. Mais que devient la partie non traitée ces déchets ? C'est à cette question que le documentaire « La tragédie électronique » tente de répondre. A travers une enquête qui nous mènera des lieux de consommations en Europe jusqu'en Afrique de l'Ouest et en Chine, nous suivrons le parcours de ces composants, qui font l'objet d'un trafic international chiffrable en milliards d'euros chaque année et qui représente environ 1% du commerce mondial. La projection sera suivie d'un échange avec le producteur du documentaire, Joan Ubeda, ainsi qu'avec Bruno Fierens, porte-parole de Recupel afin de discuter du film, mais également des pistes d'alternatives envisageables.



Au cinéma Aventure, rue des Fripiers 57, dans la Galerie du Centre Bloc II, 1000 Bruxelles.
Entrée gratuite mais réservation souhaitée (100 places max.) par mail à l'adresse info@gresea.be.

**12 oct.
2016**

Soirée Econosphères n°27 : Quel futur pour Belfius face au risque de privatisation ? 19h

Belfius fêtera le 10 octobre prochain un anniversaire particulier. Cela fait 5 ans que le groupe bancaire, sauvé de la faillite lors de la débâcle de Dexia, est la propriété de l'État belge.

Un sauvetage qui avait nécessité l'intervention publique à hauteur de 4 milliards d'euros : l'équivalent de 383 euros par

belge. C'est désormais à la privatisation de Belfius, que le gouvernement songe, en dehors de tout débat public. Quels sont les risques d'une privatisation pour l'usager ? quelles conséquences craindre pour les travailleurs de la banque ? Quelle plus-value d'une banque publique pour le citoyen en termes d'investissements et de financement de l'économie ? Afin de lancer le débat, trois membres de la plateforme «Belfius est à nous» interviendront. Le tout sera suivi d'un débat avec la salle.

Intervenants : Aline Fares (Ex-Finance Watch, Ex-Dexia), Jean-Luc Revelard (CNE-Belfius), un intervenant de la FGTB (à confirmer)



à l'Université populaire, 26 rue de la Victoire à 1060 Bruxelles. L'inscription est obligatoire pour le lundi 10 octobre 2016 à l'adresse econospheres@gmail.com

**7 nov.
2016**

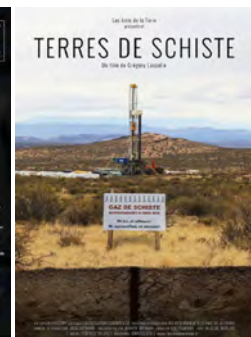
Ciné-débat : Renforcement, succès et impasses du modèle extractiviste en Argentine

Quelles sont les ruptures et les continuités des politiques visant une meilleure distribution de la richesse sur base du modèle extractiviste? La lutte contre l'extractivisme est-elle possible sans prendre en compte le modèle de production capitaliste ? Autant de questions qui seront discutées lors du débat qui suivra la projection du film « Terres de schiste » de

Grégory Lassalle, en présence du réalisateur et de Natalia Hirtz (l'une des auteurs du Gresea Échos 87, «Le virage à droite en Argentine»).

à l'Université populaire, 26 rue de la Victoire à 1060 Bruxelles

Inscription gratuite par mail à l'adresse info@gresea.be



Colloque international Gresea
24 novembre 2016



Entreprises multinationales et mouvements sociaux **Les formes de résistance dans l'entreprise éclatée**

Centre des chartreux, Rue des Chartreux, n°70, 1000 Bruxelles

Programme (Langues de travail: Fr-Angl-Esp)

8h00-8h30 Accueil et inscriptions

8h30-10h30 **Panel 1 «De l'entreprise intégrée aux chaînes d'approvisionnement mondialisées: comment caractériser l'évolution des multinationales?»**

Intervenants:

Jean-Christophe Defraigne, économiste, professeur à l'Université Saint-Louis de Bruxelles.

«L'impact de la financiarisation sur les modes de production et les chaînes d'approvisionnement mondialisées»

Wladimir Andreff, économiste, professeur émérite de l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne.

«Les stratégies d'investissement des multinationales issues des économies émergentes»

Brid Brennan, chercheuse au Transnational Institute (TNI), Amsterdam.

« Les accords de commerce et d'investissement: vers une architecture internationale de l'impunité?»

10h30-10h45 Pause-café

10h45-12h15 **Panel 2 «Multinationales en périphérie et relations collectives»**

Intervenants:

Violaine Delteil, économiste, professeure à l'Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle.

«Stratégie d'investissement transnationale et régulation sociale dans les pays de l'Est européen»

Marcelo Delfini, sociologue, Universidad Nacional de General Sarmiento (Conicet), Buenos Aires, Argentine.

«Emploi et relations de travail dans les multinationales: une étude sur une filiale argentine»

12h15- 13h00 Pause déjeuner

13h00-14h30 **Panel 3 «Réglementer les chaînes d'approvisionnement mondialisées: quelles perspectives?»**

Intervenants:

Melik Ozden, directeur du Cetim, Suisse.

«Un traité contraignant les multinationales à l'ONU: enjeux et perspectives»

Erika Gonzalez, chercheuse à l'Observatoire des multinationales en Amérique latine (OMAL), Espagne.

«Pour en finir avec l'impunité des entreprises multinationales»

Jean-Marc Caudron, chercheur chez achACT, Belgique.

«Les accords contraignants dans l'industrie de l'habillement»

14h30-14h45 Pause-café

14h45-17h00 **Table ronde «Stratégies de lutte au sein des chaînes d'approvisionnement mondialisées»**

Intervenants:

Benoît Borrits, journaliste et écrivain, cofondateur et animateur de l'Association Autogestion, membre du conseil scientifique d'Espaces Marx.

«Les fralibs: de la multinationale à l'autogestion»

Juan Montes Cato, sociologue, Centro de Estudios e Investigaciones Laborales CONICET

«Les Praxair en Argentine: militance syndicale dans une entreprise multinationale en Argentine»

Eduardo Chagas, Secrétaire général de la Fédération syndicale Européenne des transports (ETF)

«La lutte des dockers en Europe».

17h00-17h30 Conclusion du Gresea

Inscription obligatoire: info@gresea.be

Paf: 7 euros (gratuit pour les travailleurs sans emploi, les étudiants et les membres du réseau)
(inclus: farde de presse et déjeuner)

Renseignements: 32.2/219.70.76 – info@gresea.be - <http://www.mirador-multinationales.be/>